

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ Léon MENAYDIER

**Le mouvement est engagé :
pour le front unique
pour la grève générale,
contre le gouvernement !**

■ Roger DUCROS

**Afghanistan : une intervention militaire
totalement réactionnaire**

■ Stéphane JUST

**La grève générale de mai-juin 1968
est venue de loin**

■ Etienne LAURENT et Michel DAUBERNY

**L'or et la marche
à la dislocation du marché mondial (2^e partie)**

Avril 1980 Prix 10 F

N°

591

• La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 591 - Avril 1980

SOMMAIRE

3 - ■ Léon MENAYDIER

**Le mouvement est engagé :
pour le front unique
pour la grève générale,
contre le gouvernement !**

23 - ■ Roger DUCROS

**Afghanistan : une intervention militaire
totalement réactionnaire**

39 - ■ Stéphane JUST

**La grève générale de mai-juin 1968
est venue de loin**

69 - ■ Etienne LAURENT et Michel DAUBERNY

**L'or et la marche
à la dislocation du marché mondial (2^e partie)**

*Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois
de juin 1980, sera mis en vente fin mai 1980*

LA VÉRITÉ

Organisation Communiste Internationale
pour la Reconquête de la V. Internationale
Le mouvement est engagé
pour le tout unique
pour le grand général
contre le gouvernement

Le 1951

Numéro 531 - Avril 1980

SOMMAIRE

■ Leon MENEYER

Le mouvement est engagé
pour le tout unique
pour le grand général
contre le gouvernement

■ Roger DUCROS

Afghanistan : une intervention militaire
totalement réactionnaire

■ Jacques LOST

La grève générale de mai-juin 1980
est venue trop

■ Charles WALTER et Michel DAUBIN

L'or et la monnaie
à la disposition du marché mondial (2^e partie)

Le prochain numéro de La Vérité a été mis en vente le 15 mai 1980

**le mouvement
est engagé :**

**pour le front unique,
pour la grève générale,
contre le gouvernement !**

par Léon MENAYDIER

En France, l'offensive contre les conquêtes ouvrières, la jeunesse et les masses exploitées s'est considérablement accentuée au cours de ces derniers mois. Elle couvre désormais tous les aspects de la vie des masses. Cette offensive est évidemment en corrélation avec l'aggravation des contradictions économiques des pays capitalistes. L'ensemble est résumé par quelques prévisions des experts de l'OCDE : 1980, croissance zéro ; 6,25 % de la population active en chômage, soit 20 millions de chômeurs ; déficit de la balance des opérations courantes : 65 milliards de dollars. Pour ce qui concerne la France, d'après « Le Moniteur des travaux publics » de mars 1980 :

« Jamais, depuis sa création, l'indice des prix à la consommation n'avait connu un tel écart d'un mois à l'autre, 1,9 % entre décembre 1979 et février 1980. Le précédent record remontait à février 1974 avec une hausse de 1,7 %. (C'est en 1974 que s'est produite la plus profonde « récession » depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale-NDLR.)

Si la ruée sauvage des prix à la consommation devait se poursuivre tout au long de l'année au rythme de janvier, c'est à une hausse de 25 % que l'on assisterait en 1980. Hypothèse d'école certes, mais qui illustre assez l'ampleur du pas qui vient d'être franchi (12,9 % en 1979). 3,4 % en trois mois, mais il faut tout de même signaler que c'est précisément en 1974, où, on l'a dit, l'indice de janvier avait été "mauvais" (+1,7 %), que l'on avait connu la plus forte inflation (14,8 %) de ces dernières années (13,9 % en 1975, 11,7 % en 1976, 10,7 % en 1977, 9,7 % en 1978 et 11,8 % l'an dernier). »

Cela n'empêche pas Raymond Barre d'affirmer, le 19 février, dans un discours :

« Le gouvernement français, pour sa part, ne relâchera pas son action contre l'inflation et, si besoin est, l'intensifiera. »

« Le Moniteur des travaux publics » pose la question :

« Prochain ralentissement de l'activité ?

INSEE : l'activité économique est restée soutenue en France jusqu'au début 1980 (!!!). Mais plusieurs signes précurseurs d'un retournement sont apparus : la demande étrangère a faibli ; la demande française aux industries de biens de consommation ne progresse plus ; enfin, la crois-

sance de l'activité dans les biens intermédiaires est due essentiellement à la formation de stocks. Par ailleurs, le niveau élevé des taux d'intérêt (liés à l'inflation) constitue déjà un frein au stockage comme aux comportements de fuite devant la monnaie. »

La Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles déclare :

« Incertitudes : à court terme, les constructeurs ajustent au plus près leur production aux possibilités du marché. »

Davignon, commissaire européen chargé de l'industrie à l'OCDE, dit :

« Je dois souligner, et ce n'est pas un avertissement énoncé sans grande précaution, que si nous entrons dans un système de guerre commerciale et de protectionnisme dans l'acier, l'ensemble suivra rapidement et, après les chantiers navals, l'ensemble des technologies de pointe. »

Le gouvernement américain, pour réduire les importations d'acier, va amorcer la semaine prochaine une augmentation du prix minimum de l'acier importé aux Etats-Unis.

La prétendue lutte de Barre contre l'inflation s'éclaire d'une autre façon. D'ailleurs, le Premier ministre ajoute :

« Le gouvernement ne se laissera pas entraîner dans la recherche d'une expansion économique plus rapide, qui n'apporterait aucune atténuation aux problèmes de l'emploi, mais les aggraverait à terme et déséquilibrerait l'économie française au lieu de la renforcer. Contrairement à certaines vues sommaires, la vigueur d'une économie ne se mesure pas, en effet, au seul critère du taux de croissance, mais dépend d'un ensemble de facteurs qui assurent, à la fois, son développement, sa compétitivité internationale et la stabilité de sa monnaie. »

C'est-à-dire que, sur un marché européen et mondial qui tend à se rétrécir, l'impératif catégorique est d'être concurrentiel. Le gouvernement Giscard-Barre a choisi délibérément l'extension du chômage. Barre poursuit :

« Le nouveau prélèvement pétrolier nous impose de continuer à respecter les disciplines que nous avons pratiquées au cours de ces trois dernières années. Le maintien du pouvoir d'achat devient, dans les circonstances actuelles, un objectif de plus en plus ambitieux ; mais la vigueur de nos entreprises, la très forte productivité et le potentiel de progrès de l'économie française me conduisent à penser que cet objectif peut être réalisé, à condition que les travailleurs français sachent écarter, comme ils l'ont fait jusqu'ici, revendications excessives et surenchères néfastes. Le maintien du pouvoir d'achat des Français dépend, avant tout, d'un effort collectif. »

LA SECURITE SOCIALE DEPECEE

Bien entendu, il revient au gouvernement et au capital de programmer l'« effort collectif des Français ». Ce qu'ils ne manquent pas de faire.

La Sécurité sociale est depuis des décennies l'objet des convoitises du gouvernement et du capital. Ils estiment que le moment est venu de dépecer cette proie. Des premières attaques contre elle en 1960 aux ordonnances de 1967, en passant par les multiples atteintes partielles, progressivement les gouvernements de la V^e République ont préparé la curée. « Informations ouvrières » (numéros 933 à 937) a publié cinq dossiers sur les objectifs du projet de loi Berger. Un tract, édité à l'issue d'un meeting réunissant à l'appel de l'OCI 150 infirmières, infirmiers, laborantins, agents hospitaliers, médecins des hôpitaux de Paris, résume ces objectifs :

- « Le gouvernement, le ministère et le CNPF ont décidé de "tailler dans les dépenses de santé".
- Le budget des hôpitaux est bloqué pour l'année ;
- ils ont décidé de réduire le nombre de lits d'hôpitaux ;
- ils ont décidé d'accélérer la rotation des malades ;
- ils ont décidé d'inviter les malades à quitter le plus vite possible l'hôpital ;

- ils ont décidé pour cela d'interdire le droit au remboursement intégral par les mutuelles ;
- ils mettent tous les malades dans la situation où ils doivent, en fonction de leurs moyens, décider d'abrèger leur hospitalisation ;
- ils ont décidé de faire évacuer des hôpitaux les vieux travailleurs, ils ont donc décidé de faire payer 150 F par jour aux vieux en long séjour ;
- ils ont décidé sans vergogne, dans le même temps, de ponctionner ces mêmes vieux travailleurs retraités de 1 % de cotisation sur la retraite et 2 % sur les retraites complémentaires ;
- ils ont décidé d'obliger les médecins à établir entre les malades une priorité en fonction de l'âge, des ressources, des capacités à servir encore au travail ;
- ils ont décidé que les "petits risques" n'allaient plus être remboursés par la Sécurité sociale ;
- ils ont décidé de soumettre toute prescription médicale aux limites d'une enveloppe financière définie par les contrôleurs du ministère. »

En outre, le gouvernement voulait établir une médecine à trois niveaux en faisant accepter aux médecins une nouvelle convention qui instaurerait trois catégories de médecins :

- les non-conventionnés qui refuseraient toute autodiscipline, leurs malades n'étant plus remboursés ;
- les conventionnés qui se plieraient aux règles de maîtrise des dépenses ; les malades qui auraient recours à eux seraient remboursés normalement ;
- enfin, les agréés, c'est-à-dire ceux qui accepteraient l'autodiscipline mais qui pratiqueraient des tarifs d'honoraires supérieurs aux tarifs conventionnels : dans ce cas, le malade serait remboursé sur la base d'un nouveau tarif spécial.

Devant la résistance des médecins à l'établissement d'une telle convention,

le gouvernement manœuvre pour l'instant en retrait. Il n'a pas pour autant renoncé. Il propose, au lieu de trois, deux niveaux.

Le projet prévoit l'institution d'un carnet de soins qui devra être conservé en permanence par son titulaire, porter la mention de tout acte médical dont celui-ci est bénéficiaire, ainsi que des prescriptions éventuelles d'actes médicaux ou d'actes paramédicaux complémentaires auxquels il a donné lieu. Le carnet de soins sera régulièrement communiqué à la caisse d'assurance maladie qui peut remettre en cause le remboursement des actes qui n'y figureraient pas. Enfin, le projet de loi Berger prévoit

« le contrôle parlementaire sur le financement de la Sécurité sociale, qui permettrait à l'Etat bourgeois de prendre le contrôle de l'utilisation des fonds de la Sécurité sociale (le "budget social" du pays est supérieur au budget de l'Etat) en les transformant, à terme, en un poste budgétaire comme les autres. Dès lors, l'Etat capitaliste pourrait à sa discrétion diminuer le budget de la Sécurité sociale, comme il le fait pour le budget de la santé ou de l'éducation, et utiliser ses fonds pour le budget des armées par exemple, ou pour financer la "restructuration" des entreprises.

Le rééquilibrage financier a le même objectif : il s'agirait de commencer à pénaliser certaines catégories de travailleurs ou de jeunes (les consommateurs d'alcool ou de tabac, les pratiquants du ski ou de moto, dit le projet Berger) soupçonnées de "coûter plus cher". » (*Informations ouvrières* n° 933).

Evidemment, le projet de loi Berger implique la suppression de milliers d'emplois à la Sécurité sociale, la déqualification, etc.

Mais le gouvernement n'attend pas que la loi soit discutée et votée à l'Assemblée nationale ; par circulaires, petit à petit, il commence à faire appliquer nombre de ses dispositions.

L'ENSEIGNEMENT DEMANTELÉ

L'enseignement public est un autre terrain où l'offensive du gouvernement contre les travailleurs, la jeunesse, les masses exploitées, s'accroît. Le discours de Giscard d'Estaing à Baume-les-Dames explique clairement le programme du gouvernement en ce qui concerne la subordination de l'enseignement aux besoins et exigences du capital. Il faut, dit-il, que « soit mis un terme à la distinction rigide et inadaptée de l'enseignement général et de l'enseignement professionnel ». En fonction de quoi :

« Tous les élèves de tous les ordres d'enseignement doivent recevoir une formation les conduisant à une activité professionnelle (...).

La formation professionnelle doit être un des grands sujets de la concertation entre l'Etat et ses divers appareils de formation et l'ensemble des partenaires des entreprises. C'est pourquoi j'ai demandé au Premier ministre de réunir les instances dans lesquelles cette concertation pourra s'instituer. L'année 1980 sera le point de départ de cette nouvelle politique (...).

Ainsi, ce sont tous les élèves, et non pas seulement ceux des LEP, qui seront soumis aux « stages en entreprise » :

« Une carte par académie de formation professionnelle sera désormais dressée en corrélation avec les partenaires sociaux. Pour accroître la mobilité, (les diplômés d'enseignement professionnel) pourront comporter dorénavant, à côté d'un minimum national, un contenu fixé à l'échelle académique par les recteurs en liaison avec les milieux professionnels. »

En d'autres termes, il s'agit d'en finir avec des qualifications nationales consacrées, de généraliser la déqualification et la polyvalence en prenant en compte les besoins et les exigences des patrons locaux.

Les enseignants devront, eux aussi, faire des « stages en entreprise ». Mais

Giscard d'Estaing n'est pas sectaire, il veut également que l'enseignement soit ouvert aux entreprises :

« Autant il faut reconnaître le rôle et la responsabilité des enseignants, autant il convient de marquer l'importance du rôle du monde des entreprises dans la formation professionnelle (...). Il faut donc consolider et étendre cette coopération fructueuse au domaine pédagogique par l'éducation concertée d'une part, et les stages en entreprise pour les enseignants d'autre part (...). La vie en entreprise exige une formation psychologique et un accueil que seuls les responsables de ces entreprises peuvent et doivent donner aux nouveaux arrivants. »

Le président de la République a ensuite souhaité « que des techniciens issus des entreprises soient effectivement appelés à enseigner ou à participer à des efforts de formation. A cette fin, des contrats leur seront offerts (...). » *Ainsi*, « on verra naître progressivement des carrières composées de périodes d'enseignement et de temps d'activité dans les entreprises. Cette évolution rendra plus facile le placement des élèves et la diversification des formations. »

A cette fin : « Les diplômés devront désormais pouvoir être acquis par unités capitalisables afin de permettre la promotion de jeunes déjà intégrés dans le monde du travail.

Le système des bourses sera modifié afin de permettre, le cas échéant, des redoublements. Les formations techniques devront être rendues plus cohérentes, les passages d'un type de diplôme à un autre devront être facilités pour permettre toutes les promotions ; l'apprentissage devra être étendu aux métiers industriels. » (*Le Monde*).

Cette « ouverture de l'école sur la vie » s'accompagne de multiples autres mesures de destruction de l'enseignement. Il s'agit de mettre à la disposition du capital une main-d'œuvre polyvalente, déqualifiée, de jeter sur le marché du travail une masse de « demandeurs d'emploi » qui concurrence la masse des travailleurs.

A NOUVEAU, LA « PARTICIPATION »

En tant qu'élément de cette offensive anti-ouvrière, Giscard d'Estaing relance la « participation », et choisit pour ce faire, le 24 février, la Sorbonne :

« La participation devra accomplir des progrès décisifs au cours de la décennie 1980... »

La participation ne saurait être une formule creuse, elle doit devenir un mode de vie. C'est pourquoi le Parlement aura à se prononcer au début de la session prochaine sur un projet de loi qui permet aux sociétés de distribuer gratuitement et directement à leurs salariés 3 % de leur capital social (...).

Le gouvernement a souhaité que les organisations patronales et syndicales s'interrogent sur le développement de procédures souples, permettant aux travailleurs d'aborder dans l'atelier, par un dialogue avec la maîtrise et l'encadrement, les problèmes concrets de l'organisation et des conditions de travail.

Dès que le bilan de ces conclusions sera établi, le gouvernement examinera les moyens de faire progresser dans l'avenir cette idée, afin que chaque travailleur puisse participer effectivement aux décisions qui concernent l'exécution de ses tâches. »

Immédiatement, dans un article publié par « Le Monde » du 26 février, François Ceyrac, président du CNPF, enchaîne. Il faudrait citer entièrement cet article. Ceyrac fait référence à trois étapes :

« Première étape. En 1950, une loi a fait des conventions collectives le droit commun en matière de négociation. C'est sur cette base que s'est développé un tissu de conventions collectives à l'échelon des professions. L'objectif était de permettre aux entreprises les plus prospères d'aller au-delà de la convention collective, mais d'obtenir, en contrepartie, une stabilité plus grande dans les rapports sociaux.

Cette novation a fait long feu ! D'une part, ces contrats n'ont pas permis aux entreprises qui les avaient souscrits de se soustraire aux revendications et aux actions professionnelles et nationales. D'autre part, ils ont été souvent remis en cause avant la date prévue, avant leur expiration. La politique sociale est, alors, redevenue l'affaire des branches professionnelles. Quant au CNPF, il était amené à négocier et à signer de grands accords interprofessionnels, comme, par exemple, en 1958, la création d'une assurance-chômage ou, plus tard, les retraites complémentaires. Cette priorité donnée à la négociation interentreprises a eu pour conséquence d'affaiblir — très sensiblement — la vie sociale au sein de l'entreprise. »

Voilà qui a au moins le mérite d'être clair. Il faut en finir avec les conventions collectives, les rapports patronat-classe ouvrière comme deux classes antagonistes représentées comme telles par leurs organisations.

Par contre, il y a tout de même de bons accords, les accords de coopération pour liquider par exemple l'enseignement professionnel tel qu'il avait été mis sur pied en 1945, pour liquider la qualification :

« Deuxième étape. En 1970, notre accord sur la formation permanente, dont la dynamique n'a pas été soupçonnée immédiatement. »

C'était un premier accord, suivi de beaucoup d'autres, dont ceux établissant la classification par niveaux, la liquidation d'une partie des avantages des accords sur l'assurance-chômage de 1958.

Le patronat espère que d'autres accords de ce genre portant sur les horaires variables, le travail à mi-temps, l'horaire annuel, liquidant notamment la loi des quarante heures, etc., seront conclus, ou qu'à défaut ils seront imposés par la voie législative.

Enfin :

« Troisième et dernière étape. Les années de crise — et cela n'est pas un mince paradoxe — ont accéléré cette évolution. L'entreprise a dû s'adapter, c'est-à-dire se transformer, fermer des ateliers et en ouvrir d'autres,

stopper des productions et en développer de nouvelles, transformer ses méthodes de gestion et de production. Tout cela bouleversait la vie des hommes au travail. Il a fallu expliquer, informer, dialoguer, associer. L'encadrement s'est trouvé engagé en première ligne. Il a fallu trouver des contreparties "qualitatives", par exemple améliorer la vie au travail, les méthodes de production, les postes de travail, etc. La "crise" a eu, en définitive, un effet bénéfique. Elle a resserré les liens au sein des entreprises. Elle a renforcé la nécessité d'une cohésion sociale de l'entreprise. »

En d'autres termes, au moins Ceyrac l'espère-t-il, cette étape a entrouvert la porte au corporatisme. Ceyrac insiste :

« Les entreprises ne se développeront et ne survivront que par des efforts considérables et permanents de productivité et de compétitivité. Cela exigera une transformation des emplois et, certainement, des qualifications élevées. La formation doit être l'instrument de cette adaptation permanente.

L'encadrement constitue, plus que jamais, la clé de voûte de l'entreprise. Sur lui, et particulièrement sur la maîtrise, reposent non seulement l'effort de productivité de l'entreprise, mais aussi sa cohésion sociale. Depuis 1974, nous avons expérimenté de multiples formes de concertation. Nous savons à présent que la concertation avec l'encadrement est une volonté plus qu'une structure.

Voilà quelques directions essentielles des politiques sociales des prochaines années. Elles ont toutes un point en commun : un pari sur l'homme. Le syndicat n'est pas condamné par cette évolution. Il n'est pas exclu ni rejeté. Mais il ne doit plus se considérer comme le seul dépositaire des intérêts des salariés. Le syndicat a une place reconnue par la loi dans l'entreprise. Les instances de représentation du personnel sont nombreuses. Ces instances nombreuses, achevées, laissent à l'organisation syndicale un champ d'action important. »

Pourtant, tout cela ne peut marcher que si les dirigeants des organisations syndicales s'y associent :

« Le dialogue social entre patronat et organisations syndicales ne se limite pas aux seules négociations, il est fait de débats et d'échanges d'informations (...).

Il existe aujourd'hui un champ de dialogue, des possibilités considérables de progrès social. D'abord, parce que les accords signés il y a quatre ans, dix ans, vingt ans, doivent être adaptés aux évolutions économiques et sociales. Ensuite, parce qu'il y a toujours des champs nouveaux à explorer. Mais dans une société étouffée par l'entrelacs des lois et des conventions, il faut se garder d'accroître la réglementation. Il faut que la règle nouvelle se substitue à la règle ancienne et ne s'ajoute plus à elle. C'est ce que nous avons fait avec succès pour l'indemnisation du chômage. C'est ce que nous voulons faire pour l'organisation du temps de travail. C'est ce qu'il serait possible de faire pour la réglementation sur le droit de licenciement : mise en place pendant une période de pénurie de main-d'œuvre, cette réglementation, aujourd'hui, se retourne contre l'embauche (...).

L'évolution vers une certaine individualisation des politiques sociales est à la fois inévitable et souhaitable. Inévitable parce que les mutations qui nous sont imposées l'exigent. Souhaitable car notre objectif est bien de développer, sans cesse, l'esprit de responsabilité et de liberté.

Le chef d'entreprise aujourd'hui est celui qui réconcilie la société avec le défi industriel. C'est l'homme de la décision sociale autant que de la décision économique, distinction qui nous apparaît de plus en plus arbitraire. L'entreprise, communauté de travail, peut de moins en moins se permettre de dissocier les données humaines, technologiques, macro-économiques ou internationales qui commandent son développement. »

Il n'est pas nécessaire de commenter.

La politique du gouvernement, celle que Ceyrac expose forment un ensemble cohérent, dirigé contre la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées. Ce programme n'est pas nouveau. C'est pour le mettre en

œuvre que la V^e République a été constituée. La crise du système impérialiste, l'acuité qu'elle prend en France rendent pressante sa réalisation.

UN GOUVERNEMENT DE CRISE, FORT DE LA DIVISION

Ce programme est celui d'un gouvernement fort. C'est celui d'un gouvernement bonapartiste stable, capable de mettre au pas la classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées. Ce n'est pas la situation du gouvernement Giscard-Barre et de la V^e République agonisante. Les péripéties de la dernière session de l'Assemblée nationale en témoignent. Le gouvernement Giscard-Barre est devenu le gouvernement de l'article 49, dont l'emploi montre que le gouvernement est minoritaire par rapport à une majorité de députés à l'Assemblée nationale eux-mêmes minoritaires dans le pays. Les scandales éclaboussant les hauts personnages du régime sont une autre manifestation de sa crise. Mais, faute d'une solution politique réalisable sans que l'appareil d'Etat modelé par vingt ans de V^e République ne craque et sans que les masses occupent la scène politique, c'est-à-dire sans que s'ouvre une crise révolutionnaire, la V^e République, le gouvernement Giscard-Barre se perpétuent. Le RPR

n'ose pas aller jusqu'au bout de sa « rébellion ». Ce serait sa propre condamnation. Et surtout, la politique de division du PCF dresse un barrage au mouvement des masses, barrage qui protège le gouvernement, l'Assemblée nationale, le régime. Le gouvernement Giscard-Barre espère gagner du temps, aller jusqu'aux élections présidentielles de 1981. Il espère que la conjonction de l'impuissance du RPR et de la politique de division du PCF permettra à Giscard d'Estaing d'être réélu. Le caractère bonapartiste du régime s'accroît constamment. Cette conjonction politique particulière donne les moyens au gouvernement Giscard-Barre de déployer cette offensive contre les masses contradictoire aux rapports de forces entre les classes.

La politique de division est au centre de toute la situation politique actuelle. Feu sur Mitterrand, et par ailleurs dislocation du mouvement des masses par les grèves tournantes, tel est l'axe de la politique du PCF. Un ennemi et un seul, le PS et Mitterrand. Sur le terrain immédiat de la lutte des classes, une tactique permanente, les grèves tournantes et disloquées. Ainsi, pour prendre un exemple, « Infomé-trobus », bulletin de l'union syndicale CGT de la RATP de mars 1980, publie un article intitulé « Eloquent ». En effet, c'est « éloquent ».

C'est l'application concrète de la politique de division.

Voici la liste complète des luttes qui se sont déroulées dans l'entreprise depuis le 1^{er} décembre 1979.

Cette activité syndicale conduit la direction de la RATP à se montrer une des entreprises du secteur public et nationalisé la plus répressive :

— Milliers de sanctions pécuniaires, centaines de mises à pied, efforts idéologiques sans précédent pour tenter de démontrer que ceux qui luttent sont minoritaires dans l'illégalité et bien sûr... manipulés.

Les actions depuis le 1^{er} décembre...

3 décembre grève 24 h, Nation 2
 3 décembre grève 24 h, Choisy FR
 4 décembre grève 2 h, Michelet
 4 décembre grève 24 h, Nation 2
 5 décembre grève 24 h, Nation 2
 5 décembre grève 1/4 h, Montrouge FR
 5 décembre grève 1/4 h, Javel
 5 décembre grève 1/4 h, Fontenay
 5 décembre grève 1/4 h, Lilas
 5 décembre grève 1/4 h, Rueil

CGT FO - CFDT - CFTC
 CGT CFDT (préavis CGT)
 CGT Autonomes - CFDT
 CGT CFDT
 CGT
 CGT
 CGT
 CGT
 CGT
 CGT

Comment concevoir en effet cette efficacité, ce progrès, sinon en permettant, dans tous les domaines, aux travailleurs de donner leur avis, d'intervenir dans les décisions qui concernent leur travail, leur vie ? C'est-à-dire de se mêler de ce qui les regarde et qu'ils sont bien placés pour connaître.

C'est, en définitive, cela que nous appelons l'autogestion ; c'est là une caractéristique essentielle du socialisme que nous voulons pour notre pays.

C'est donc pour les raisons les plus profondes que nous sommes favorables à toutes les initiatives qui permettent aux travailleurs de se rassembler, de discuter entre eux, de dire leur mot sur ce qui les concerne. Nous n'avons à ce propos absolument aucune crainte, aucune réticence. Bien au contraire, nous pensons qu'il s'agit de formes nouvelles de la démocratie, conformes à notre idéal comme aux intérêts de la lutte des travailleurs.

Naturellement, nous n'opposons pas cette démarche à l'existence nécessaire et au rôle propre de l'organisation syndicale. Ce serait là une grave erreur. » (*L'Humanité* du 3 mars 1980).

N'est-ce pas l'écho même de l'article de Ceyrac ?

Le Parti communiste italien donne le contenu de cette politique :

« L'ouvrier italien ? C'est du sérieux. Il estime qu'une bonne entente avec ses supérieurs est toujours possible, il souhaite plus de travail et moins de grèves et trouve que les revendications pour la réduction du temps de travail sont "erronées". »

C'est ce qui ressort d'une enquête effectuée chez Fiat par... le Parti communiste.

François Mitterrand avait quelques raisons de dire à Marchais au cours du débat sur les motions de censure, le 27 février :

« "Jamais Giscard !" (*a dit Marchais*). Alors, qu'il ne le laisse pas où il est ! Il n'y a pas trente-six moyens pour cela. Bien sûr, il y a la révolu-

tion, le grand soir, mais ses conditions sont loin d'être remplies par ceux-là mêmes qui s'avancent dans cette direction, dirais-je, d'un pas de sénateur. Il ne suffit pas de dire : "Faites la révolution" comme Popeye disait : "Mangez des épinards." ! Reste le combat démocratique. Il exige l'addition des suffrages. Ceux qui opèrent des soustractions trahissent au contraire les intérêts du peuple. Ils disent "Jamais Giscard", mais ils laissent la majorité très tranquille. C'est là que se réalise objectivement la conjoncture qui permettra à M. Barre et au président de la République de poursuivre très tranquillement, si nous n'y prenons garde, la politique que nous allons censurer. »

Mitterrand appelle la révolution le « grand soir ». Il ne prétend pas être un révolutionnaire. Il se situe sur un terrain purement électoraliste. Cela ne l'empêche pas de faire ressortir que Marchais ne veut pas la révolution, ne veut pas même vaincre électoralement Giscard. Il souligne l'alliance « objective » entre Giscard-Barre et le PCF qui seule permet à la V^e République de survivre.

La politique de division du PCF doit avoir ses prolongements au sein du PS. C'est une des conditions pour que Giscard l'emporte avec certitude en 1981. Ici, l'attaque vient ouvertement de « droite » et s'incarne en la personne de Rocard. Invité (ces choses-là ne se font jamais par hasard) d'Antenne 2 à l'émission « Cartes sur table », Rocard a ouvertement posé sa candidature à la présidence de la V^e République. Rocard n'a aucune chance de l'emporter contre Giscard d'Estaing, mais il ne s'agit pas de cela, il s'agit de propulser la division à l'intérieur du PS, de rendre impossible l'élection de Mitterrand, pris entre la double division : celle entre le PS et le PCF, celle à l'intérieur du PS. Ensuite, Giscard espère qu'enfin l'opération de dislocation du PS recherchée depuis des années sera possible. Rocard recevrait alors son pourboire en devenant ministrable.

La bourgeoisie française, cependant, calcule plus loin et plus profond. Elle estime que politiquement le temps presse. Au-delà des nécessités objecti-

ves pressantes procédant de la crise d'ensemble de l'impérialisme, il lui faut, d'autant plus que le régime risque de s'effondrer, avancer dans la mise en cause des conquêtes de la classe ouvrière, que ce soit la Sécurité sociale, l'enseignement, ou encore l'organisation indépendante du prolétariat comme classe au sein de ses syndicats, de ses fédérations, de ses confédérations.

A cet égard, si la politique du PCF est aujourd'hui celle d'un soutien sans faille, en pratique, au gouvernement Giscard-Barre, elle prépare également l'éventualité de l'effondrement du régime et de l'ouverture de la crise révolutionnaire : la mise en cause de la Sécurité sociale, la subordination de l'enseignement aux besoins et aux exigences du capital, la polyvalence, la mobilité de la main-d'œuvre, la déqualification, les « conseils d'atelier » sont autant de « précautions » prises en vue de la vague révolutionnaire. C'est autant qui aura été repris aux travailleurs et dont on espère bien qu'ils ne se ressaisiront pas. La volonté de mettre en place des « conseils d'atelier » en les caractérisant comme des « conquêtes » s'inscrit, elle aussi, en prévision de la vague révolutionnaire, en vue d'imposer l'unicité syndicale et la « participation » dans le cadre d'un gouvernement de type « front populaire ».

La voracité du patronat français, la brutalité de la politique gouvernementale ne laissent cependant pas d'inquiéter les plus chauds partisans de la politique de concertation, de la politique contractuelle. La brutale mise au point du patronat français, démentant le petit doigt de Bergeron quant à un accord généralisant la cinquième semaine de congé annuel, la difficulté de conclure des accords salariaux dans la fonction publique qui ne soient pas par trop désavantageux pour les salariés, de conclure des accords acceptables dans le secteur privé, ont fait s'exclamer Bergeron : « Si ça continue, les patrons pleureront à chaudes larmes ! » Et Bergeron d'évoquer mai-juin 1968. Les projets que Ceyrac a rappelés inquiètent non moins nombre de dirigeants de FO, qui y voient à juste titre une tentative de miner les organisations syndicales.

LE MOUVEMENT DES LEP

Le mouvement est d'ores et déjà engagé pour l'unité contre le gouvernement et le patronat. Il est cependant nécessaire de préciser comment il se développe, son contenu, son moment. L'analyse des manifestations, de la grève des élèves des Lycées d'enseignement professionnel (LEP) dans la région parisienne, de la grève des instituteurs parisiens pendant les deux premières semaines du mois de mars, dégage le développement, le contenu, le moment de ce mouvement.

Les « stages en entreprise » des élèves de LEP devaient commencer à entrer en application dès la fin janvier 1980. Au point de départ des manifestations et de la grève des élèves de LEP, il y a la grève générale spontanée réalisée, à l'appel de deux LEP, « Les Vikings » et « Caucroville », par les LEP du Havre le 29 novembre. Une « coordination lycéenne » dirige ce mouvement qui s'éteindra. Mais, à l'initiative de l'OCI, se sont constitués dans la région parisienne et en province des comités d'initiative des LEP qui appellent à une manifestation à Paris le 16 janvier chez Beullac, sous les mots d'ordre : « Nous n'irons pas en stage ! », « Abrogation de la circulaire du 16 juillet 1979 ! ». La grève du Havre servira de point d'appui à la manifestation du 16 janvier. Le 7 décembre, 850 élèves des LEP du Havre approuvent cet appel. Fait d'importance, une délégation se rend chez Duroméa, député-maire PCF du Havre, et lui demande d'appeler à la manifestation et de mettre des cars à la disposition des élèves de LEP. Duroméa accepte. La même délégation va voir le responsable des conseillers municipaux du PS, qui prend le même engagement. Le maire PCF se déjuga.

A la fin décembre, des professeurs de LEP publient un appel condamnant les « stages en entreprise ». Dès la rentrée, l'agitation se développe dans les LEP, des grèves commencent. Le 16 janvier, 3 000 élèves de LEP manifestent à Paris sous le mot d'ordre : « Nous n'irons pas en stage ! » ; dans de nombreuses villes

COMITE CENTRAL de GREVE de LE
NOUS N'IRONS PAS EN STAGE !
CIRCULAIRE BEULLAN
BOGATION de
TOUS ENSEMBLE DANS LA GREVE GENERALE
UNITE PROFS, PARENTS, ELEVES !



de province, des manifestations ont également lieu. Jusqu'alors, ni Lutte ouvrière ni la LCR ne se sont souciées du mouvement qui s'amorce dans les LEP. Comme on le sait, Lutte ouvrière publie un journal, « Ceux du Technique », qui écrit « stages-méfiante ». C'est-à-dire une autre mouture du mot d'ordre du PCF : « pour de bons stages ». Quant à la LCR, sa position est simple : à Gennevilliers par exemple, elle s'oppose à la grève en affirmant : « C'est de l'ultra-gauchisme. » Mais, après le 16 janvier, le nombre de lycées en grève se multiplie. Les élèves des LEP en grève constituent un comité central de grève.

C'est alors que Lutte ouvrière et la LCR vont s'efforcer d'allumer un contre-feu. Totalement artificiellement, « Ceux du Technique » constituent une « coordination » qui s'oppose au comité central de grève. Ce dernier appelle à une manifestation chez Beullac le 29 janvier. La « coordination » de Lutte ouvrière veut absolument que la manifestation ait lieu le lendemain 30 janvier, que son point de départ soit la place de la République. Pourquoi ? Ce mercredi 30, la « coordination permanente des LEP », autrement dit les Jeunesses communistes, organise un meeting à la Bourse du travail. De toute évidence, au nom de l'« unité » il s'agit d'aligner le mouvement sur la politique du PCF et de le subordonner à celle-ci. Mais le comité central de grève n'accepte pas de se dissoudre dans la « coordination » de Lutte ouvrière, ni dans celle du PCF. Il joue son rôle en appelant à la manifestation du 29 janvier et en maintenant son appel. 20 000 élèves de LEP et de nombreux professeurs manifestent.

Dès lors, Lutte ouvrière, flanquée de la LCR, joue le grand jeu. « Ceux du Technique » tentent de prendre de force le contrôle de la manifestation et d'éliminer le comité central de grève. Vainement. A défaut, ils s'efforcent de la perturber. Tout aussi vainement. Après cet échec, la LCR ne renonce pas à aligner le mouvement derrière le PCF. Elle appelle à une manifestation le 30 à la République. L'échec est plus retentissant encore. A la réunion convoquée par la « coordination permanente des LEP », il y a quelques dizaines de participants, et 150 à la « mani-

festation » de la LCR. Le même jour, le comité central de grève se réunit et décide d'une adresse à la population que les élèves de LEP vont distribuer à la porte des usines et sur les marchés.

Toutes les manœuvres ayant jusqu'alors échoué, la direction de Lutte ouvrière fomenta un « coup d'Etat ». Les réunions du comité central de grève se tenaient jusqu'alors au siège de l'OCI, qui mettait à sa disposition sa grande salle. Cette fois, le samedi 2 février, la réunion du comité central de grève est convoquée à Jus-sieu à 14 heures. Avant que les représentants des LEP arrivent, le service d'ordre de Lutte ouvrière force les portes et occupe la salle, en vue d'imposer la « coordination » de « Ceux du Technique ». A nouveau, l'OCI prête sa grande salle au comité central de grève et aux délégués des LEP. Le comité central de grève décide d'appeler à une nouvelle manifestation, qui aura lieu le 5 février, dont le lieu de rassemblement est fixé à Port-Royal, pour aller de nouveau chez Beullac sous le mot d'ordre : « Nous n'irons pas en stage ! ».

Le coup de force réalisé par Lutte ouvrière, que la LCR appuie, n'est pas sans jeter le trouble et la confusion chez les élèves de LEP. Beaucoup de ceux qui arrivent à la réunion convoquée par le comité central de grève, dans la salle où siège désormais la « coordination », ne savent plus où ils en sont. Cette « coordination » décide également une manifestation, que soutiennent Lutte ouvrière et la LCR, qui doit avoir également lieu le 5 février. Son point de rassemblement est à la République, ses mots d'ordre et son objectif sont indéterminés. Une dizaine de milliers d'élèves de LEP participent à la manifestation à laquelle le comité central de grève a appelé pour se rendre chez Beullac. Complémentairement au coup de force du samedi 2 février, dans les LEP, au cours des assemblées générales, les militants de Lutte ouvrière et de la LCR ont comme consigne de jeter la confusion, de littéralement les saboter pour expulser les élèves de LEP du contrôle de leur mouvement, en créant une atmosphère insupportable. La manifestation Lutte ouvrière-LCR regroupe environ 4 000 élèves. Elle remonte en direction... du Père-

Lachaise. Nombre de participants sont déconcertés. Mais la division est introduite.

Par contre, Lutte ouvrière et la LCR appellent à participer le lendemain à une autre manifestation qui doit « aller chez Beullac ». Mais qui a été convoquée par qui ? Par le « collectif permanent » des LEP que les Jeunesses communistes, dont le mot d'ordre est « pour de bons stages », contrôlent. Ensuite, les vacances vont interrompre le mouvement des élèves de LEP.

Du mouvement des élèves de LEP se dégagent quelques traits essentiels. Il surgit des aspirations et de l'initiative des élèves, nourries par les initiatives des militants de l'OCI qui indiquent l'objectif — le ministère, le gouvernement —, aident à dégager le mot d'ordre qui met en cause la politique gouvernementale et correspond aux aspirations des élèves de LEP. Le mouvement a un contenu politique. Il réalise l'unité des élèves contrôlant leur propre mouvement, se donnant une direction, les comités de grève, le comité central de grève. Il pose d'une certaine façon la question de l'unité des partis ouvriers quand au Havre les élèves de LEP s'adressent au maire PCF et aux conseillers municipaux PS, leur demandant d'appeler à la manifestation du 16 janvier et de leur fournir des cars pour qu'ils s'y rendent. Il la pose d'une autre façon en se dirigeant contre le ministère, contre le gouvernement, parce que son développement exprime l'exigence des masses en direction des partis ouvriers : rompez avec ce gouvernement, ce régime ; faites l'unité pour les chasser, pour qu'un gouvernement des partis ouvriers soit porté au pouvoir.

Mais précisément parce que c'est là son contenu, contre lui se dressent ceux qui flanquent « à gauche » la politique du PCF. La « coordination » de Lutte ouvrière est une machine de guerre qui, au nom de l'« unité », divise et combat le comité central de grève, direction indispensable du mouvement. Au nom de la « coordination », les « organisations d'extrême-gauche » tentent de chapeauter et de contrôler le mouvement. Elles sont pour que les militants de l'OCI et de l'OJR prennent place dans cet aréopage. Elles ont même besoin

qu'elles y prennent place pour que la manœuvre réussisse (c'est ce qu'elles appellent l'« unité »). Leur problème est simple : saccager la mobilisation des élèves de LEP

LE MOUVEMENT DES INSTITUTEURS

Les mêmes enseignements surgissent de l'analyse du mouvement des instituteurs. Depuis des années, plus immédiatement depuis la rentrée scolaire de septembre, les enseignants en général et les instituteurs en particulier cherchent les voies et les moyens de riposter à l'offensive du gouvernement disloquant l'enseignement public, qui les touche directement, brutalement. Le plan de fermetures de classes est un des éléments très importants de cette offensive. Le mouvement de grève qui s'est engagé fin février-début mars à Paris est dirigé contre l'application de ce plan. Les lecteurs de « La Vérité » se référeront aux numéros 939, 940 et 941 d'« Informations ouvrières » pour en suivre le déroulement de façon détaillée. Bornons-nous à l'essentiel.

Au point de départ, il y a l'initiative, à l'instigation de l'OCI, d'une réunion de 45 institutrices de maternelle qui se constituent en collectif des écoles maternelles du XVIII^e arrondissement. Le collectif affirme : « Il faut la grève, pas des actions de vingt-quatre heures. » Les instituteurs s'adressent à leur syndicat, en même temps qu'ils convoquent une assemblée générale. A l'assemblée générale, ils rédigent une adresse qui sera portée à l'inspection académique, adresse que 1 500 parents et instituteurs signeront en quelques jours, et qui affirme :

« Pas une seule suppression... Au cas où les menaces de fermetures seraient maintenues, vous prendriez la responsabilité de la grève dans les écoles. »

L'assemblée générale convoque pour le 6 février une manifestation au rectorat. 100 instituteurs sont présents. Finalement, le recteur doit recevoir une délégation comprenant deux instituteurs des écoles touchées, un membre du SNI-PEGC, un du SGEN,

un parent d'élèves membre de la Fédération Cornec et un conseiller municipal PS de Paris. A l'issue de quoi, le collectif appelle à la grève et forme des brigades pour couvrir les différents arrondissements de Paris.

Le 26 février, 80 % des institutrices des écoles maternelles du XVIII^e sont en grève. Au cours des journées suivantes, jusqu'aux 7 et 8 mars, la grève va s'étendre à Paris. Plus d'un millier d'instituteurs sont en grève. Le développement de la grève n'est pas chose facile : il exige une véritable bataille politique. Lorsque les instituteurs débraient, en général ils élisent leurs comités de grève au cours des assemblées générales de grévistes. Ce n'est pas pour autant qu'ils se désintéressent de leurs organisations, et bien sûr en particulier du SNI-PEGC. Le 29 février, une délégation se rend à la Bourse du travail voir G. Chauvet, responsable du SNI de Paris, pour lui dire : « Appelle à l'assemblée générale de tous les instituteurs parisiens. » Il s'y refuse. Le 3 mars, l'assemblée parisienne élit une délégation qui se rend à la commission administrative de la Fédération Cornec, pour lui demander de soutenir la grève. Malgré la position des militants du PCF qui s'y opposent, la commission administrative départementale décide de soutenir les enseignants en grève. Le 3 mars, le SGEN décide d'appeler à la grève à partir du 4. Ce même 3 mars, une délégation du XVIII^e arrondissement se rend auprès de Chauvet, qui déclare : « Le conseil syndical va se réunir avant la fin de la semaine », mais qui refuse de participer à la manifestation prévue pour le 4 devant le ministère, ainsi que de participer à l'assemblée des grévistes de la région parisienne. L'endroit où la manifestation doit avoir lieu fait l'objet d'une lutte politique significative : une militante du PCF propose au cours de l'AG qui en décide : « Pas au ministère, au rectorat. » Le mardi 4, 1 200 instituteurs manifestent devant le ministère ; le ministre refuse de recevoir une délégation.

Au cours de l'assemblée générale qui suit, nouvelle tentative de diversion venant de la part de militants du PCF. Ils veulent que soient intégrées comme revendications : « Réajustement de la grille Guichard, revalorisa-

tion de la grille indiciaire, poursuite de l'action sur l'indemnité de logement, etc. » Par 400 contre 25, l'assemblée générale repousse cette proposition. La réunion des comités de grève qui suit l'assemblée des grévistes adopte unanimement la proposition d'un appel à tous les instituteurs de la région parisienne et de France. Le soir du 4 mars, le conseil syndical du SNI décide d'appeler à deux jours de grève... les lundi 10 et mardi 11 mars. Le SNI appelle à une manifestation le mardi 11 à 15 heures, partant de la place de la République.

Dès lors, la bataille politique se centre par rapport à l'endroit où doit se rendre la manifestation. Le vendredi 7 mars, l'assemblée générale de grève du XIX^e arrondissement lance un appel :

« Ils ont appelé ! L'unité est possible !

Nous appelons tous les instituteurs de la région parisienne, de toute la France à débrayer.

C'est le moment ! Tous en grève ! Constituez vos comités de grève !

Les syndicats doivent appeler !

Beullac doit céder ! Nous voulons tout arracher !

Nous appelons tous les instituteurs à se rendre mardi à 15 heures à la République pour aller chez Beullac.

Assemblée générale de la région parisienne mardi soir.

Nous déciderons !

C'est aux instituteurs de décider avec leurs syndicats.

Tous en grève ! »

Dirigeants des tendances Unité, Indépendance et Démocratie (UID), majoritaires dans le SNI-PEGC, et Unité et Action (PCF) affirment : ce n'est pas au ministère, mais à l'Hôtel-de-Ville qu'il faut aller. Le lundi 10 mars à Paris, des milliers d'instituteurs sont en grève, des centaines dans la région parisienne ont débrayé. L'énorme majorité repousse les grèves tournantes, veut que la manifestation aille chez Beullac. Le mardi, ce sont 8 000 instituteurs qui manifestent, ce qui ne s'était pas vu depuis des années. A la tête de la manifestation se trouvent les représentants du SNI, du

SGEN, les délégués des comités de grève. Au pont Marie, les dirigeants du SNI se dirigent vers l'Hôtel-de-Ville, l'ensemble des manifestants s'engage sur le pont en direction du ministère. Une fois encore, le ministère refuse de recevoir une délégation.

Le SGEN a convoqué pour le soir une assemblée générale à la Bourse du travail. A 18 h 30, 600 instituteurs de Paris, 400 de banlieue sont présents. Une nouvelle phase de la bataille politique s'engage. La responsabilité des dirigeants est nettement déglagée. Les instituteurs expriment leur volonté : « Assez de journées d'action, grève générale jusqu'à satisfaction ! » Ils s'adressent aux dirigeants et leur disent : « Dirigeants, appelez ! » Ceux du SGEN s'y refusent sous prétexte que « c'est à la base de décider... En aucun cas le SGEN n'appellera à la grève générale. » Quant aux dirigeants du SNI, ils ne participent pas à cette assemblée générale. Le jeudi, il ne restera aux instituteurs de Paris et de la banlieue qu'à se débrouiller tout seuls, les dirigeants se dérobant.

A partir du jeudi 13 mars, des centaines de délégations d'écoles vont trouver les bureaux nationaux du SNI-PEGC et du SGEN. Toutes ont la même exigence : « Grève générale de tous les instituteurs de France, dirigeants, appelez ! » A quoi les dirigeants du SNI-PEGC répondent : « Les conditions ne sont pas réunies pour la grève générale. Il n'y a pas de solution politique. » L'important, pour les dirigeants, est de contenir la grève et de la faire refluer, et pour cela de frustrer les instituteurs de leur syndicat, de le confisquer, de le considérer comme leur propriété.

Contre la grève qui se construit chaque jour, qui se développe sur la ligne de la réalisation de l'unité, conjointement à la direction UID, la direction stalinienne d'Unité et Action manœuvrera pour dissoudre dans un cycle de grèves tournantes la grève des instituteurs de Paris qui exprime la volonté de réaliser la grève générale de tous les instituteurs de France, jusqu'à satisfaction. C'est ainsi que depuis le déclenchement du mouvement, dans les départements de province où la direction est aux mains des dirigeants Unité et Action, de multiples grèves tournantes de vingt-quatre heures ont

été lancées. Alors que la direction Unité, Indépendance et Démocratie était dans l'obligation d'appeler à la grève de quarante-huit heures le lundi et mardi 10 et 11 mars, « L'Humanité » mettait en avant

« la décision de grève pour le 20 mars arrêtée par une dizaine de sections départementales du SNI-PEGC. On s'attend à ce que de nouveaux appels à l'arrêt national du travail soient lancés chez les instituteurs. La section de la Seine-Saint-Denis en formule le vœu clairement : "Nous souhaitons que nos collègues parisiens joignent leurs efforts aux nôtres pour que nous tous nous retrouvions ensemble dans la grève, avec tous les autres départements, à l'appel du SNI-PEGC tout entier et de l'ensemble du second degré le 20 mars". » (L'Humanité du 11 mars 1980).

C'est-à-dire dans une nouvelle journée d'action décidée unilatéralement par la direction du SNES.

Quant à « L'Humanité » du mardi 18, on peut y lire :

« Les instituteurs de l'académie de Montpellier et les surveillants des lycées et collèges ont cessé le travail hier, donnant le coup d'envoi d'une semaine de luttes pour la défense de l'école publique, de ses élèves et de ses maîtres. Les écoles du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne sont en grève aujourd'hui. Demain, mercredi, on attend à Paris des dizaines de milliers de maîtres qui manifesteront, à l'appel de leur syndicat, de la Bastille au Louvre. Jeudi, à l'invitation de cinq syndicats du secondaire, les professeurs cesseront le travail, suivis par les instituteurs de vingt-et-un départements et de nombreuses écoles du Val-de-Marne, de Paris et de Seine-Maritime. Les professeurs d'école normale seront en grève le même jour. Le 21 mars, les instituteurs des Hauts-de-Seine prolongeront leur mouvement commencé le 20 et les enseignants des établissements privés cesseront le travail à l'appel de tous les syndicats. Le 27 mars, les maîtres de la capitale débrayeront à nouveau pendant vingt-quatre heures, ceux de Seine-Saint-Denis avaient déjà fait savoir qu'ils envisageraient l'arrêt du travail ce jour-là. »

A P P E L A L A P O P U L A T I O N

Travailleurs, parents d'élèves,

Nous nous adressons à vous pour vous faire part de nos décisions.

**Le gouvernement veut fermer les classes !
Le gouvernement veut surcharger les classes !**

Nous avons dit :

**Nous ne laisserons fermer aucune classe !
Beullac doit céder !**

Nous instituteurs parisiens, avons débrayé, la grève s'est étendue aux départements de la couronne, nous sommes en grève à plusieurs milliers, nous avons manifesté à plus de 8 000 au Ministère.

BEULLAC n'a pas voulu nous recevoir.

Maintenant une chose est claire :

C'EST LA GREVE TOTALE JUSQU'A SATISFACTION
de tous les instituteurs de France
qui fera céder Beullac !

DIRIGEANTS, APPELEZ !

C'est ce que des centaines d'instituteurs de la Région Parisienne en délégation massive, sont allés dire jeudi 13 toute la journée aux dirigeants nationaux du S.N.I. et du S.G.E.N.

DIRIGEANTS, vous n'êtes pas pour les fermetures de classes,

alors APPELEZ !

**BEULLAC ne peut prétendre fermer des classes
que parce que la division, les journées d'action
lui laissent les mains libres !**

DIRIGEANTS, APPELEZ !

Travailleurs, parents,

Soutenez-nous !

Tenons des Assemblées massives dans nos écoles instituteurs - parents.
Envoyons ensemble des délégations à nos dirigeants.

*Appel adopté par 300 instituteurs venus en délégation
au siège du B.N. du S.N.I. le jeudi 13 mars à 16 h. 30
(Appel financé par les instituteurs présents.)*

De son côté, la direction UID appelle à une « journée d'action » le mercredi 19, au cours de laquelle une manifestation aura lieu de la Bastille au Palais-Royal. Le SGEN s'y associe.

Au moment où cet article est écrit, la lutte politique se poursuit. 300 instituteurs qui ont entendu le compte rendu des délégations auprès du bureau national du SNI-PECG et de celui du SGEN ont lancé un appel à la population, que l'on trouvera ci-contre.

Et en ce qui concerne la manifestation programmée par la direction du SNI-PEGC, la question posée est claire : pourquoi au Palais-Royal ? Pourquoi pas au ministère, chez Beulac ?

Comme pendant le mouvement des élèves de LEP, au cours du mouvement des instituteurs la lutte politique se développe en fonction de données, d'aspirations, de besoins et d'orientations politiques précis. Les instituteurs engagent leur combat pour leurs revendications, contre le gouvernement. Ils prennent l'initiative d'agir, mais ils veulent l'unité, ils ont besoin de leurs organisations et s'adressent à leurs dirigeants pour qu'ils agissent avec eux, pour qu'ils leur donnent les moyens de vaincre. Ils se heurtent aux dirigeants qui ne veulent pas combattre le gouvernement, mais au contraire le protègent et qui, par conséquent, s'opposent à manifester devant et contre le ministère, font tout leur possible pour empêcher la grève générale de tous les instituteurs de France. Dirigeants UID et dirigeants U et A combinent leurs actions pour disloquer, paralyser et liquider le mouvement des instituteurs. Ils sont bien souvent flanqués de « gauchistes » de toutes appellations. Mais ce mouvement est marqué par le combat politique des comités d'initiative et d'unité. Ceux-ci s'efforcent de dégager la voie au mouvement des masses, sur la ligne du front unique, du combat pour en finir avec ce gouvernement, de la marche à la grève générale. Les comités d'initiative et d'unité combattent pour la constitution de comités de grève dirigeant la grève, intégrant les organisations et exigeant des dirigeants des organisations qu'ils répondent aux aspirations et aux besoins des masses en lutte.

UN PLAN D'ACTION POLITIQUE

Au moment où cet article est écrit, il est impossible de prévoir ce qui va advenir du mouvement des instituteurs. Pourtant, d'ores et déjà, il exprime l'exigence non seulement des instituteurs, non seulement des enseignants dans leur ensemble, mais de toute la classe ouvrière : il faut la grève générale pour nos revendications, pour en finir avec ce gouvernement, ce qui implique de le remplacer par un gouvernement des partis ouvriers, PS et PCF ; il faut que les masses réalisent l'unité, l'imposent aux dirigeants des organisations ouvrières.

Comme en 1936, en 1953, en 1968, ce sont les masses qui, par leur mouvement, leur initiative, réaliseront la grève générale. Mais, comme en 1936, en 1953, en 1968, elles voudront et feront tout pour imposer aux dirigeants qu'ils rompent avec la bourgeoisie, qu'ils réalisent l'unité et participent au combat pour leurs revendications, pour renverser le gouvernement Giscard-Barre, pour en finir avec la V^e République et prendre le pouvoir. De toute façon, pour arracher quelque revendication que ce soit, les travailleurs ont besoin des organisations ouvrières, syndicats et partis. Mais lorsqu'il s'agit de la « revendication des revendications », celle d'en finir avec le gouvernement des capitalistes, de porter au pouvoir un gouvernement dont elles espèrent qu'il satisfera leurs revendications, c'est encore plus évident, plus directement nécessaire.

Une importante différence existe entre le moment actuel et 1968. Les masses avaient alors l'illusion que la grève générale se suffirait à elle-même, que le « tous ensemble » vaincrait quasi automatiquement, que cela suffirait pour que se réalise l'aspiration exprimée le 13 mai par un million de poitrines au cours de cette manifestation monstre : « De Gaulle, dix ans ça suffit ! » Aujourd'hui, l'expérience leur a démontré que la grève générale doit réaliser l'unité des travailleurs et des organisations ouvrières pour balayer le gouvernement en place et imposer le gouvernement qu'elles espèrent. La question de la réalisation

de l'unité a donc à leurs yeux plus d'importance que jamais, et puisqu'il s'agit du gouvernement, l'unité des organisations ouvrières politiques, c'est-à-dire du PS et du PCF, est au premier plan. L'unité des organisations syndicales n'est certes pas secondaire, mais la clé, c'est la réalisation de l'unité expressément politique. Cela explique l'acharnement du PCF à diviser, étant donné sa volonté de soutenir le gouvernement Giscard-Barre. Mais cela explique aussi la signature par 76 000 travailleurs et jeunes (à ce jour) de l'adresse à Mitterrand et Marchais que l'OCI et la LCI font circuler pour que cesse la division et que se réalise l'unité. La signature par des milliers et des milliers de travailleurs et de jeunes de cette adresse à Mitterrand et Marchais exprime l'aspiration de l'ensemble de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses, et la cristallise, en fait donc une force agissante. Elle est un point d'appui du combat pour l'unité sur tous les terrains. Elle est à l'origine de la formation de comités d'initiative et d'unité qui deviennent, comme chez les instituteurs par exemple, des organismes politiques impulsant l'action pour l'unité, pour la grève générale, pour la constitution de comités de grève.

500 délégués des comités d'initiative et d'unité, venus de multiples villes de France, se sont réunis en conférence nationale le samedi 15 et dimanche 16 mars. Une discussion extrêmement riche, à laquelle 41 militants ont participé, a eu lieu. Les militants réunis ne confrontaient pas seulement des idées, ils faisaient part de leurs expériences, de leurs combats, ils en tiraient les enseignements et traçaient une perspective d'action politique commune et organisée. « Informations ouvrières » n° 941 a largement rendu compte de la discussion. Les délégués ont très précisément établi le moment de l'action du prolétariat et de la jeunesse : la classe ouvrière a d'ores et déjà engagé le mouvement qui, conjointement, va réaliser la grève générale et l'unité pour en finir avec ce gouvernement, ce régime, pour porter au pouvoir un gouvernement de ses partis. Les masses veulent imposer l'unité aux dirigeants des organisations ouvrières, les en convaincre. Mais cela à la façon des masses, c'est-à-dire en s'engageant

elles-mêmes dans la réalisation de la grève générale et de l'unité.

Partant de là, la conférence a voté plusieurs textes : une résolution générale qui sera éditée en tract ; une lettre demandant à Mitterrand et à Marchais de fixer rendez-vous à une délégation qu'elle a élue ; celle-ci s'exprimera au nom des dizaines de milliers de signataires de l'adresse qui demandent à Mitterrand et Marchais de réaliser l'unité.

La conférence a adopté un véritable plan de bataille politique, qui culminera au cours d'un meeting à Paris, prévu pour la fin du mois de mai, et d'une manifestation devant et contre l'Assemblée nationale au début du mois de juin. L'orientation en vue de la préparation et de la réalisation de ce meeting et de cette manifestation est nette et précise :

« Aux dirigeants, nous, délégués des comités d'initiative et d'unité, qui avons pris l'initiative de faire signer l'appel d'unité à Mitterrand, premier secrétaire du PS, et à Marchais, secrétaire général du PCF, nous allons dire :

Travailleurs et jeunes ont signé l'appel d'unité. Vous le savez, c'est uniquement la division qui donne au gouvernement Giscard-Barre l'audace de frapper sur tous les fronts les masses laborieuses et la jeunesse. Vous le savez, un jour de plus que survit ce gouvernement, ce sont de nouveaux méfaits.

Vous le savez, ce pouvoir arbitraire, structuré sur des institutions antidémocratiques, est à la source de tous les maux. Peut-on accepter de respecter la légitimité de ce gouvernement, de ce régime ?

Vous le savez, ce gouvernement ne saurait respecter les droits des masses laborieuses et de la jeunesse, car ces droits et l'arbitraire qui est la loi de ce gouvernement sont à l'opposé.

Vous savez tout cela, et c'est pourquoi votre devoir est de répondre positivement à la cause légitime que des milliers de travailleurs et de jeunes ont pris en main en vous demandant de réaliser tout de suite, immédiatement, l'unité, car vous savez mieux que personne que le gouvernement Giscard-Barre n'est capable de

réaliser lui-même ses plans que par la division.

Dirigeants, vous avez la possibilité de faire cesser l'œuvre de destruction à laquelle est attelé le gouvernement. Réalisez l'unité. Réalisez l'accord d'unité entre les masses laborieuses et les organisations que vous dirigez. Chassons ensemble le gouvernement Giscard-Barre. Imposons le gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois.

Quant à nous, délégués des comités d'initiative et d'unité, sachant que la division doit cesser, sachant que la tactique des grèves tournantes et journées d'action est une tactique de division dont le gouvernement et le patronat se servent pour imposer leurs plans, sachant ce qu'apportent les grèves tournantes, les journées d'action qui divisent, nous allons poursuivre notre combat d'unité, nous allons poursuivre notre combat pour la grève générale réalisée par l'unité des travailleurs et des organisations, nous allons nous organiser plus nombreux, pour aider les travailleurs et jeunes à imposer la grève générale dans l'unité. Nous le savons, par la grève générale, en mai-juin 1968, nous avons fait reculer le gouvernement qui voulait alors imposer toutes les mesures contre la Sécurité sociale décidées par sa commission gouvernementale de 1964. Par la grève générale, non seulement nous ferons reculer les nouvelles attaques,

toutes les attaques contre nos droits, mais cette fois nous irons jusqu'au bout.

Travailleurs, jeunes, militants,

Rejoignez le combat d'unité, qui dit : ce qui est fait par l'Assemblée nationale et le gouvernement, en tant qu'ils attaquent aussi profondément les intérêts de tous, peut et doit être détruit par l'accord entre les travailleurs, les jeunes et les organisations. Et dans l'unité, nous irons tous manifester contre l'Assemblée nationale qui a mis à son ordre du jour toutes les attaques contre la Sécurité sociale, contre l'enseignement, contre le droit au travail. » (*Projet de résolution*)

Très nettement, la conférence dit aux dirigeants : unissez-vous, organisez la manifestation devant et contre l'Assemblée nationale, contre le gouvernement Giscard-Barre. A votre appel, par centaines de milliers, par millions, les travailleurs répondraient. Quant à nous, nous prenons nos responsabilités : nous irons manifester, nous organiserons une manifestation devant et contre l'Assemblée nationale, contre ce gouvernement, pour les revendications, pour un gouvernement des partis ouvriers sans ministres bourgeois.

**Léon Ménaydier,
le 18 mars 1980.**





une intervention militaire totalement réactionnaire

par Roger DUCROS

Le 29 décembre 1979, les troupes de l'URSS envahissaient l'Afghanistan. Les raisons, le contenu, les conséquences de cet événement ne peuvent être appréciés qu'en les situant dans le cours de la lutte mondiale des classes, dont il est partie constituante.

Ce n'est certes pas la première fois que l'armée de l'URSS envahit un pays qui ne fait pas partie de l'Union. En 1920, après avoir repoussé l'invasion de l'Ukraine par l'armée polonaise, l'Armée rouge envahissait la Pologne. L'objectif de cette opération était de « tendre la main à la révolution allemande » par-dessus la Pologne. Aucun militant révolutionnaire ne pouvait alors s'élever contre le principe de cette intervention. L'Etat ouvrier et son armée ne sauraient être neutres dans la lutte mondiale des classes. Seuls les « théoriciens » de la « construction du socialisme dans un seul pays » peuvent avoir une telle conception. Les Etats ouvriers, leurs armées, sont des conquêtes, des bastions, et devraient être des instruments de la révolution prolétarienne mondiale. L'erreur n'était pas alors dans le principe, mais dans l'appréciation des rapports entre les classes en Pologne. L'Armée rouge subit un échec, et elle dut se replier précipitamment. Le devoir de tout militant révolutionnaire n'en était pas moins de soutenir l'action de l'Armée rouge.

Un camp militaire de l'armée de l'URSS, aux pieds des monts de l'Hindukush, contrôlant Kaboul (Ph. Sigma - janvier 1980).

PARTIR DE LA LUTTE DES CLASSES MONDIALE

En 1939, les rapports mondiaux entre les classes étaient très différents. La classe ouvrière européenne venait de subir une suite de défaites écrasantes. En 1933, le plus puissant prolétariat d'Europe, le prolétariat allemand, était broyé sous le talon de fer du nazisme. En France, après que la crise révolutionnaire ait été contenue en 1936, le prolétariat était défait en 1938-1939. En Espagne, la révolution prolétarienne contenue et brisée, Franco triomphait dans la guerre civile. Le prolétariat et les masses exploitées d'Espagne étaient littéralement saignés à blanc. Dans tous les cas, la cause de ces terribles défaites était la politique des dirigeants des organisations ouvrières, syndicats et partis.

En Allemagne, la politique de division du PCA qui mettait un signe égal entre le nazisme et la social-démocratie, qu'il caractérisait de « social-fasciste », celle de la social-démocratie exprimant le plus lamentable crétinisme parlementaire et le plus plat opportunisme, ont ouvert la voie

à Hitler. Et lorsque Hitler a pris le pouvoir, les dirigeants du PCA et du parti socialiste, comme les dirigeants de la centrale syndicale allemande, ont honteusement capitulé sans combat, provoquant le désarroi du prolétariat allemand et donnant ainsi les moyens à Hitler de détruire les organisations ouvrières.

En France et en Espagne, c'est en raison du « front populaire » — c'est-à-dire de l'alliance des organisations ouvrières avec les organisations et partis bourgeois, de la subordination de la classe ouvrière et des masses exploitées et opprimées à la bourgeoisie, cela au nom de la « lutte de la démocratie contre le fascisme » — que le prolétariat français a été défait et que celui d'Espagne a été écrasé.

Mais ces défaites étaient elles-mêmes inséparables de la dégénérescence du Parti bolchevique, de l'Etat ouvrier russe, de la III^e Internationale, de la formation et de l'affirmation de la bureaucratie du Kremlin. Trotsky l'a établi, ce fut la conséquence de l'isolement de la révolution russe et la suite des échecs de la révolution prolétarienne en Europe entre 1918 et 1924, dont la responsabilité incombe aux partis social-démocrates.

Mais, Trotsky l'a également établi, conjointement aux partis social-démocrates, la bureaucratie du Kremlin, la III^e Internationale et les PC stalinisés ont été à leur tour « les grands organisateurs des défaites », tant par leur politique ultra-gauche avant 1934 que par celle de subordination des prolétariats à leurs bourgeoisies respectives à partir de 1934 au nom des « fronts populaires », politique qui recoupait celle des partis social-démocrates. La dégénérescence de la révolution russe, la dégénérescence du Parti bolchevique, la subordination de l'Internationale communiste et des PC à la bureaucratie du Kremlin s'inscrivent donc comme des défaites du prolétariat européen et mondial, et comme des facteurs de nouvelles défaites.

En raison des défaites du prolétariat, la voie de la révolution prolétarienne étant momentanément bouchée, l'issue provisoire à la crise de l'impérialisme fut la Deuxième Guerre mondiale. Le pacte Hitler-Staline a

ouvert à Hitler les portes de la Pologne ; il a libéré le déchaînement de la Deuxième Guerre mondiale.

Trotsky écrit :

« La signature d'un accord avec Hitler ne fait que mesurer une fois de plus le degré de décomposition de la bureaucratie soviétique et la profondeur de son mépris pour la classe ouvrière internationale, ainsi que pour l'Internationale communiste. »

Mais il ajoute :

« Elle ne donne aucune raison de réviser l'appréciation sociologique de l'URSS. »

L'INVASION DE LA POLOGNE ORIENTALE

L'accord Hitler-Staline incluait l'invasion de l'est de la Pologne par l'armée de l'URSS, un nouveau partage de la Pologne. Cela étant, encore fallait-il caractériser la nature de la guerre qui commençait : guerre impérialiste aussi bien du côté des « démocraties » que de celui des dictatures fascistes. En ce qui concerne l'URSS et l'invasion de l'est de la Pologne, Trotsky posait la question :

« Peut-on qualifier d'impérialiste la politique d'expansion actuelle du Kremlin ? »

Il répondait :

« La force motrice de la bureaucratie soviétique réside, sans aucun doute, dans sa volonté d'accroître son pouvoir, son prestige, ses revenus. C'est ce même élément d'impérialisme — pris dans le sens le plus large du terme — qui fut dans le passé la marque spécifique de toutes les monarchies, oligarchies, castes dirigeantes, classes et milieux divers. Pourtant, dans la littérature politique contemporaine, du moins dans la littérature marxiste, par "impérialisme" on entend la *politique d'expansion du capital financier* qui a un contenu économique bien défini. Appliquer à la politique du Kremlin le terme d'impérialisme sans expliquer en fait ce que l'on entend par là, cela revient tout simplement à identifier la politique de la bureau-

cratie bonapartiste avec la politique du capitalisme monopoliste, en se fondant sur le fait que l'un et l'autre utilisent la force militaire à des fins d'expansion. Une telle identification, propre seulement à semer la confusion, convient à des démocrates petits-bourgeois plutôt qu'à des marxistes. »

Plus loin, il précisait :

« La question subsiste de l'aide que Moscou apporte à la politique impérialiste de Berlin. Là, une constatation s'impose : dans certaines conditions, un Etat ouvrier même parfaitement sain aurait été inévitablement amené, du fait de l'impossibilité pour lui de s'extraire du filet des relations impérialistes internationales, à apporter — dans une certaine mesure et d'une certaine façon — son soutien à tel ou tel impérialisme. Il est incontestable que le traité de Brest-Litovsk renforçait provisoirement l'impérialisme allemand en face de la France et de l'Angleterre. Un Etat ouvrier isolé ne peut que louvoyer entre les camps impérialistes en lutte. "Louvoyer" signifie soutenir provisoirement l'un d'entre eux contre l'autre. La question de savoir lequel des deux camps il est plus intéressant ou moins dangereux de soutenir à un moment donné ne relève pas d'une question de principe, mais d'une question de calcul pratique et de prévoyance. Le désavantage évident qui découle de ce soutien forcé d'un Etat bourgeois contre un autre est largement compensé par le fait que l'Etat ouvrier isolé acquiert de cette façon la possibilité de survivre. »

Dès lors, l'invasion de l'est de la Pologne par l'armée de l'URSS, comme plus tard la guerre contre la Finlande et l'occupation des Etats baltes se justifiaient pleinement du point de vue de la défense de l'URSS. Il était en effet évident que, d'une façon ou d'une autre, au cours de la Deuxième Guerre mondiale ou à son issue, l'URSS serait attaquée, non en raison des crimes de Staline mais au contraire parce qu'il reste vital pour l'impérialisme de détruire les rapports de production nés de la révolution d'Octobre.

TROTSKY :

« UN MOINDRE MAL »

Trotsky ajoutait :

« Mais il y a "louvoyer" et "louvoyer". A Brest-Litovsk, l'Etat soviétique a sacrifié l'indépendance nationale de l'Ukraine dans le but de sauver l'Etat ouvrier. Il ne pouvait alors être question de parler de trahison à l'égard de l'Ukraine, car tous les travailleurs conscients comprenaient le caractère forcé de ce sacrifice. La question de la Pologne se présente d'une tout autre façon. Le Kremlin lui-même n'a jamais et nulle part affirmé qu'il avait été contraint de sacrifier la Pologne. Au contraire, il s'est vanté cyniquement de sa "combinaison", qui constitue vraiment une injure aux sentiments démocratiques les plus élémentaires des classes et peuples opprimés de la terre entière et qui, par là même, affaiblit considérablement la situation internationale de l'Union soviétique. Ce que ne peuvent compenser, même au dixième, les transformations effectuées dans les régions occupées.

D'une façon générale, on peut dire que la politique extérieure du Kremlin est fondée sur l'embellissement frauduleux de l'impérialisme "ami" ; et elle sacrifie ainsi les intérêts essentiels du mouvement ouvrier international au profit d'avantages secondaires et instables. Après avoir, pendant cinq ans, abruti les travailleurs avec le mot d'ordre de "défense des démocraties", voici que Moscou se donne comme tâche d'enjoliver la politique de gangster de Hitler. Cela ne transforme pas encore l'URSS en un Etat impérialiste. Mais Staline et son Internationale communiste sont maintenant sans aucun doute les précieux agents de l'impérialisme.

(...) L'occupation de la Pologne orientale par l'Armée rouge est évidemment un "moindre mal", si on la compare avec l'occupation de ce même territoire par les troupes nazies. Mais ce "moindre mal" a été obtenu en facilitant à Hitler la possibilité de faire un "plus grand mal". Si quelqu'un avait mis le feu à une maison — ou aidé quelqu'un à y met-

tre le feu — et qu'ensuite, sur les dix personnes qui habitaient dans la maison, il en avait sauvé cinq pour en faire des demi-esclaves, ce serait évidemment un "moindre mal" que si dix personnes avaient brûlé. » (*Sur la nature de l'URSS*).

Condamnant l'ensemble de la politique du Kremlin, Trotsky ne condamnait pas, dans les conditions de l'imminence de la guerre contre l'URSS, l'occupation de la Pologne orientale.

En ce qui concerne l'expropriation des grands propriétaires fonciers et des capitalistes dans les régions que l'armée de l'URSS occupait, Trotsky ne manquait pas de préciser :

« L'étatisation des moyens de production constitue, nous l'avons dit, une mesure progressiste. Mais son caractère progressiste est relatif : son poids spécifique dépend de la somme des autres facteurs. »

Il concluait ainsi son article « L'URSS en guerre » :

« Nous ne devons pas perdre de vue un instant le fait que la question du renversement de la bureaucratie soviétique est pour nous subordonnée à la question de la préservation de la propriété étatique des moyens de production en URSS, et subordonnée pour nous à la révolution prolétarienne internationale. »

La position de Trotsky ne comporte aucune équivoque : en 1939, le prolétariat était défait comme jamais il ne l'avait été ; la Deuxième Guerre mondiale qui venait d'éclater rendait imminents la guerre contre l'URSS et le renversement, par l'impérialisme, de la bureaucratie du Kremlin, la destruction des rapports de production nés de la révolution d'Octobre.

C'est dans ces conditions que Trotsky considérait « l'occupation de la Pologne par l'Armée rouge (sous la direction de la bureaucratie du Kremlin, faut-il ajouter) comme évidemment un moindre mal, si on la compare avec l'occupation de ces mêmes territoires par les troupes nazies ».

LA DEFENSE DE L'URSS

Ces rappels sont nécessaires car, pour justifier leur approbation éclatante (SWP) ou honteuse (majorité du Secrétariat unifié) de l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan, les uns et les autres se réfèrent au moins implicitement à la position de Trotsky en 1940. Mais ils oublient de caractériser la période présente, comme ils oublient de rappeler la position fondamentale de Trotsky et de la IV^e Internationale en la matière, position pourtant sans cesse réaffirmée :

« La défense de l'URSS se confond pour nous avec la préparation de la révolution internationale. Ne sont admissibles que les méthodes qui ne sont pas en contradiction avec les intérêts de la révolution. La défense de l'URSS a, avec la révolution socialiste internationale, le rapport qui lie une tâche tactique avec une tâche stratégique. La tactique est subordonnée à l'objectif stratégique et ne peut en aucun cas s'opposer à lui. » (*L'URSS en guerre*).

Or, à quelle période et à quel moment de cette période de la lutte mondiale des classes se situe l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan ?

En 1968, s'est ouverte une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, période que l'OCI et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale ont caractérisée comme la « période de l'imminence de la révolution ». La crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties résulte du mouvement du prolétariat mondial, des masses exploitées et opprimées, vers la révolution. Cette crise ne cesse de s'approfondir. A son tour, elle nourrit le mouvement des masses vers la révolution prolétarienne. Une des caractéristiques principales de cette période est précisément l'étroite imbrication, l'étroite connexion entre la révolution sociale dans les métropoles impérialistes et les pays semi-coloniaux, pour en finir avec le capital, et la révolution politique pour renverser les bureaucra-

ties parasitaires et contre-révolutionnaires qui monopolisent le pouvoir politique dans les pays où le capital a été exproprié.

Comme le dit Trotsky, polémiqueant contre Burnham à propos de l'URSS :

« La nature de classe de l'Etat se définit en conséquence non pas par ses formes politiques, mais par son contenu social, c'est-à-dire par le caractère des formes de propriété et des rapports de production que l'Etat en question protège et défend. »

Un peu plus loin :

« Un régime qui préserve la propriété expropriée et nationalisée contre l'impérialisme, cela c'est, indépendamment des formes politiques, la dictature du prolétariat. »

Mais il poursuit, après avoir caractérisé la bureaucratie du Kremlin comme bureaucratie bourgeoise d'un Etat ouvrier :

« Lénine disait il y a quinze ans : *« Nous avons un Etat ouvrier mais avec des déformations bureaucratiques. »* Les déformations bureaucratiques constituaient alors l'héritage direct du régime bourgeois et, en ce sens, apparaissaient comme un simple résidu. Sous l'influence des conditions historiques défavorables, le "résidu" bureaucratique s'est cependant vu alimenter par de nouvelles sources et s'est transformé en un facteur historique énorme. C'est précisément pourquoi nous parlons aujourd'hui de la *dégénérescence* de l'Etat ouvrier. »

Et il conclut :

« On est pleinement fondé à dire que le prolétariat *dominant* dans un seul pays arriéré et isolé y reste cependant une classe *exploitée*. L'impérialisme mondial représente la source de l'oppression, la bureaucratie fonctionnant comme mécanisme de transmission de cette oppression. S'il y a une contradiction dans les mots "classe dirigeante et opprimée", cette contradiction ne découle pas d'erreurs de pensée, mais d'une contradiction dans la situation même de l'URSS. C'est précisément pourquoi nous repoussons la théorie du socialisme dans un seul pays.

Reconnaître en l'URSS un Etat ouvrier — non pas le type de cet Etat mais une déformation du type — ne signifie absolument pas que l'on accorde à la bureaucratie soviétique une amnistie théorique et politique : au contraire, son caractère réactionnaire apparaît pleinement à la lumière de la contradiction entre sa politique antiprolétarienne et les exigences de l'Etat ouvrier. Seule une telle façon de poser le problème donne sa pleine force motrice à notre activité visant à démasquer les crimes de la clique stalinienne. Défendre l'URSS, c'est non seulement lutter sans réserve contre l'impérialisme, mais préparer le renversement de la bureaucratie bonapartiste.

L'expérience de l'URSS souligne l'ampleur des possibilités que l'Etat ouvrier recèle en lui, et la vigueur de sa capacité de résistance. Mais cette expérience démontre aussi la puissance de la pression exercée par le capital et par son agence bureaucratique, la difficulté qu'éprouve le prolétariat à parvenir à son émancipation totale et l'importance que revêt la tâche d'éduquer et de tremper la nouvelle Internationale dans l'esprit d'une lutte révolutionnaire implacable. » (*Un Etat non-ouvrier non-bourgeois ?*)

LA PERIODE ACTUELLE

La période actuelle est précisément celle dont l'enjeu est la liquidation définitive du capitalisme et, dans le même mouvement, le renversement des bureaucraties parasitaires qui monopolisent le pouvoir politique, oppriment les prolétariats et même les « exploitent » au compte de l'impérialisme et à leur propre compte, dans les Etats ouvriers de ce fait dégénérés. A défaut, ce serait la barbarie qui s'étendrait.

Depuis que s'est ouverte cette nouvelle période, plusieurs étapes se sont succédées. En un premier temps, l'impérialisme américain a dû réajuster sa stratégie mondiale. Son intervention massive au Vietnam, outre la tentative d'écraser le peuple vietnamien, de détruire la République démocratique du Vietnam, visait la poursuite de l'encerclement politique, économique

et militaire de la Chine avec la complicité active de la bureaucratie du Kremlin, prélude à une agression directe. En même temps, elle préparait le passage de l'économie d'armement à l'économie de guerre.

Après 1968, l'impérialisme américain a dû, d'une part, mettre sur pied une nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire dont Washington est le centre, Moscou et Pékin les deux ailes marchantes. Il renonçait à une agression à brève échéance contre la Chine. Il limitait son objectif au Vietnam à imposer le maintien de la partition et de l'Etat compradore de Thieu au Sud.

D'autre part, le 15 août 1971, Nixon, en déclarant l'inconvertibilité du dollar, exigeait des impérialismes européens et japonais qu'ils prennent en charge une partie plus importante du fardeau de la défense du système impérialiste, de son parasitisme. Les accords de Paris de janvier 1973, imposés au Vietnam, perpétuaient la partition du Vietnam et reconnaissaient l'Etat et le gouvernement compradores de Thieu comme étant l'Etat et le gouvernement du Sud-Vietnam. Les impérialismes européens et japonais étaient contraints d'accepter les décisions prises à Washington quant au cours forcé du dollar et les conséquences qui en découlaient. En novembre 1972, Nixon était triomphalement réélu. Le réajustement de la politique de l'impérialisme US paraissait être un succès. Ce n'était qu'apparence.

L'impérialisme américain n'était pas en mesure de maîtriser les rapports mondiaux entre les classes, sa propre crise et la crise d'ensemble du système. Le scandale du Watergate exprimait la crise profonde de la bourgeoisie américaine, de ses institutions, son incapacité à définir et à appliquer aux USA et dans le monde une politique cohérente et rigoureuse. En Europe, les crises politiques de domination de classe de la bourgeoisie s'affirmaient. Le 25 avril 1974, la révolution portugaise commençait. Elle était une préface à la révolution en Europe, et participait à la « déstabilisation » de l'Afrique noire. En 1974, c'était le début de la crise économique. La hausse vertigineuse du prix du pétrole à l'instigation

des grosses sociétés pétrolières, notamment celles des USA, faisait peser un nouveau fardeau sur les autres pays capitalistes, aggravant leurs difficultés. Et puis, ce fut au début de l'année 1975 l'effondrement comme un château de cartes du gouvernement et de l'Etat compradores de Thieu, liquidant du même coup les accords de Paris.

L'impérialisme américain et l'ensemble du système impérialiste subissaient une défaite politique aux conséquences immenses.

Un nouveau pan du système impérialiste s'effondrait, ce qui annonçait et impulsait d'autres effondrements. Qui plus est, la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire s'était révélée incapable de garantir l'impérialisme de cette terrible défaite politique. La crise politique de l'impérialisme US en était profondément aggravée, ainsi que celle des bourgeoisies des métropoles impérialistes, mais également les crises des régimes et des bourgeoisies des pays semi-coloniaux, sans parler des conséquences sur les bureaucraties parasitaires. Il devenait de plus en plus difficile à l'impérialisme US de définir et d'appliquer une politique mondiale unitaire et cohérente.

Cela ne veut pas dire qu'il ne réagissait pas. La « conférence sur la sécurité et la coopération en Europe », tenue en juillet 1975 à Helsinki, réaffirmait la coopération contre-révolutionnaire en Europe et dans le monde entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin pour maintenir et sauver ce qu'il reste de l'« ordre » de Yalta et de Potsdam. Les PC, en tant que rouages de l'appareil stalinien international, poursuivaient et même accentuaient, si possible, leur soutien des régimes politiques bourgeois en place en Europe et dans le monde ; la bureaucratie du Kremlin apportait son concours à l'impérialisme américain pour instaurer la « pax americana » au Moyen-Orient. Avec la coopération des troupes cubaines, elle s'efforçait de maintenir l'ordre bourgeois en Angola, en Ethiopie, d'y construire ou d'y reconstruire des Etats bourgeois. En même temps, au moyen de mesures empiriques, qui ne font en dernier lieu qu'approfondir les causes de crise, les grandes puissances capitalistes contenaient la crise économique, retardant

daient la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail.

En profondeur se préparait une nouvelle étape de la période de la révolution prolétarienne mondiale.

Le pourrissement de l'ensemble du système impérialiste se poursuivait, allant jusqu'à la décomposition entière de certaines de ses parties, dans les pays semi-coloniaux notamment. L'onde de choc de la défaite politique de l'impérialisme au Vietnam, de l'échec de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, aggravait la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires. On ne peut ici en faire une analyse complète. Il faut se limiter à en rappeler les grandes lignes. Elle contribuait puissamment au déclenchement de la révolution en Iran et au renversement révolutionnaire du chah, au déclenchement de la révolution au Nicaragua et au renversement de Somoza.

UNE NOUVELLE ETAPE

Avec la révolution en Iran et le renversement du chah s'effondrait l'un des piliers de ce qui subsiste de l'« ordre » que l'impérialisme US et la bureaucratie du Kremlin ont institué à Téhéran, Yalta et Potsdam. L'ensemble de ce qui reste de cet édifice, notamment au Moyen-Orient, aux Indes, en Europe, est menacé d'effondrement. Une puissante vague anti-impérialiste déferle dans cette région du monde. La révolution au Nicaragua est indiscutablement la pointe avancée du mouvement de la révolution prolétarienne en Amérique latine, dont d'autres expressions significatives peuvent être constatées à des degrés divers en Amérique centrale, au Pérou, au Brésil et en d'autres pays. En Afrique, les mêmes processus sont en cours. Si bien qu'à une échelle sans précédent dans les pays semi-coloniaux, contre l'impérialisme et les bourgeoisies de ces pays se dressent les masses à la tête desquelles marche le prolétariat. Mais ce puissant mouvement est lui-même partie du mouvement du prolétariat mondial. Il se combine indissolublement à l'imminence de la révolution prolétarienne, en Europe notamment, à la crise de tous les rapports bourgeois dans les

métropoles impérialistes. Partout s'affirment les crises de domination de classe de la bourgeoisie dans les métropoles impérialistes comme dans les pays semi-coloniaux.

Bien entendu, ce développement est inégal. En Europe, la crise révolutionnaire affleure en France, en Espagne, en Italie, et semble moins imminente en d'autres pays. Mais en Allemagne comme en Angleterre, par exemple, la crise de domination de classe de la bourgeoisie n'en est pas moins réelle, les tensions entre les classes s'accroissent. L'imbrication de tous les rapports dans ces pays avec ceux des autres pays d'Europe est extrêmement serrée. Ils sont sujets à une maturation extrêmement rapide en fonction de multiples événements, ouverture de crises révolutionnaires dans les autres pays, crise économique, développements économiques et politiques dans ces pays. Au même moment, se manifestent les signes de la marche à la crise économique qui disloquera le marché mondial.

Evidemment, cet ensemble se combine étroitement aux contradictions insolubles auxquelles sont confrontées les bureaucraties parasitaires, dont naturellement la bureaucratie du Kremlin : pression économique, militaire, politique de l'impérialisme, qui résulte de sa crise même ; incapacité de donner une réponse positive aux exigences qu'implique le développement des forces productives dans ces pays, tant sur le plan national qu'international, de moins en moins compatibles avec la gestion bureaucratique et l'existence des bureaucraties parasitaires ; d'où multiplication des contradictions et antagonismes explosifs dans ces pays ; conflit entre ces bureaucraties pour s'assurer des positions à leur propre compte et négociables dans leurs rapports avec l'impérialisme ; conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique, etc. Tout indique qu'en Europe de l'Est se prépare un nouveau déferlement de la révolution politique.

Jamais l'impérialisme, et en particulier l'impérialisme américain, n'a été dans un tel désarroi qu'au cours de l'année 1979. Faut-il rappeler ce que Carter disait lui-même en juillet 1979, dans un discours prononcé après une

« retraite » de dix jours à Camp David :

« Je veux parler ce soir d'un sujet encore plus grave que l'énergie ou l'inflation. Je veux vous parler tout de suite d'une menace fondamentale qui pèse sur la démocratie américaine.

Je ne veux pas parler de nos libertés politiques et civiles. Elles dureront. Et je ne fais pas allusion à la force extérieure de l'Amérique, pays qui est en paix ce soir partout dans le monde, et qui dispose d'une puissance économique et d'une puissance militaire sans égales.

La menace est presque invisible selon les moyens ordinaires. C'est une crise de confiance. C'est une crise qui frappe au cœur même, à l'âme et à l'esprit de notre volonté nationale. On peut voir cette crise dans le doute croissant sur la signification de notre vie, et dans la perte d'une unité d'objectifs pour notre pays. L'érosion de notre confiance en l'avenir menace de détruire le tissu social et politique de l'Amérique. »

Il poursuivait :

« Les deux tiers de notre peuple ne votent même pas. La productivité des travailleurs américains, en fait, décroît. Et la disposition des travailleurs américains à épargner pour l'avenir est tombée au-dessous de celle de tous les autres peuples du monde occidental.

Aujourd'hui, comme vous le savez, il y a un manque de respect croissant pour les gouvernements, les églises et les écoles, la presse et les autres institutions. Ce n'est pas un message heureux ni rassurant, mais c'est la vérité et c'est un avertissement. Ces changements ne se sont pas produits du jour au lendemain, ils sont apparus progressivement sur la dernière génération. Des années qui ont été remplies de chocs et de tragédies.

Nous étions sûrs que notre pays était un pays de bulletins de vote, et non de coups de feu. Jusqu'au meurtre de John Kennedy, de Robert Kennedy et de Martin Luther King. On nous avait appris que nos armes

étaient toujours invincibles et nos causes toujours justes. Mais ce ne fut pas pour souffrir les affres du Vietnam.

Nous respectons la Présidence comme une place d'honneur, jusqu'au choc du "Watergate". Vous vous rappelez que la phrase "sain comme un dollar" était l'expression d'une fiabilité absolue, jusqu'à ce que dix ans d'inflation commencent à faire rétrécir notre dollar et nos économies.

Nous pensons que les ressources de notre pays étaient sans limites, jusqu'en 1973, lorsque nous avons dû affronter une dépendance croissante à l'égard du pétrole étranger. Ces blessures sont encore très profondes, elles n'ont jamais été pansées.

En cherchant une issue à cette crise, notre peuple s'est tourné vers le gouvernement, et l'a trouvé isolé du grand courant de la vie de notre nation. Washington est devenu une île. Le fossé entre nos citoyens et notre gouvernement n'a jamais été si large. »

Immédiatement après que la révolution en Iran ait renversé le chah, que la révolution au Nicaragua ait renversé Somoza, l'impérialisme US était incapable de définir et d'appliquer une politique globale et cohérente précise. Le discrédit de Carter en portait témoignage, la hausse vertigineuse du prix de l'or exprimait à quel point de parasitisme et de décomposition le mode de production capitaliste parvenait, la marche irréversible à la crise, mais aussi la crise politique de tout le système confronté à l'avance de la révolution prolétarienne mondiale. En Amérique latine, l'impérialisme américain manœuvrait en retraite face aux masses. Il préconisait l'assouplissement des dictatures militaires, s'en remettait au FSLN, à l'influence de Castro, pour contenir la révolution au Nicaragua et reconstruire l'Etat bourgeois. Un des tests les plus significatifs du désarroi politique de l'impérialisme US a sans doute été son impuissance à répliquer à l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran, à la transformation en otages du personnel de cette ambassade. C'était un défi politique que l'impérialisme US n'a pu rele-

ver, et une cinglante humiliation, un test politique.

Evidemment, il serait faux d'en conclure que l'impérialisme, et l'impérialisme américain en particulier, étaient devenus des « tigres de papier » ! Mais, de toute évidence, l'ensemble des ces éléments se combinaient et indiquaient qu'une nouvelle étape de la nouvelle période de la révolution prolétarienne se préparait, qu'elle était déjà engagée dans la voie de la dislocation de l'ordre de Yalta et de Potsdam, qui dégagerait tout le contenu de la période de la révolution imminente.

DISLOCATION DE L'ETAT AFGHAN

C'est à ce moment-là que la bureaucratie du Kremlin a investi l'Afghanistan, et non en 1939, alors que la Deuxième Guerre mondiale commençait et que l'impérialisme allemand se préparait à agresser l'URSS. Pour les trotskystes, « la défense de l'URSS a, avec la révolution socialiste internationale, le rapport qui lie une tâche tactique avec une tâche stratégique. La tactique est subordonnée à l'objectif stratégique et ne peut en aucun cas s'opposer à lui. » Ce qui signifie que la défense de l'URSS, de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre est partie constituante de la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale et passe par elle. L'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan est partie composante de sa politique nationale et internationale contre la révolution prolétarienne mondiale, dans la période de la révolution imminente, au moment où s'ouvre une nouvelle étape de celle-ci.

On peut peut-être objecter : certes, le développement de la lutte des classes doit être considéré dans son unité dans le temps et l'espace, mais cette unité est dialectique, le développement de la lutte mondiale des classes est combiné mais inégal, il n'y a pas identité mais unité d'un pays à l'autre, dans un rapport mondial de forces en général favorable au prolétariat mais où, dans tel ou tel pays, des défaites peuvent être infligées au prolétariat et aux masses, en d'autres la révolution ne pas être à l'ordre du jour. De toute

façon, l'impérialisme ne renonce pas et les rapports entre les classes sont choses mouvantes, vivantes, à l'initiative des classes ; ils peuvent s'inverser dans tel ou tel pays et finalement internationalement. En tout cas, alors même que la crise du système impérialiste s'accroît, la pression sur les Etats où le capital a été exproprié, loin de diminuer, s'accroît. Par exemple, l'impérialisme tend à projeter sa crise économique dans ses relations avec l'économie des pays où le capital a été exproprié : course aux armements ; nouvelles fusées en Europe ; nouveau programme d'armes intercontinentales ; refus de ratifier les accords SALT II, etc. Tout cela accentue sa pression économique, militaire et politique. En conséquence, une appréciation « globale » ne suffit pas.

Alors, qu'en est-il à propos de l'Afghanistan ? Les faits prouvent que l'intervention militaire du Kremlin a été déterminée pour tenter de sauver, éventuellement de reconstruire, l'Etat bourgeois semi-colonial afghan. L'Etat afghan est une construction qui, comme la plupart des Etats de cette région du monde, ne s'est maintenue qu'artificiellement, en relation avec les intérêts impérialistes. A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la bureaucratie du Kremlin a contribué pour sa part au maintien des vieilles structures et en particulier de l'Etat afghan.

L'Afghanistan est une mosaïque de peuples ou de parties de peuples. Ainsi, les Anglais évacuant les Indes en 1947 ont institué arbitrairement le Pakistan. La division du Patchoustan en deux, qu'ils avaient imposée au roi d'Afghanistan en 1893, était maintenue. Le peuple patchoune, le peuple le plus nombreux d'Afghanistan (40 % de la population totale), est coupé en deux : sept millions en Afghanistan, sept millions au Pakistan. Une partie des Baloutches vit en Afghanistan, une autre en Iran, et la plus grande partie au Pakistan. D'autres peuples existent : les Hazaras, les Haimax, une partie des peuples ouzbek, turkmène, tadjik, kirghize, dont d'autres parties constituent les républiques du sud de l'URSS.

L'Etat afghan était dominé par une aristocratie foncière, d'origine pat-

choue. L'oppression nationale, conjointement aux rapports hérités des rapports féodaux, était la règle. La bureaucratie du Kremlin, en commun avec l'impérialisme, a soutenu la monarchie patchoue au pouvoir jusqu'en 1973. Mais, sous l'impact d'une plus profonde pénétration des rapports bourgeois, dans le cadre de la crise d'ensemble du système impérialiste, les anciens rapports sociaux ont commencé à se décomposer, sans que se constituent de nouveaux rapports économiques et sociaux stables. L'oppression nationale est devenue de plus en plus difficilement supportable. L'Etat bourgeois semi-colonial est entré en crise. C'est pour résoudre cette crise que fut fomenté le coup d'Etat d'août 1973 et que le prince Daoud, appuyé par le Kremlin et l'impérialisme, a proclamé la république. Mais, par sa nature même, le régime institué était incapable de procéder aux réformes fondamentales, de type démocratique bourgeois, réformes nécessaires pour en finir avec la tutelle sur l'Etat afghan de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, et pour en finir en Afghanistan avec l'oppression nationale sur les peuples le composant, sans parler de l'unification de ces peuples avec les parties d'eux-mêmes incluses dans le cadre d'autres Etats.

Bientôt le prince Daoud, toujours soutenu par le Kremlin qui lui accordait un prêt de 600 millions de dollars, et par l'impérialisme, exerçait une féroce dictature. Il recevait l'appui direct et immédiat du chah d'Iran, y compris de la Savak, qui joua un rôle important dans l'appareil d'Etat. La situation devenait d'autant plus insupportable qu'en 1978 les masses en Iran se lançaient à l'assaut, tout au cours de cette année, dans les conditions que l'on connaît, et que le Pakistan était également en crise.

Le coup d'Etat d'avril 1978 a été organisé par le Parti populaire démocratique afghan (PPDA) et un groupe d'officiers. Il faut dire que ce parti avait été constitué le 1^{er} janvier 1965 au cours d'un congrès clandestin à Kaboul. L'influence de la bureaucratie du Kremlin s'y est toujours exercée fortement. Dès avril 1966, une scission intervenait. Deux groupes se constituaient : le « Pardjam » (le Drapeau

rouge), qui se situait ouvertement sur le terrain de l'union de toutes les classes sociales progressistes pour réaliser les réformes démocratiques, et le « Khalq » (le Peuple), plus « à gauche », se réclamant de la classe ouvrière. Le « Pardjam » devait participer au gouvernement sous la direction de Daoud jusqu'en 1975, tandis que le « Khalq » restait dans l'opposition. Ce n'est pas par hasard, ni en dehors de l'influence du Kremlin, qu'au mois d'août 1977 le PPDA se réunifiait, le « Khalq » occupant les positions dominantes. Des échéances approchaient.

Le coup d'Etat du 23 avril 1978 a été, comme celui de Daoud en août 1973, destiné à prévenir la désagrégation et la dislocation de l'Etat.

Le programme du gouvernement Taraki peut être résumé ainsi : sous l'étiquette « Nouvelle république démocratique d'Afghanistan », l'appareil d'Etat restait en place ; le régime se proposait de réaliser progressivement une réforme agraire et d'alléger l'oppression nationale, d'agir pour réaliser l'unité des Patchoues et des Baloutches. Le nouveau gouvernement était dans l'obligation de faire d'importantes concessions, notamment à la paysannerie, pour éviter la dislocation de l'Etat afghan. La plus importante fut le décret n° 6, promulgué en juillet 1978, qui abolit partiellement les dettes hypothécaires et l'usure. Taraki avait annoncé que l'étude préalable de la réforme agraire devrait durer trois ans. Mais le gouvernement a dû accélérer. En août 1979, il annonçait que 822 500 acres avaient été distribués à 132 000 familles. Cependant, cette réforme était en partie vaine pour les paysans les plus pauvres, dans la mesure où les grands propriétaires terriens restaient propriétaires des points d'eau, que les paysans ne disposaient que de peu de moyens pour cultiver leurs parcelles et commercialiser leurs produits, ou d'aucun, et qu'ils ne disposaient pas de crédits.

En réalité, le nouveau gouvernement ne répondait pas aux aspirations des grandes masses, tout en étant obligé d'aller trop loin du point de vue des classes dominantes. La seule manière de gouverner devint le renforcement constant de la répression. D'autant plus que, loin de résoudre les

questions nationales, questions clés, le régime maintint, s'il ne l'accentua, l'oppression nationale. La crise de l'Etat afghan se manifesta dès lors par les luttes sanglantes qui opposèrent les différents clans du PPDA. « Le Monde » rapportait qu'avant l'intervention militaire du Kremlin, malgré le nombre croissant de « conseillers soviétiques » au cours des six derniers mois, la moitié de l'armée afghane avait déserté.

L'INTERVENTION MILITAIRE DU KREMLIN

Ce n'est certes pas la peine de discuter pour savoir si c'est à l'appel des masses, ou même du gouvernement afghan en place, que la bureaucratie du Kremlin a décidé d'intervenir militairement en Afghanistan. L'exécution d'Amin qui avait lui-même renversé et assassiné Taraki, la mise en place du pseudo-gouvernement de Babrak Karmal suffisent à démontrer ce qu'il en est. La bureaucratie du Kremlin est intervenue militairement pour tenter d'éviter la dislocation de l'Afghanistan et de reconstruire l'Etat bourgeois semi-colonial qui s'effondrait et allait disparaître. Il importe de se rappeler que, lorsque la bureaucratie du Kremlin est intervenue militairement en Pologne en 1939, comme Trotsky le soulignait, elle donnait une impulsion à l'expropriation des propriétaires fonciers et des capitalistes, qu'engageant la guerre contre la Finlande elle constituait, en URSS certes, le « gouvernement » Kuusinen, qui appelait les paysans à réaliser la réforme agraire et les ouvriers à instituer le contrôle ouvrier sur la production. Trotsky rappelait :

« Les opérations militaires ont commencé le 30 novembre. Le même jour, le comité central du Parti communiste finlandais, installé sans aucun doute soit à Leningrad, soit à Moscou, lançait un manifeste par radio aux masses finlandaises. Ce manifeste déclare :

« Pour la seconde fois dans l'histoire de la Finlande, le peuple ouvrier finnois engage la lutte ouverte contre le joug de la ploutocratie. La première expérience des ouvriers et des paysans en 1918 s'acheva sur la vic-

toire des capitalistes et des propriétaires fonciers. Mais cette fois les masses travailleuses doivent vaincre. »

Ce seul manifeste indique clairement qu'il ne s'agissait pas d'une tentative d'effrayer le gouvernement bourgeois finlandais, mais bien d'un plan pour susciter l'insurrection dans le pays et compléter l'invasion de l'Armée rouge par la guerre civile. »

Plus loin :

« Le Kremlin (n') est (pas) stupide au point d'imposer la domination en Pologne orientale ou en Finlande au moyen de commissaires imposés. La tâche la plus urgente du Kremlin, c'est d'extraire un nouvel appareil administratif de la population travailleuse des zones occupées. Cette tâche ne peut être résolue qu'en plusieurs étapes. La première étape, c'est la création de comités de paysans et de comités de contrôle ouvrier. »

On sait que les échecs de l'Armée rouge en Finlande ont fait avorter ce plan, et que, en ce qui concerne la Pologne orientale, Trotsky affirmait :

« Le bouleversement social accompli dans deux provinces, et qui a d'ailleurs été payé de l'asservissement de la Pologne, est d'une importance secondaire et ne peut modifier le caractère réactionnaire général de la politique du Kremlin. » (*D'une égratignure au danger de gangrène*).

En Afghanistan par contre, l'intervention militaire du Kremlin s'est accompagnée de déclarations de la part du « gouvernement » Babrak Karmal qui condamnent les excès dans les réformes antérieurement accomplies, si modestes soient-elles, et fait appel « à toutes les couches sociales favorables au développement du pays ». Loin de mobiliser les masses exploitées, c'est contre elles que l'intervention militaire combat, ce sont elles qui se dressent contre elle, ce sont elles que, dès le départ, l'armée de l'URSS réprime, et de quelle manière ! Même si demain la nécessité oblige le Kremlin à faire un tournant et à exproprier les classes possédantes, la nature contre-révolutionnaire de l'intervention ne change pas. Trotsky écrivait :

« Robespierre disait que les peuples n'aiment pas les missionnaires armés de baïonnettes. Il voulait dire par là qu'on ne peut pas imposer par la force armée des idées et des institutions révolutionnaires à d'autres peuples. Cette pensée juste ne signifie évidemment pas qu'une intervention militaire dans d'autres pays, pour soutenir la révolution, soit inadmissible. Mais une telle intervention, comme partie constituante d'une politique révolutionnaire internationale, doit pouvoir être comprise par le prolétariat international ; elle doit répondre aux vœux des masses laborieuses du pays sur le territoire duquel pénètrent les troupes révolutionnaires. »

L'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin vise immédiatement et directement à bloquer la désagrégation de l'« ordre » qui, dans la continuité de l'histoire du rôle de l'impérialisme dans cette région du monde, a été consacré à Téhéran, Yalta et Potsdam. Tous les Etats de cette région du monde sont une mosaïque de peuples, où règne une double oppression nationale : oppression nationale de la part de l'impérialisme et de la part de la bureaucratie du Kremlin ; oppression nationale sur de multiples peuples emprisonnés dans ces Etats féodaux bourgeois semi-coloniaux, et qui les découpent dans la plupart des cas. Les réformes démocratiques sont étroitement liées à la solution des questions nationales, indépendance et unité, qui impliquent la dislocation des cadres étatiques actuels, une nouvelle organisation des peuples et de leurs rapports dans le cadre d'Etats-Unis de cette région du monde.

La solution de toutes ces questions dépend en conséquence du développement et de la victoire de la révolution prolétarienne dans cette région du monde. La révolution en Iran, la désagrégation de l'Etat afghan, la crise en Turquie, la crise au Pakistan et dans tous les pays s'étendant du Moyen-Orient aux Indes sont le produit et sont facteurs de la crise d'ensemble du système impérialiste. Ce sont des composantes d'un processus révolutionnaire qui s'inclut dans le cours de la révolution prolétarienne mondiale. De toute façon, la bureaucratie du Krem-

lin redoute la dislocation du système impérialiste, la nouvelle période de la révolution prolétarienne.

Mais, dans cette région du monde, par la médiation des questions nationales, révolution sociale et révolution politique sont étroitement imbriquées tout au long des frontières sud de l'URSS : la libération du carcan des Etats de cette région dans leur forme actuelle, l'unité et l'indépendance nationale impliquent l'expropriation des classes exploiteuses (c'est-à-dire la révolution sociale), et d'en finir avec le carcan de la bureaucratie, l'oppression nationale sur les peuples ou les parties de peuples du sud de l'URSS (c'est-à-dire la révolution politique).

La conjonction de la révolution sociale et de la révolution politique, notamment à cause des questions nationales dans cette région du monde, n'est pas une menace moins grande pour la bureaucratie du Kremlin et pour l'impérialisme qu'elle ne l'est par exemple en Allemagne. L'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin est une fuite en avant à son compte, comme au compte de l'impérialisme, pour conjurer cette menace. En occupant l'Afghanistan, le Kremlin entend établir un verrou qui bloque le processus de crise de l'impérialisme, le processus révolutionnaire en cette région du monde, et tente de prévenir un mouvement en URSS qui mène à la révolution politique.

UNE AIDE INAPPRECIABLE A L'IMPERIALISME

Cette intervention militaire est une aide inappréciable pour l'impérialisme, l'impérialisme américain en particulier, comme avait pu l'être, en 1950, l'invasion à l'initiative de Staline du sud de la Corée par les troupes de la Corée du Nord. Au lendemain de la victoire de la révolution chinoise, Staline fournissait à l'impérialisme US les moyens politiques d'intervenir massivement en Corée. Il contraignait la Chine à un extraordinaire effort économique, humain et militaire, pour faire face à l'armée américaine. Il permettait à l'impérialisme US de procéder à un gigantesque réarmement, de remettre sur pied les impérialismes

allemand et japonais, d'intégrer directement le premier à l'alliance Atlantique et à l'OTAN, de réaliser de multiples accords militaires et de se déployer sur l'ensemble de la planète. Il nourrissait le maccarthysme aux USA. Il permettait que passe profondément la division à l'intérieur du mouvement ouvrier international. Il obligeait l'URSS à s'engager dans une course aux armements extrêmement coûteuse pour elle. Sans compter que Staline se donnait la « justification » de la « guerre froide » pour déclencher dans tous les pays de l'Europe de l'Est et en URSS de nouvelles et terribles purges sanglantes. En apparence, la division du monde en classes était subordonnée à la division du monde en blocs.

La bureaucratie du Kremlin offre l'occasion à l'impérialisme américain de tenter de maîtriser les rapports mondiaux, les rapports entre les classes, de maîtriser sa propre crise, de reconstituer une politique cohérente et unifiée aux échelles nationale et internationale, de se redéployer. D'abord, parce que cette intervention militaire donne l'occasion aux classes dominantes, aux chefs religieux, de se présenter comme chefs de la lutte contre l'oppression et d'enrayer le développement des antagonismes de classes. L'impérialisme américain et secondairement les autres impérialismes apparaissent comme une aide, sinon un rempart contre le Kremlin.

Il y a deux mois, du Moyen-Orient aux Indes, la vague anti-impérialiste déferlait, et l'impérialisme US semblait être en perte de vitesse dans cette région du monde. Actuellement, en Iran, le gouvernement Bani Sadr peut se prévaloir de la « menace soviétique » pour s'efforcer de discipliner les masses, de reconstruire l'État, de renouer ouvertement les liens avec l'impérialisme américain, notamment au travers de l'ouverture de négociations à propos des « otages ». L'impérialisme US annonce un rapprochement avec le gouvernement du Pakistan, à qui il propose de fournir pour 400 millions de dollars d'armements. Le gouvernement turc est conforté. De l'Iran au golfe Persique, dans tous les pays du Moyen-Orient, la politique de l'impérialisme américain en est renforcée. De menace contre les peuples de

cette région du monde, l'armada américaine dans l'océan Indien se présente comme une protection contre la « menace soviétique ». L'éventualité de la constitution au sud de l'URSS d'un « axe stratégique » allant de la Turquie aux Indes est à nouveau évoquée comme possible.

L'aide que l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin apporte à l'impérialisme ne s'arrête pas là. Aux USA, la bourgeoisie se regroupe derrière Carter. Une campagne est déclenchée qui, comme au temps de la guerre de Corée, s'efforce de créer une psychose de guerre. Elle vise à annuler les effets de la défaite subie au Vietnam, qui a rendu très difficiles d'éventuelles interventions armées sur les « points chauds » du monde. Il s'agit, au nom de la « défense du monde libre », de justifier un nouveau et gigantesque programme d'armements, le rejet des accords SALT II, la production en masse de nouveaux engins intercontinentaux, l'installation d'un nouveau type de fusées en Europe, d'imposer le service militaire obligatoire, de permettre le redéploiement des forces armées américaines dans le monde. Il s'agit, comme au temps du maccarthysme, de bloquer les masses américaines.

De façon plus générale, l'impérialisme américain tente, en utilisant l'intervention militaire, de reconstituer les conditions de la « guerre froide » à ses moments d'extrême tension, de réunifier étroitement autour de lui les autres puissances impérialistes et de faire passer à l'intérieur des masses cette division en « blocs ». L'appareil stalinien lui fournit une aide précieuse ; la politique du PCF en est un exemple probant. Le boycottage des Jeux olympiques qui doivent avoir lieu à Moscou, l'exigence que les autres pays capitalistes les boycottent, s'inscrivent dans cette politique. Il est probable que, tentant de ressaisir l'initiative politique dans les rapports mondiaux, l'impérialisme US va inciter les dictatures d'Amérique latine à se durcir face au mouvement des masses.

Il est impossible de prévoir jusqu'à quel point l'impérialisme américain peut se saisir de l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan pour tenter de reprendre

mondialement l'initiative, de surmonter la crise de l'impérialisme et sa propre crise. Mais d'ores et déjà, elle l'a aidé à relancer la course aux armements, à prendre des mesures de boycott économique de l'URSS. De ce seul point de vue, le Kremlin agissant ainsi a donné à l'impérialisme les moyens d'accroître sa pression économique, politique et militaire sur l'URSS, et par conséquent porte un nouveau coup à la défense de celle-ci.

*
* * *

L'impérialisme américain s'efforce donc d'utiliser l'intervention militaire du Kremlin en Afghanistan comme en 1950 il a utilisé l'invasion du sud de la Corée par l'armée nord-coréenne, à l'initiative de Staline. Toutefois, cela ne modifie pas du même coup les rapports mondiaux entre les classes, la profondeur de la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires. Non seulement la période ouverte en 1968, la « période de la révolution imminente », se poursuit, mais également l'étape ouverte dans le cadre de cette période par la révolution en Iran et au Nicaragua. Les crises de domination de classe des différentes bourgeoisies dans les métropoles impérialistes comme dans les pays semi-coloniaux continuent de se développer. L'invasion de l'Afghanistan est une fuite en avant. Loin d'atténuer les contradictions économiques, socia-

les et politiques qui assaillent la bureaucratie du Kremlin et les autres bureaucraties parasitaires, les antagonismes entre elles, elle les accroît. En fin de compte, la tentative de l'impérialisme américain de reprendre l'initiative va tendre plus encore l'ensemble des rapports mondiaux et renforcer tous les antagonismes et contradictions explosives. Il n'en reste pas moins que, comme l'indique dans sa déclaration le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale :

« L'intervention décidée par la bureaucratie est une intervention contre-révolutionnaire dans ses méthodes et son contenu. Elle a aggravé la menace contre les conquêtes de la révolution d'Octobre, dont la bureaucratie est le fossoyeur.

Elle n'est en rien un appui à la lutte des masses déshéritées d'Afghanistan contre l'impérialisme, les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie. C'est au contraire la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie qui risque de jeter dans les bras de dirigeants réactionnaires les ouvriers et les paysans afghans.

Elle ne représente pas, sous quelque forme que ce soit, une mesure qui relèverait de la défense de l'URSS contre une agression impérialiste. Elle facilite au contraire le déploiement contre-révolutionnaire de l'impérialisme. »

Roger Ducros,
le 10 mars 1980.

Léon Trotsky

œuvres

OCTOBRE 1935/DÉCEMBRE 1935

7

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT
LEON TROTSKY

edi

Le tome 7 des « Œuvres » de Léon Trotsky, édité par l'Institut Léon Trotsky, est paru. Auprès des militants de l'OCI, il est en vente au prix de 37 F.



la grève générale de mai-juin 1968 est venue de loin

par Stéphane JUST

La grève générale de mai-juin 1968 a blessé mortellement sans l'achever la V^e République. Depuis elle agonise. Mais pour savoir pourquoi et comment la V^e République a été mortellement blessée, il est nécessaire d'analyser l'origine de ce régime, sa nature, sa fonction historique.

A la suite du soulèvement du corps des officiers en Algérie, de la décomposition de la IV^e République, juché sur les épaules de Guy Mollet et des parlementaires, de Gaulle accédait au pouvoir le 1^{er} juin 1958. Le PCF, le PS et les appareils syndicaux s'étaient chargés de dérouter politiquement les masses et de les paralyser.

De Gaulle était hissé au pouvoir comme l'incarnation de la pérennité et de la primauté de l'Etat bourgeois, de l'intérêt national situé au-dessus des « partis » et des classes. Il était l'homme providentiel, sauveur de l'unité nationale, arbitre en tout, dans la position classique d'un bonaparte.

la V^e République dans le miroir de sa Constitution

Dans son discours prononcé le 4 septembre 1958 place de la République, de Gaulle mettait les points sur les « i » en présentant la nouvelle Constitution :

Lundi 27 mai, à l'usine Renault de Boulogne-Billancourt. A Benoît Frachon et Georges Séguy qui leur « présentent » les accords de Grenelle, la réponse unanime des ouvriers : « Ne signez pas ! » (Ph. Gamma).

« Le nécessaire a été fait pour parer à l'irréremédiable à l'instant même où il était sur le point de se produire. Le déchirement de la nation fut, de justesse, empêché. On a pu sauvegarder la chance ultime de la République. C'est dans la légalité que moi-même et mon gouvernement avons assumé le mandat exceptionnel d'établir un projet de nouvelle Constitution et de le soumettre à la décision du peuple.

Nous l'avons fait sur la base des principes posés lors de notre investiture. Nous l'avons fait avec la collaboration du Conseil consultatif institué par la Loi. Nous l'avons fait compte tenu de l'avis solennel du Conseil d'Etat. Nous l'avons fait après délibérations très libres et très approfondies de nos propres Conseils des ministres, ceux-ci formés d'hommes aussi divers que possible d'origines et de tendances, mais résolument solidaires. Nous l'avons fait, sans avoir, entre-temps, attenté à aucun droit du peuple ni à aucune liberté publique. La nation, qui seule est juge, approuvera ou repoussera notre œuvre. Mais c'est en toute conscience que nous la lui proposons.

Ce qui, pour les pouvoirs publics, est désormais primordial, c'est leur efficacité et leur continuité. Nous vivons en un temps où des forces gigantesques sont en train de transformer le monde. Sous peine de devenir un peuple périmé et dédaigné, il nous faut, dans les domaines scientifique, économique, social, évoluer rapidement. D'ailleurs, à cet impératif répondent le goût du progrès et la passion des réussites techniques qui se font jour parmi les Français et d'abord dans notre jeunesse. Il y a là des faits qui dominent notre existence nationale et doivent, par conséquent, commander nos institutions (...).

L'univers est traversé de courants qui mettent en cause l'avenir de l'espèce humaine et portent la France à se garder tout en jouant le rôle de mesure, de paix, de fraternité que lui dicte sa vocation. Bref, la nation française reflurira ou périra suivant que l'Etat aura ou n'aura pas assez de force, de constance, de prestige pour la conduire là où elle doit aller.

C'est donc pour le peuple que nous sommes, au siècle et dans le monde où nous sommes, qu'a été établi le projet de Constitution.

Que le pays puisse effectivement être dirigé par ceux qu'il mandate et leur accorde la confiance qui anime la légitimité. Qu'il existe au-dessus des luttes politiques un arbitre national, élu par les citoyens qui détiennent un mandat public, chargé d'assurer le fonctionnement régulier des institutions, ayant le droit de

recourir au jugement du peuple souverain, répondant, en cas d'extrême péril, de l'indépendance, de l'honneur, de l'intégrité de la France et du salut de la République. Qu'il existe un gouvernement qui soit fait pour gouverner, à qui on en laisse le temps et la possibilité, qui ne se détourne pas vers autre chose que sa tâche, et qui, par là, mérite l'adhésion du pays. Qu'il existe un Parlement destiné à représenter la volonté politique de la nation, à voter les lois, à contrôler l'exécutif sans prétendre sortir de son rôle. Que gouvernement et Parlement collaborent mais demeurent séparés quant à leurs responsabilités et qu'aucun membre de l'un ne puisse, en même temps, être membre de l'autre. Telle est la structure équilibrée que doit revêtir le pouvoir. Le reste dépendra des hommes. »

La Constitution de la V^e République consacre la prééminence de l'Etat, du pouvoir exécutif que le président de la République incarne. Désormais :

« Art. 8 - Le président de la République nomme le Premier ministre, il met fin à ses fonctions sur la présentation par celui-ci de la démission du gouvernement.

Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du gouvernement et met fin à leurs fonctions. »

En outre, le président de la République est investi des fonctions essentielles de l'Etat. La primauté du président de la République et du gouvernement est assurée de diverses façons. L'article 49 stipule :

« Le Premier ministre, après délibération du Conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale.

L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du gouvernement par le vote d'une motion de censure. Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par un dixième au moins des membres de l'Assemblée nationale. Le vote ne peut avoir lieu que quarante-huit

heures après son dépôt. Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure, qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres de l'Assemblée nationale.

(...) Si la motion de censure est rejetée, ses signataires ne peuvent en proposer une nouvelle au cours de la même session, sauf dans le cas prévu à l'alinéa ci-dessous.

Le Premier ministre peut, après délibération du Conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte. Dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Le Premier ministre a la faculté de demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale. »

Ce qui veut dire qu'au cas où une motion de censure n'est pas déposée, ou n'est pas votée par la majorité absolue des députés à l'Assemblée nationale, le projet gouvernemental est considéré comme adopté. Au cas où une motion de censure est adoptée, l'article 50 stipule :

« Lorsque l'Assemblée nationale adopte une motion de censure ou lorsqu'elle désapprouve le programme ou une déclaration de politique générale du gouvernement, le Premier ministre doit remettre au président de la République la démission du gouvernement. »

Mais y compris dans ce cas le président de la République décide :

« Art. 12 - Le président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des présidents des assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale.

Les élections générales ont lieu vingt jours au moins et quarante jours au plus après la dissolution. »

La liquidation de la IV^e République, l'avènement de la V^e République correspondaient à des exigences profondes de l'impérialisme français. Il venait de subir une irrémédiable défaite en Indochine. Depuis le 1^{er} novembre 1954, la guerre révolution-

naire pour l'indépendance embrasait l'Algérie. Dans toutes les colonies, les masses se dressaient ou étaient prêtes à se dresser contre le régime colonial. D'autre part, sous peine de déchoir à un rang de quinzième ordre, l'impérialisme français devait s'insérer d'une autre façon qu'auparavant dans les rapports économiques européens et mondiaux, dans la division internationale du travail. Le temps du plan Marshall était révolu, tout comme était passé celui où l'impérialisme américain avait s'ubventionné la guerre d'Indochine. Négocié sous la IV^e République, le traité de Rome, qui instituait la Communauté économique européenne, voulue par l'impérialisme américain, ainsi qu'une vaste zone de libre échange de marchandises et de circulation des capitaux qu'il espérait investir, entraînait en application. L'impérialisme français devait obligatoirement modifier profondément son insertion, ses rapports internationaux, s'efforcer d'en établir d'autres sur une nouvelle base. Mais, ainsi qu'un préalable, il lui était indispensable de mettre fin à l'ancien colonialisme, d'accorder aux anciennes colonies leur indépendance politique.

Ce n'était pas simple. Le colonat, toute une partie du capital financier, de l'armée, de l'appareil d'Etat, étaient liés à la colonisation directe et la défendaient.

En finir avec les anciennes formes de colonisation, accorder l'indépendance politique aux anciennes colonies, particulièrement à l'Algérie, vouée dès 1830 à devenir une colonie de peuplement, amenait inéluctablement à une nouvelle crise politique qui fissurerait de haut en bas la bourgeoisie, le corps des officiers, l'Etat. A sa prise du pouvoir, de Gaulle devait tenir compte de ces données. Il lui fallait ménager les anciens partis et les organisations ouvrières tant que cette question ne serait pas réglée, pour faire face et mettre en échec, au cas d'une nouvelle crise « nationale » déchirant l'Etat, les forces attachées au colonat, qui avaient pourtant contribué à le porter au pouvoir. Aussi l'article 6 de la Constitution fait-il encore du président de la République l'élu des assemblées, elles-mêmes élues :

« Le président de la République est élu pour sept ans par un collège élec-

toral comprenant les membres du Parlement, des conseils généraux et des assemblées des territoires d'outre-mer, ainsi que les représentants élus des conseils municipaux. »

Au cours des premières années de la V^e République, les attaques contre le mouvement ouvrier, la classe ouvrière et les partis n'ont pas manqué. Le plan Pinay-Rueff, qui comprend une importante dévaluation du franc, est une violente attaque contre le pouvoir d'achat et les conditions de vie des masses. Les référendums se succèdent, par lesquels de Gaulle fait plébisciter la Constitution (28 septembre 1958), sa politique par rapport à l'Algérie (8 janvier 1961), les accords d'Evian (8 avril 1962). Pourtant, il a besoin pour imposer sa politique en Algérie de l'appui des dirigeants du mouvement ouvrier. De Gaulle affirme le 16 septembre 1959 le droit de l'Algérie à l'« autodétermination ». Il engage la lutte contre les « ultras ». Le 24 janvier 1960 commence à Alger la « semaine des barricades », soulèvement des « pieds-noirs » pour l'« Algérie française », que de Gaulle va briser. Le concours des centrales syndicales, qui appellent à une grève générale symbolique d'une heure, le 1^{er} février, lui est tout acquis.

Lors du putsch des généraux d'Alger, du 22 au 25 avril 1961, de Gaulle met en application l'article 16. Les centrales syndicales et les partis ouvriers l'appuient entièrement.

DE GAULLE ENGAGE LE COMBAT POUR L'ETAT CORPORATISTE ET ECHOUÉ

Mais, une fois réglé le problème de l'Algérie, le régime bonapartiste doit s'atteler à réaliser pleinement le programme qui le justifie aux yeux du grand capital : bouleverser radicalement les rapports entre les classes en France, détruire le mouvement ouvrier organisé, syndicats et partis, broyer la classe ouvrière, l'atomiser, la subordonner à l'appareil d'Etat, cela en fonction même de la nécessité de s'intégrer d'une nouvelle façon au marché européen et mondial, à la division internationale du travail, et de

procéder à de profondes modifications structurelles. Le programme peut se définir en quelques mots : en finir avec le régime des partis, appliquer l'« association capital-travail », soumettre les couches exploitées à l'« ardente obligation du plan ». En quelques mots, de Gaulle doit constituer l'« Etat fort », l'Etat corporatiste.

Grâce à l'appui des partis ouvriers, qui ont appelé à répondre « oui », de Gaulle a obtenu 90,70 % au référendum du 8 avril 1962 ratifiant les accords d'Evian. Immédiatement il prend l'offensive politique. Prenant prétexte de l'attentat du « Petit-Clamart », il décide de modifier par voie de référendum le mode d'élection du président de la République. Les parlementaires votent le 5 octobre 1962 une motion de censure à la majorité absolue. De Gaulle dissout l'Assemblée nationale élue en 1958. Il garde Pompidou comme Premier ministre et procède au référendum du 28 octobre, qui institue l'élection du président de la République au suffrage universel (62,25 % de oui). Au mois de novembre, lors des élections législatives, une majorité de députés inconditionnels est élue à l'Assemblée nationale. Ce n'est qu'un début.

De Gaulle doit poursuivre son offensive et porter un coup décisif à la classe ouvrière et à ses organisations pour que l'Etat bonapartiste puisse accomplir pleinement sa fonction. Mais, comme le disait Trotsky, « en politique le temps est une des matières premières les plus précieuses ». En mai 1958, la classe ouvrière a subi une dure défaite sans combat. La bourgeoisie lui a économiquement porté des coups très durs. Cependant, pour régler la question algérienne et surmonter la crise de l'Etat, de Gaulle a dû ménager le mouvement ouvrier et en conséquence le prolétariat comme classe. Le mouvement ouvrier, syndicats et partis, certes affaibli, reste néanmoins debout. Il va servir de cadre à une remobilisation du prolétariat, qui surmonte sa défaite.

Dès 1960, sous l'impulsion de la Fédération de l'éducation nationale, contre la loi Debré qui porte durement atteinte à la laïcité de l'école, une manifestation laïque se déroule à Vincennes : elle regroupe 500 000 mani-

festants venus de la France entière. Il est vrai qu'aux manifestants qui criaient « A Paris, à Paris ! », les dirigeants de la FEN ont répondu : « Une autre fois. » Le 8 février 1962, le PCF appelait à une manifestation. Au métro Charonne, la police assassinait littéralement huit manifestants. Le 13 février, une manifestation regroupant des centaines et des centaines de milliers de travailleurs se déroule à travers Paris jusqu'au cimetière du Père-Lachaise, où les huit morts de Charonne sont enterrés. Bien sûr, en ce cas également, les dirigeants ont soigneusement canalisé le mouvement. Le plus important était que la classe ouvrière se ressaisissait, surmontait sa défaite politique de 1958 et se préparait à faire face.

Le succès politique remporté par de Gaulle en octobre 1962, que complétaient les élections de novembre à l'Assemblée nationale, ne suffisait pas. Il était trop tard pour espérer, à froid, briser la classe ouvrière, intégrer les organisations syndicales, établir le corporatisme, « en finir avec les partis ». Une bataille d'une importance capitale était devenue inévitable entre l'Etat bonapartiste que de Gaulle incarnait et le prolétariat.

De Gaulle a cru qu'il pouvait gagner cette bataille décisive au détriment des mineurs. Dès ces années la corporation minière était durement touchée par la restructuration du capitalisme français ; à la baisse du pouvoir d'achat se conjugaient la suppression de l'exploitation de nombreux puits, la modernisation, la compression massive des effectifs.

Depuis la fin de l'année 1962, une forte agitation se manifestait dans les mines. Les mineurs veulent que leurs revendications soient satisfaites ou engager le combat. Le 28 février, Bokanowski, ministre du Travail, reçoit quelques minutes les représentants des fédérations du sous-sol. Il leur signifie le « non » du gouvernement aux revendications des mineurs. Les mineurs rejettent les « grèves tournantes » et autres « actions » bidon. Ils veulent et imposent aux dirigeants syndicaux la grève générale jusqu'à satisfaction. La grève est décidée à partir du lundi 4 mars, où seules travaillent les mines de Lorraine. De

Gaulle décrète la réquisition des mineurs. En Lorraine où, au référendum d'octobre 1962, de Gaulle a obtenu 92 % de oui, la grève des mineurs est générale le 4. Elle est générale dans tous les bassins le 5 mars. La réquisition a échoué. Pendant cinq semaines, la grève générale des mineurs va se poursuivre, inébranlable.

Contre la tentative de De Gaulle de porter un coup décisif à toute la classe ouvrière, par mineurs interposés, s'affirme la volonté de riposte de la classe ouvrière tout entière ! On lira page 44 ce que rapporte « Informations ouvrières » le 16 mars.

Le mercredi 13, plusieurs milliers de mineurs de fer venus de Lorraine sont concentrés place des Invalides. Ils viennent à Paris exiger satisfaction à leurs revendications. Le matin, les ouvriers du dépôt de Clichy de la RATP ont décidé de débrayer et d'aller les accueillir. Place des Invalides, ils déploient une banderole où on lit : « Grève générale : c'est l'aide aux mineurs. » D'innombrables adresses sont envoyées aux bureaux confédéraux qui leur demandent de s'entendre et d'appeler ensemble à la grève générale.

Le bureau confédéral de la CGT répond par une lettre type. On y lit :

« ... Vous proposez la grève générale à l'appel des trois centrales nationales, c'est une idée aussi séduisante qu'utopique. Séduisante, car c'est, qu'on le veuille ou non, une solution de facilité qui n'engagerait pas les organisations, mais les seules confédérations. Utopique, car elle laisse croire que tous les problèmes du régime gaulliste peuvent être réglés par ce moyen. Ce qui laisse imaginer facilement sur quoi déboucherait une telle initiative. D'ailleurs, nos organisations le comprennent fort bien, comme en ont témoigné les actions menées dans le textile, les produits chimiques, chez les fonctionnaires, à l'EDF-GDF, chez les cheminots, dans les métaux, etc. Jamais les actions n'ont eu un caractère aussi élevé que maintenant. Voilà, cher camarade, la réponse aux problèmes soulevés dans ta lettre, et en souhaitant qu'elle te donnera entière satisfaction. Reçois, cher

« Informations ouvrières » le 16 mars 1963

« Dès lors que de Gaulle signait l'ordre de réquisition des mineurs, aucun doute ne pouvait subsister : il voulait porter un coup décisif au mouvement ouvrier.

Les mineurs, en passant outre à la réquisition, ont mis en cause "l'autorité de l'Etat" ; ils devenaient, du même coup, l'avant-garde d'un combat qui concernait toute la classe ouvrière.

Cela, l'ensemble de la classe ouvrière l'a compris instantanément, comme l'attestent de nombreuses résolutions et pétitions, adressées tant aux fédérations (cheminots, enseignants, employés, RATP, etc.) que, directement, aux bureaux confédéraux, dès les premiers jours de la grève, et soigneusement tenues sous le boisseau par la presse, de *L'Aurore* à *L'Humanité*.

Que réclament les travailleurs ? La conclusion d'une adresse envoyée par le personnel ouvrier du dépôt de Clichy (RATP) le dit sans équivoque :

"La seule façon pour que la victoire des mineurs et la nôtre soient totales, c'est : tous ensemble dans la grève. C'est pourquoi les travailleurs du dépôt de Clichy soussignés s'adressent à vous, camarades des bureaux confédéraux (CGT, FO, CFTC), ainsi qu'à vous, responsables de la FEN. Ils vous demandent de vous réunir tous ensemble, de vous entendre immédiatement, et de lancer dans un appel commun l'ordre de grève générale."

Dans cette bataille, la grève des mineurs est le catalyseur. Toute

la classe ouvrière a les yeux fixés sur elle. La moindre faiblesse pourrait être fatale. Ceux qui détiennent les clés du problème, ce sont les bureaux confédéraux. Les travailleurs le savent, c'est pourquoi ils s'adressent à eux ; le gouvernement le sait, toutes les couches de la bourgeoisie le savent, la presse le sait, les bureaux confédéraux le savent aussi. Toute la politique gouvernementale va donc consister à user la grève, à la "pourrir", pour obtenir, en souplesse, un fléchissement, la question de la réquisition étant mise en veilleuse. Tout le monde le sait. Relevons ce passage de l'article de René Andrieu (*L'Humanité* du 15 mars) :

"Le pouvoir, qui semble avoir été surpris par l'échec total de son décret de réquisition, biaise, et s'efforce de gagner du temps. Manifestement, il n'a pas perdu l'espoir de trouver une faille dans le bloc compact que les travailleurs lui opposent, et il cherche à lasser les mineurs engagés dans la troisième semaine de grève."

Or, au cours de la dernière semaine, qu'ont fait les dirigeants des syndicats et des partis qui se réclament de la classe ouvrière ? Le samedi 9 mars, les présidents des groupes parlementaires de la SFIO et du PCF réclament la convocation du Parlement : ils en appellent au Parlement gaulliste, l'ombre de De Gaulle, pour lutter contre de Gaulle ! Cependant, le dimanche 10 mars, on envoie les militants syndicaux quêter sur les marchés et... à la sortie des messes. »

camarade, l'assurance de nos salutations syndicalistes. »

Le bureau confédéral CGT ne veut pas de grève générale, mais des grèves tournantes. Quant à l'aide aux mineurs, elle se limite à collecter des fonds.

Finalement, les mineurs reprendront le travail sans que leurs revendications soient pleinement satisfaites. Les dirigeants ont réussi à empêcher la grève générale qui aurait pu balayer de Gaulle. La V^e République n'en a pas moins subi une défaite politique dont jamais elle ne se relèvera.

DE GAULLE NE RENONCE PAS

De Gaulle ne renonce pas pour autant à édifier l'Etat corporatif. La liste des « réformes » qu'il entreprend entre 1963 et 1968 est impressionnante :

« De Gaulle a mis en place la lourde machine policière constituée par la réforme administrative, l'institution du service de défense, l'élargissement du réseau des organismes du plan (commissions professionnelles, CODER, etc.), le comité d'étude des coûts et des revenus, les organes Toutée-Grégoire dans le secteur nationalisé ; s'intègrent à ce dispositif les lois sur la formation professionnelle ; sur la réforme des comités d'entreprise ; sur la réforme de l'enseignement (plan Fouchet) ; lois anti-grève de juillet 1963 ; ordonnances sur l'emploi et l'intéressement... Il faudrait d'ailleurs, pour broser un tableau complet, prendre en considération bien d'autres éléments, comme : la réorganisation de l'armée, qui institue, aux côtés de la force de frappe, une force mobile d'intervention à distance (parachutistes, blindés légers) rodée périodiquement au Niger et au Gabon, mais dont la destination ouvertement contre-révolutionnaire ne fait pas de doute, et une force de défense opérationnelle du territoire conçue directement en vue du quadrillage policier du pays ; le renforcement de l'appareil policier, CRS, polices urbaines, gardes mobiles ; et d'autres éléments encore que nous connaissons moins bien, comme la réorganisation de

l'appareil préfectoral (important mouvement de personnel de ces derniers mois, nomination de Somville, l'ancien bras droit de Papon, au cabinet de Pompidou, etc.) ; la réorganisation du ministère de l'Intérieur ; la quasi-suppression de toute garantie d'indépendance pour les juges du parquet ; la réforme de la procédure de l'instruction (avec l'institution du secret) ; l'allongement du délai de garde à vue... etc. Le bonapartisme a, certes, maintenu toutes les apparences "quotidiennes" d'une vie démocratique normale, mais en réalité il n'est pratiquement aucun domaine des libertés publiques et individuelles qui n'ait été gravement entamé dans la dernière période (avec le silence et dans l'indifférence bien sûr des "juristes démocrates"). » (*Le bonapartisme gaulliste et les tâches de l'avant-garde*, Robert Clément, *La Vérité*, février-mars 1968, n° 540.)

A la suite des élections législatives de mars 1967, le gouvernement Pompidou demande à l'Assemblée nationale et obtient évidemment d'elle les pouvoirs spéciaux jusqu'au 31 octobre pour régler par ordonnances et décrets l'ensemble des problèmes économiques et sociaux. Au cours de l'été, les ordonnances Pompidou sont promulguées. Elles portent :

« Sur l'emploi : elles visaient non à résorber le chômage, mais à utiliser au mieux pour les besoins des profits capitalistes la situation créée par son extension.

Le but avoué de l'Agence nationale pour l'emploi était d'accroître la mobilité de la main-d'œuvre. Ainsi, "pour le compte de l'Etat", se crée un organisme que l'on peut comparer aux entreprises de location du travail, type "Manpower", qui a l'ambition de contrôler 30 à 35 % de la main-d'œuvre nationale. Il s'agit de disposer d'une masse de travailleurs déqualifiés, exploitables à merci, transférables sans garantie d'un bout à l'autre du territoire selon les besoins du profit.

Sur la Sécurité sociale : il s'agit de démanteler une conquête ouvrière. Il s'agit, en définitive, de reprendre aux travailleurs, pour le réintégrer dans le circuit du profit, le salaire différé

appartenant en propre aux travailleurs que représentent les fonds de la Sécurité sociale. Pour cela, il faut briser l'institution même de la Sécurité sociale, ôter tout contrôle aux travailleurs sur les fonds qui leur appartiennent, menacer — par le relèvement des prestations, la limitation des risques couverts, la réduction du ticket modérateur — la santé de centaines de milliers de travailleurs.

Sur l'intéressement : les termes mêmes de l'introduction à l'ordonnance sur l'intéressement en définissent le contenu : "Il faut faire participer les travailleurs à l'expansion des entreprises et les y intéresser directement, cela d'autant que le V^e Plan subordonne justement la croissance économique à une augmentation des investissements dus principalement à l'autofinancement." On voit qu'il ne s'agit nullement, comme l'ont affirmé les dirigeants du mouvement ouvrier, d'une simple duperie. Il s'agit de faire participer les travailleurs à leur propre surexploitation. Il s'agit, en enchaînant les organisations syndicales à la réalisation des objectifs de production de l'entreprise, de faire du délégué syndical un agent de la direction, de transformer les organisations syndicales d'organisations revendicatives en rouages du patronat et de l'Etat. Il s'agit d'un pas en avant important dans la voie de l'intégration.

Sur l'adaptation des entreprises au Marché commun : cette ordonnance décide toute une série de mesures, en particulier allègements fiscaux pour les entreprises qui se modernisent, signifiant que le contribuable en général — c'est-à-dire d'abord le travailleur — fera les frais du développement des grandes entreprises capitalistes. » (*La grève générale de mai-juin 1968*, François de Massot.)

Dans ce cadre, il s'agit de mettre en application le V^e Plan (l'« ardente obligation du plan » de De Gaulle), dont l'objectif est de rendre le capitalisme français compétitif, alors qu'en mai 1968 vont être abolies les frontières douanières entre les six pays du Marché commun, c'est-à-dire de surexploiter la classe ouvrière, de briser toute capacité de résistance des masses exploitées et de la jeunesse.

Cependant, les conditions politiques ne sont plus identiques à ce qu'elles étaient avant la grève des mineurs de mars-avril 1963. La défaite politique que de Gaulle a subie a de dures répercussions sur le régime, et la bourgeoisie perd en partie sa confiance en eux. De Gaulle ne peut prendre le risque d'un affrontement direct « classe contre classe » avec le prolétariat et la jeunesse, dont l'ont protégé les appareils syndicaux et en premier lieu celui de la CGT au moment de la grève des mineurs. Il lui faut donc triquer et ruser. Mais le temps presse.

Seront finalement décisifs les processus politiques qui se déroulent dans le mouvement ouvrier, à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, les rapports complexes qui s'y combinent en regard de la politique du pouvoir et du capital. Les limites de cet article ne permettent pas de les retracer dans le détail. Aussi faut-il se contenter d'évoquer les faits qui sont les plus marquants.

A peine la grève des mineurs était-elle terminée que l'appareil stalinien tendait tous ses moyens pour lancer une vague de grèves tournantes et disloquantes. Avant même la grève des mineurs, pour bloquer et liquider un mouvement de grève spontané qui s'est produit à la RATP à la veille du référendum d'octobre 1962, l'appareil stalinien a réussi à imposer aux catégories ouvrières une série de grèves tournantes qui dureront des semaines et se termineront par l'épuisement des travailleurs de ces catégories, si on excepte les dépôts, dont celui de Clichy, qui ont opposé aux grèves tournantes la grève jusqu'à satisfaction. A peine la grève des mineurs était-elle terminée que l'appareil stalinien de la CGT lançait criminellement une nouvelle série de grèves tournantes, mais cette fois au réseau ferré de la RATP. Il donnait délibérément les moyens au gouvernement de prendre une mince revanche : l'Assemblée nationale gaulliste votait en juillet une première loi réglementant le droit de grève dans les services publics ; un préavis de cinq jours francs avant de déclencher une grève devenait obligatoire. Les appareils n'allaient pas pour autant abandonner leur tactique de sabotage délibéré de la combativité ouvrière.

POUR ET CONTRE LE « TOUS ENSEMBLE »

Mais la conviction que la grève générale contre de Gaulle et le patronat pour arracher les revendications était nécessaire et possible au moment de la grève des mineurs s'est profondément implantée dans la classe ouvrière. La méthode des grèves tournantes se heurte à l'expérience et aux aspirations des masses. L'appareil de la CGT, pour poursuivre sa politique, doit manœuvrer et ruser avec les travailleurs et les militants. Il lance pour le 17 mars 1964 le mot d'ordre d'une journée nationale de grèves. Une forte participation aux grèves et aux manifestations démontre la volonté des travailleurs de combattre « tous ensemble ». C'est ce que va exprimer l'« appel de Nantes », que 135 ouvriers de cette ville lancent à l'initiative de l'OCI et qui se conclut ainsi :

« Pour combattre, il faut réaliser l'unité d'action ! L'unité pour l'action suppose que soient condamnées et abandonnées les grèves tournantes, qui divisent, fractionnent, atomisent le front des travailleurs. Les organisations syndicales devraient diriger la lutte d'ensemble, mais, au niveau des centrales, aucun bureau confédéral n'est partisan de s'engager dans une telle action.

Les organisations syndicales devraient diriger la lutte contre le régime capitaliste, mais toutes participent aux différents organismes (Plan, etc.) où le patronat prépare les mauvais coups contre la classe ouvrière. Travailleurs, syndiqués de toutes tendances, c'est à nous d'imposer, de contrôler, de surveiller le comportement de nos dirigeants. Organisons-nous ! Discutons ensemble ! Imposons nos décisions ! »

Des milliers de travailleurs de diverses régions de France vont contresigner cet appel à partir duquel toute

une agitation se développe au cours de l'année 1964 pour le « tous ensemble ». Ainsi, le 19 juin, salle Lancry, un meeting réunissait des centaines de participants. De nombreux militants responsables y prenaient la parole. Néanmoins, dès après le 17 mars, les appareils des organisations syndicales, d'abord et avant tout celui de la CGT, fréquemment épaulé par la CFTC, poursuivaient la valse des grèves tournantes chez les cheminots, les postiers, dans la métallurgie, etc. Les grèves tournantes permettaient au gouvernement de faire ratifier par l'Assemblée nationale une nouvelle loi réglementant le droit de grève pour les contrôleurs de la navigation aérienne.

LE 11 DECEMBRE 1964 ET SES SUITES

Le gouvernement de Gaulle-Pompidou poursuivait inlassablement son attaque contre la classe ouvrière. Les dirigeants de FO étaient amenés à proposer « une grève générale interprofessionnelle contre le V^e Plan, la politique des revenus et l'asservissement des syndicats à l'Etat ». De leur côté, les directions de la CGT et de la CFTC des services publics, auxquels les fonctionnaires FO et FEN s'associaient, décidaient une manifestation des travailleurs de ce secteur le 2 décembre 1964, place de l'Opéra. Mais le gouvernement interdisait la manifestation. Les dirigeants FO et FEN appelaient alors toutes les corporations à une grève générale de vingt-quatre heures le 11 décembre. Les dirigeants de la CGT et de la CFTC s'y associaient tout en limitant l'ordre de grève aux fonctionnaires et aux travailleurs des services publics. De leur côté, les dirigeants FO se refusaient à tout front unique déclaré avec les dirigeants de la CGT. L'aspiration au « tous ensemble », à la grève générale, était si puissante que la grève du 11 décembre 1964 était totale dans les services publics et chez les fonctionnaires. En de nombreuses entreprises privées des centaines de milliers de travailleurs débrayaient. La grève, une fois encore, exprimait la fantastique puissance de la classe ouvrière.

Dès lors se posait la question : et maintenant ? La seule réponse positive était d'engager la grève générale

contre de Gaulle et pour la satisfaction des revendications. Cette réponse, la classe ouvrière l'attendait des dirigeants des centrales syndicales. L'appel du comité confédéral national de la CGT-FO à la grève du 11 décembre avait fière allure :

« Contre la politique rétrograde du gouvernement qui conduit au chômage et favorise les profits capitalistes,

Contre le V^e Plan qui n'a pas de buts sociaux,

Contre le plan de stabilisation qui freine les salaires,

Contre l'illusion d'une politique dite des revenus,

Contre la tentative de neutralisation des syndicats par le pouvoir,

Devant la pression paralysante des pouvoirs publics, l'heure n'est plus aux atermoiements, ni à la tactique de la guérilla continue. »

Mais attention. Pour les dirigeants de FO et de la FEN, la grève de vingt-quatre heures avait été utile comme moyen de pression sur de Gaulle et son gouvernement. En aucun cas il ne s'agissait d'en finir avec eux et leur politique. Aussi la grève était-elle sans lendemain. En ce qui concerne les dirigeants staliniens, coincés entre les aspirations des masses au « tous ensemble » et l'ordre de grève générale de vingt-quatre heures que les dirigeants de FO et de la FEN avaient lancé, ils avaient été contraints de suivre, tout en limitant leur appel à la grève aux travailleurs des services publics et aux fonctionnaires.

Un accord de fait significatif s'est alors réalisé entre les appareils confédéraux pour désamorcer les conséquences de la grève générale de vingt-quatre heures du 11 décembre 1964.

Dès le lendemain du 11, l'appareil CGT relance les grèves tournantes, grève des roulants SNCF les 18 et 19, grèves tournantes dans les PTT.

Il n'est d'ailleurs que de se reporter à la résolution de la CA de la CGT du 22 décembre 1964 (« Le Peuple », n° 716) pour mieux comprendre :

« L'action unie aura son plein effet si se développent des campagnes

revendicatives suivies et systématiquement organisées dans chaque lieu de travail, localité, corporation, en face de chaque employeur et de chaque chambre patronale, avec le souci de s'assurer la compréhension et le plus large appui de la population. Ces campagnes auront leur pleine efficacité dans la mesure où seront mises en valeur les revendications propres à chaque catégorie (...) et prises toutes initiatives pour associer les syndiqués, consulter les travailleurs, décider avec eux et avec les autres organisations des mots d'ordre à chaque phase du développement de l'action, en alliant les actions partielles à des mouvements de plus grande ampleur. »

Les 6 et 8 janvier, nouveaux communiqués du bureau confédéral CGT annonçant

« une grève avant la fin du mois de janvier si le gouvernement persiste dans son refus d'ouvrir des négociations valables lors des procédures dilatoires actuelles, condamnées par l'ensemble des organisations syndicales.

Le bureau de la CGT apportera son soutien actif aux organisations des secteurs public et nationalisé pour le succès complet de la grève qui sera déclenchée avant la fin du mois de janvier (...). En même temps, la CGT demande à ses organisations (fédérations du secteur privé) (...) de prendre les contacts et initiatives nécessaires pour assurer, dans des conditions qui tiendront compte de chaque situation, la plus large participation à l'action. »

UNE GREVE PARTAGEE SUR DEUX JOURS : 27 ET 28 JANVIER 1965

La direction de FO, qui s'affirme « anti-unitaire », appelle, avec la CGT, la CFDT, la CGC et la FEN, les fonctionnaires et les travailleurs des services publics à une grève les 27 et 28 janvier. Le 20 janvier, la « CE de la CGT-FO élargie aux fédérations », sous la pression du bureau confédéral, déclarait « soutenir pleinement les fédérations qui de ce fait avaient décidé la grève pour les 27 et 28 jan-

vier ». Cette action s'inscrit dans le prolongement du 11 décembre 1964. De plus, les travailleurs du secteur privé sont appelés par leurs organisations FO à « participer largement et activement au mouvement ». (« Force ouvrière », 27 janvier 1965.)

Le numéro 233 d'« Informations ouvrières » ronéotypé, en date du 6 février 1965, écrit :

« Après les grèves des 27 et 28 janvier, toutes les fédérations — CGT, CGT-FO, CFDT — ainsi que la FEN se félicitent de l'« ampleur » de la « deuxième étape » du mouvement. En vérité, cette satisfaction ne repose sur aucune réalité : 80 % des travailleurs ont fait grève le 11 décembre, à peine 40 % en moyenne les 27 et 28 janvier. Ainsi, en un peu plus d'un mois, nous avons assisté à une opération réussie dans le but de désamorcer les possibilités ouvertes. Le 11 décembre, les travailleurs des services publics, de la fonction publique et les secteurs du privé qui se sont associés ont massivement participé à l'action. Ils avaient parfaitement conscience que la grève du 11 décembre n'aboutirait pas à un succès revendicatif immédiat. Ils acceptaient ce mouvement comme une étape vers le « tous ensemble » contre le gouvernement. Les mots d'ordre confédéraux précisaient en partie ces objectifs : contre l'intégration, contre les tentatives de l'Etat de neutraliser les syndicats. Etape vers une action d'ensemble visant à faire capituler le gouvernement, le 11 décembre devait précéder une mobilisation plus large, plus générale, dans la mesure même où Pompidou et de Gaulle manifestaient clairement leur volonté de ne pas reculer. »

Plus loin, « Informations ouvrières » poursuit :

« A quoi avons-nous assisté ? Le 19 décembre, la CGT et la CFDT lançaient une première grève limitée chez les roulants de la SNCF. Durant le mois de janvier, toutes les directions confédérales unissaient leurs efforts pour désorganiser les possibilités ouvertes le 11 décembre. Le mécanisme de cette honteuse trahison a été bien rodé. Nous en retracerons brièvement la trame :

1° - La grève fut décidée non pas tous ensemble, mais échelonnée sur deux jours.

2° - La volonté d'émettre le mouvement a été poussée à tel point que dans la Sécurité sociale, par exemple, la CGT et la CFDT ont imposé pour la région parisienne la grève le 27 et pour la province le 28.

3° - Le métro, l'enseignement public, les cheminots, etc., sont appelés à débrayer le 27, l'EDF le 28 ! La grève est à tel point partiellisée que, le 27 au matin, elle repose sur la tête d'épingle d'une seule catégorie, les conducteurs du métro où, par ailleurs, le syndicat autonome se prononce contre la grève ! C'est ainsi que le soi disant mouvement d'ensemble préparé par Frachon, Lauré, Bergeron et Descamps est supporté le 27 à 5 h 30 par à peu près 2 000 travailleurs. Le métro a donc fonctionné le 27, les travailleurs sont en partie allés au travail ! »

L'année 1965 allait être ponctuée par d'innombrables grèves tournantes. Cette année était également celle où, selon la Constitution dont le caractère bonapartiste avait été renforcé au référendum d'octobre 1962, pour la première fois le président de la République serait élu au suffrage universel. A ces élections, ni la SFIO ni le PCF ne présentent de candidats. Ensemble ils soutiennent la candidature de François Mitterrand. Mais il faut préciser qu'alors Mitterrand n'était pas membre et encore bien moins dirigeant d'un des deux grands partis ouvriers, mais à la tête d'une petite formation bourgeoise, l'UDSR. Certes, la mise en ballottage de De Gaulle était un échec politique du régime. Le plus important était cependant que les dirigeants de la SFIO et du PCF bouchaient toute possibilité d'expression politique de classe et toute issue de classe au prolétariat en ne présentant pas de candidat d'un parti ouvrier. C'était sur le plan des élections présidentielles la même politique que les grèves tournantes, que le refus du « tous ensemble » sur le terrain des luttes ouvrières. Un autre aspect de cette politique était la collaboration aux organismes de participation. Les dirigeants des partis ouvriers et les appareils syndicaux défendaient avec

acharnement l'Etat bourgeois, en l'occurrence la V^e République. Ils combattaient avec non moins d'acharnement contre la réalisation du front unique ouvrier.

GREVES ET ELECTIONS LEGISLATIVES EN 1967

Il serait extrêmement long et fastidieux d'énumérer les innombrables grèves tournantes et actions de ce type que, sous l'impulsion de l'appareil stalinien de la CGT, les appareils bureaucratiques allaient imposer à la classe ouvrière au cours de mois et d'années. Le 10 janvier 1966, la direction de la CGT et celle de la CFDT devenue CFDT concluaient un pacte d'unité qui s'inscrivait dans la politique de participation. A partir de lui, une nouvelle relance de la méthode des grèves tournantes était entreprise au nom de l'« unité ». Mais cette succession de grèves tournantes amène à des tensions insupportables entre la classe ouvrière, les militants, les appareils, que ceux-ci doivent détendre. Pour donner satisfaction à la « base » et aux militants, l'appareil de la CGT appelait à une journée nationale de grève le 17 mai. Témoignant une fois encore de la volonté des travailleurs de combattre tous ensemble, le 17 mai fut relativement suivi et une importante manifestation avait lieu l'après-midi de la Bastille à la République, regroupant environ 80 000 travailleurs et militants.

Mais déjà, épousant les formes politiques du régime et y subordonnant la classe ouvrière et la jeunesse, les dirigeants préparaient les élections législatives de mars 1967. Après les élections présidentielles, les dirigeants de la SFIO et du PCF poursuivaient sur la même ligne : la SFIO s'agglomérerait avec de petites formations bourgeoises comme l'UDSR ainsi qu'une partie des radicaux. De leur côté, les bureaux confédéraux CGT et CFDT appelaient à une « grève d'ampleur nationale » pour le 1^{er} février 1967, qui sera relativement suivie.

Mais « Le Monde » du 8 février 1967 précisait :

« La poursuite de l'action syndicale : la CA de la CGT, réunie ce mardi, a fait le bilan des actions

revendicatives du 1^{er} février. La CFDT réunit son bureau confédéral le 10 février, et les représentants des deux confédérations se rencontreront ultérieurement. Des contacts sont également prévus avec la Fédération de l'éducation nationale. *Toutefois, les dirigeants syndicaux assurent catégoriquement que, dans la poursuite de leur action, ils n'envisagent aucune manifestation générale d'ici au 5 mars.* »

Ainsi, tout était clair : les dirigeants de la CGT et de la CFDT avaient ouvert le 1^{er} février 1967 la « soupape de sûreté ».

Pourtant, la « paix sociale » sera fortement troublée au cours de la période électorale. Et d'abord par les travailleurs des usines Dassault de Bordeaux. Toute une agitation s'est développée dans ces usines pendant le mois de décembre 1966. Elle exprime la volonté des ouvriers d'arracher la revendication qui est la leur : 0,50 F de l'heure pour tous. Fin janvier 1967, la direction lockout les ouvriers, envoie 63 lettres de licenciement. Les ouvriers de chez Dassault à Bordeaux répliquent par la grève pour la réintégration des licenciés et les 0,50 F. Au fur et à mesure que s'avance la campagne électorale, la direction de chez Dassault lève le lock-out et annule les licenciements. Aux dirigeants syndicaux qui sont pour la reprise lorsque le lock-out est levé le mercredi 22 février, les ouvriers imposent la poursuite de la grève à l'intérieur de l'usine. Finalement, le 28 février, la direction de chez Dassault, sans accorder les 0,50 F pour tous, accorde une augmentation allant de 0,26 à 0,38 F de l'heure et le rattrapage en plusieurs étapes par rapport aux salaires de la région parisienne, la dernière se situant fin décembre 1967. Elle a cédé quelques jours avant le premier tour des élections (5 mars). Les travailleurs de chez Dassault n'ont pas respecté la paix sociale. Il est vrai qu'à Bordeaux le syndicat FO est dirigé par des militants « lutte de classe ».

A ces élections législatives, pour la première fois, l'OCI présentait un candidat. Cette candidature unique dans un secteur de la Seine donnait un point d'appui à une campagne politique pour la rupture avec la participation, pour le front unique des partis

ouvriers, pour la mobilisation générale de la classe ouvrière et des masses exploitées contre de Gaulle, son gouvernement, sa politique. L'OCI liait indissolublement agitation politique et

utilisation de la campagne électorale pour le combat sur le terrain direct de la lutte des classes, selon les méthodes du prolétariat, comme en témoigne le texte qui est publié ci-dessous.

Solidarité avec les ouvriers de chez Dassault

Les travailleurs et jeunes réunis à Saint-Ouen le 17 février 1967, dans la première réunion électorale organisée par l'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALE (Pour la Reconstruction de la IVème Internationale) vous adressent, à vous, lockoutés de chez Dassault l'expression de leur totale solidarité.

Vous informent : 1°) qu'ils ont collecté lors de leur réunion 900 F qu'ils chargent le camarade Salamero, syndicaliste lutte déclassés, de vous remettre;

2°) qu'ils demandent aux centrales C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T. et F.E.N. d'organiser dans l'unité, à tous les échelons, et dans toutes les entreprises la collecte des sommes qui vous sont indispensables pour tenir et vaincre;

3°) que le camarade Stéphane JUST, ouvrier à la R.A.T.P., candidat trotskyste, a envoyé une lettre à Etienne FAJON candidat P.C.F. et au candidat S.F.I.O. de la circonscription pour :

- a) que le P.C.F. et la S.F.I.O. utilisent le temps de parole qui leur est dévolu à la Radio et à la Télévision pour appeler les travailleurs de toutes les corporations à manifester leur solidarité active aux lockoutés de chez Dassault;
- b) que soit ouverte une collecte permanente dans toutes les réunions électorales organisées par le P.C.F., la S.F.I.O. et l'OCI pour vous aider dans votre lutte

Les travailleurs réunis à Saint-Ouen estiment que cette solidarité financière doit s'inscrire dans une mobilisation active des travailleurs, en particulier les travailleurs de la métallurgie qui doivent être appelés en Front Unique à une grève générale de solidarité.

Dans cette voie, les lockoutés de chez Dassault peuvent arracher :

- les 50 F uniformes pour lesquels ils ont engagé leur lutte ;
- la levée du lockout sans condition,
- le refus de tous licenciements.

Dans cette voie, Dassault, l'homme politique de l'U.N.R., De Gaulle et Chaban-Delmas, député de Bordeaux, 3ème personnalité du régime, peuvent être contraints de reculer.

.../

(suite page 52)

La victoire des ouvriers de chez Dassault peut devenir la première étape de la contre-offensive ouvrière contre les menées du capital, contre les 600.000 chômeurs décidés par le 5ème Plan, contre le démantèlement de la Sécurité Sociale et la déqualification généralisée que préparent le patronat et l'Etat bourgeois.

Sur le terrain de la lutte de classe, la victoire des ouvriers de chez Dassault peut permettre de défaire De Gaulle aux élections.

VIVE LA VICTOIRE TOTALE DE LA LUTTE DES OUVRIERS DE CHEZ DASSAULT

VIVE LES OUVRIERS DE CHEZ DASSAULT QUI, EN 1936, OUVRIRE^{NT} LA VOIE A LA LUTTE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE, COMME EN 1936, LES OUVRIERS DE CHEZ BLOCH DASSAULT ONT DONNE LE SIGNAL DE LA GREVE GENERALE DE JUIN 1936.

Voté à l'unanimité des 400 travailleurs présents

D'autres grèves importantes se sont déroulées pendant cette période électorale. A la Rhodiaceta, les ouvriers de l'usine de Lyon-Vaise imposent la grève le 28 février alors que ceux de l'usine de Besançon avaient déjà débrayé depuis plusieurs jours. Mais les appareils imposent que la grève soit renouvelable chaque jour. Et surtout, ils font silence et isolent le mouvement pendant la fin de la campagne électorale. Ce sera seulement le 15 mars, trois jours après le second tour des élections, que les fédérations de la chimie appelleront à des débrayages limités et fractionnés dans les autres usines du groupe. Ce même jeudi 15 mars, les patrons rompaient les pourparlers parce que la « liberté du travail »

n'était pas assurée. Après vingt-trois jours de grève, les travailleurs de Rhodiaceta étaient contraints de reprendre le travail avec seulement 3,80 % d'augmentation, accord conclu au niveau national entre le trust Rhône-Poulenc et les responsables syndicaux, sous l'arbitrage du gouvernement.

Ensuite, ce sont les travailleurs de chez Berliet qui imposèrent la grève. Mais ils restent isolés. Les CRS occupent l'usine. Les travailleurs sont contraints, trahis par les dirigeants, de rentrer sans avoir obtenu satisfaction. Après des semaines de grève, ce sera la même chose pour les mensuels des chantiers de Saint-Nazaire, pour les mineurs de l'Est.

une nouvelle étape s'annonce

Cependant, alors même que les travailleurs sont battus, « Informations ouvrières » de juin 1967 note :

« Les mensuels de Nantes, Berliet, puis, après les élections, les mineurs de l'Est témoignent de la volonté de

la classe ouvrière d'organiser la résistance, les grèves partielles ne sont pas des grèves tournantes. »

Du côté du gouvernement, il faut accélérer les rythmes. Les relations entre les classes en France comme

l'échéance de l'ouverture totale du Marché commun en 1968 l'exigent. Le 26 avril 1967, le Conseil des ministres décide de demander au Parlement l'autorisation de régler par décrets l'ensemble des problèmes économiques et sociaux, jusqu'au 31 octobre. Dès le lendemain des élections, l'OCI a lancé la revendication adressée aux centrales syndicales d'organiser des assises nationales de la classe ouvrière, pour que se réalise, sur la base d'un programme de défense du pouvoir d'achat, des conditions de travail, de la qualification professionnelle et de la défense de la jeunesse, le front unique de lutte des travailleurs et de la jeunesse sur une perspective de lutte unifiée correspondant à l'enseignement des luttes précédentes et à la nécessité de préparer la riposte à l'offensive du capital et de l'Etat bourgeois. Ce mot d'ordre s'inscrit pleinement dans la politique de classe défendue par les trotskystes au cours de la campagne électorale. A partir de lui, des milliers de travailleurs, de jeunes, peuvent et doivent être regroupés afin de combattre dans les usines, les syndicats, parmi la jeunesse ouvrière et celle des écoles, pour imposer aux directions des centrales syndicales une politique de lutte classe contre classe. Sur cette orientation et la concrétisant, l'OCI prenait l'initiative de convoquer le 24 juin 1967 à Paris une « assemblée générale des jeunes contre la déchéance de la jeunesse », le 25 juin une « conférence des travailleurs et des jeunes pour le front unique ouvrier » pour la convocation d'Assises nationales pour l'unité.

L'OCI diffusait massivement la déclaration de son comité central, dont on peut lire ci-contre un extrait.

Bien entendu, il serait profondément erroné d'estimer que la décision des dirigeants des centrales syndicales d'appeler à une grève générale de 24 heures le 17 mai 1967 a résulté de l'appel du comité central de l'OCI, mais il serait tout aussi bien erroné de ne pas comprendre que, si faible que soit encore l'OCI, le fait qu'elle formule les besoins et les aspirations des masses, que ses militants combattent dans les corporations, les entreprises, parmi la jeunesse, sur cette ligne, devient un facteur de la conscience et de l'action des masses.

DECLARATION DU COMITE CENTRAL DE L'OCI

- « — Contre les pouvoirs spéciaux ;
- Pour la défense des libertés ouvrières et démocratiques ;
- Contre la déchéance de la jeunesse ;
- Pour la garantie de l'emploi et de la qualification ;
- Pour la défense du pouvoir d'achat ;

Les organisations ouvrières et syndicales — et en premier lieu la CGT, la CGT-FO, la FEN — doivent, dans l'unité, appeler :

**500 000 travailleurs et jeunes
à manifester
devant l'Assemblée nationale**

(...) Les militants ouvriers de toutes tendances qui, dès le 15 avril, comprenant les menaces qui pesaient sur les travailleurs et leurs organisations, avaient pris l'initiative de lutter pour que les centrales ouvrières organisent les **Assises nationales d'unité** pour la garantie de l'emploi et la défense du pouvoir d'achat, contre la déchéance professionnelle et pour la défense des libertés, appellent les travailleurs et les militants à se regrouper et à s'organiser pour que

**500 000 travailleuses et travailleurs
manifestent
devant l'Assemblée nationale**

Pour que

**Toutes les travailleuses et tous les
travailleurs en France manifestent
devant les préfetures.**

Le 1^{er} mai 1967. »

(diffusé en tract à partir du 8 mai)

L'appareil stalinien, lui, ne s'y est pas trompé. La déclaration du comité central de l'OCI était diffusée après le 8 mai, c'est-à-dire avant que les centrales syndicales prennent la décision d'appeler à une « grève nationale » le 17 mai 1967 et (sauf FO) à une manifestation de la Bastille à la République.

Le 5 mai, l'union régionale CGT dénonçait la « provocation ». Le 11 mai, « L'Humanité » précisait dans un communiqué :

« Depuis la décision de grève de vingt-quatre heures, des bruits, dont l'origine n'était pas encore déterminée, circulaient, prêtant aux organisations syndicales de la région parisienne l'intention d'organiser une manifestation devant l'Assemblée nationale le 17 mai.

On connaît la mise au point publiée le 5 mai à ce sujet par l'union régionale CGT des syndicats de la région parisienne, destinée à ne laisser subsister aucune équivoque et à dénoncer le caractère provocateur de cette diversion.

Depuis quarante-huit heures, les instigateurs de cette provocation se sont fait connaître. Ils s'agit de groupes trotskystes qui font circuler un tract dans la région parisienne visant à faire tomber les organisations syndicales dans ce piège grossier.

Ces éléments irresponsables, étrangers au mouvement syndical, se manifestent toujours dans les périodes d'intense lutte ouvrière comme les auxiliaires de tous les mauvais coups et de toutes les tentatives de provocation fomentées par le pouvoir et le grand patronat contre le mouvement ouvrier.

Il est évident que, pour les travailleurs et leurs organisations syndicales, le seul fait de connaître les instigateurs de cette entreprise aventurière suffit à tenir leur vigilance en éveil. »

Il s'agit d'un témoignage de la corresponsabilité entre les mots d'ordre de l'OCI et les aspirations des masses. Le 17 mai, la grève sera massive et la manifestation, quoique sans perspectives, imposante. Ce sera une raison supplémentaire pour l'appareil de la

CGT et celui de la CFDT de tenter de relancer les grèves tournantes. Les unions départementales de la région parisienne CGT et CFDT de la métallurgie organisaient pour le 31 mai une journée d'« actions multiples ». C'est ainsi que le gouvernement de Gaulle-Pompidou obtiendra les pouvoirs spéciaux de l'Assemblée nationale gaulliste et édictera au cours de l'été ses ordonnances. A la rentrée, ce sera aussi le commencement de la mise en application de la réforme de l'enseignement qui porte le nom de Fouchet. Elle visait à éliminer 300 000 étudiants.

Il faut s'arrêter sur la tenue, le 24 juin, de l'« assemblée nationale des jeunes contre la déchéance de la jeunesse » à Paris, et sur celle, le 25, de la « conférence des travailleurs et des jeunes pour le front unique ouvrier ». A l'assemblée nationale des jeunes, il y a 1 000 participants. Ils ouvraient la perspective d'une manifestation centrale de la jeunesse contre la déchéance et la misère. Les pivots de cette activité étaient le Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER) et le journal « Révoltes ». Le 25 juin, 1 100 militants étaient réunis à la Mutualité pour les « Assises nationales d'unité d'action ». La résolution votée appelait à la constitution de Comités d'alliance ouvrière :

« (...) Nous, militants ouvriers de toutes tendances, jeunes, qui décidons ce jour de nous constituer, à tous les échelons, dans les entreprises, les professions et localement, en Comités d'alliance ouvrière, déclarons solennellement qu'il n'est pas dans notre intention de nous substituer aux organisations, et principalement aux centrales ouvrières, pour la réalisation de l'unité d'action, tâche qui, naturellement, incombe aux syndicats.

Les Comités d'alliance ouvrière s'engagent à lutter, en toutes circonstances, dans leurs organisations, pour que le front unique, classe contre classe, devienne l'instrument de la mobilisation de la résistance ouvrière à l'exploitation.

Comme méthode, pour atteindre cet objectif, les militants combattront pour la convocation de conférences d'unité d'action, à tous les

échelons, dans les entreprises, les professions et interprofessionnellement, pour que se constituent des comités intersyndicaux et interprofessionnels de résistance aux pouvoirs spéciaux, dans le but d'aboutir aux Assises nationales d'unité d'action. »

L'offensive antiouvrière et contre la jeunesse s'accroît au cours des derniers mois de l'année 1967 et des premiers mois de 1968. Mais la résistance de la jeunesse et des travailleurs s'amplifie également. Elle devient, malgré et par-dessus les appareils, de plus en plus nettement affrontement avec l'appareil d'Etat, c'est-à-dire combat politique avec les méthodes du prolétariat contre le gouvernement. De violentes batailles rangées opposent le 4 octobre à Limoges et au Mans paysans et CRS. A nouveau au Mans, le 10 octobre, de violents affrontements opposent travailleurs et CRS. Le supplément « IO » du groupe de la Sarthe indique :

« Les organisations syndicales organisent à Paris, le 10 octobre, pour appuyer la motion de censure, des délégations de militants contrôlés devant le Palais-Bourbon, ne risquant surtout pas la remise en cause de la légalité bourgeoise.

Seuls, en province, les travailleurs du privé en particulier seront appelés à manifester !

Seule au Mans, la manifestation des travailleurs ne se déroulera pas, comme prévu, "dans le calme et la dignité".

Les travailleurs du Mans ont montré, le 10 octobre, leur volonté de défendre leur dignité de travailleurs. Ils ont démontré l'impossibilité de défendre nos intérêts de classe sans la remise en cause de la bourgeoisie et de l'ordre établi, dans lequel les directions syndicales veulent à tout prix les enfermer.

Cette volonté des travailleurs du Mans est réaffirmée dans leur lutte du 26 octobre, qui fut supérieure qualitativement et quantitativement : 7 000 grévistes le 10 octobre, 14 000 le 26.

Le 10 octobre, les travailleurs avaient à l'esprit de faire que leur

manifestation au Mans serve effectivement à défendre leurs intérêts de classe : ils avaient à l'esprit *l'exemple de la manifestation paysanne* du 2 octobre, qui les avait précédés. Malgré cela, ce jour-là, ils ne pouvaient pas affronter le service d'ordre de l'Etat.

Par contre, le 26 octobre, après l'interdiction préfectorale leur interdisant :

— d'aller manifester devant la chambre patronale puis devant la préfecture ;

— de manifester sur la voie publique et de procéder à des barrages de routes,

les travailleurs du Mans, maintenant leur mot d'ordre d'action pour le 26 octobre, savaient qu'ils s'affronteraient à l'Etat bourgeois et à ses forces de police. Des travailleurs de chez Renault, avec qui nous avons discuté, nous ont dit clairement : « Ce n'est pas possible d'en rester là, nous avons voulu faire la démonstration au Mans que nous n'étions pas décidés à nous laisser faire, afin que cela serve d'exemple partout ailleurs en France. »

Les directions syndicales ont dû céder à la volonté des travailleurs de manifester sur le terrain qu'eux-mêmes ont choisi. »

Depuis la rentrée, l'agitation se développe contre le plan Fouchet à l'Université. Le 9 novembre, un meeting se tient rue Soufflot devant le siège de l'UNEF : 5 000 étudiants y participent. Mais les étudiants ne peuvent se contenter de ce meeting « toléré ». Contre ceux qui voulaient aller tranquillement errer en dehors du quartier Latin, les militants révolutionnaires ont proposé comme objectif la Sorbonne. Le SNES et le SNE-Sup sont obligés de céder et d'appeler les étudiants à aller manifester à la Sorbonne. Un heurt bref et violent a lieu au carrefour de la rue Soufflot et du boulevard Saint-Michel, entre les étudiants et les forces de l'ordre, avant que 5 000 étudiants manifestent aux cris de « A bas la sélection », « A bas le plan Fouchet », « A bas les ordonnances », « Vive les travailleurs du Mans », « Non au gouvernement ».

LE COMITE DE COORDINATION RATP, SECURITE SOCIALE, ETUDIANTS

Une fois encore, les appareils de la CGT et de la CFDT appellent à une « journée d'action ». La grande masse des travailleurs refusent d'y participer. Non qu'ils acceptent leur sort et renoncent ; tout au contraire, ils en ont assez. Ils veulent le combat contre de Gaulle et sa politique. Ils veulent le tous ensemble, la grève générale. Les 3 et 4 décembre 1967, à l'initiative de l'OCI, vingt-deux militants de toutes tendances et non syndiqués, ouvriers et employés de la RATP, de la Sécurité sociale, étudiants se réunissent. Ils décident de préparer une nouvelle réunion le 19 décembre. Elle regroupera 150 ouvriers et employés des mêmes corporations et étudiants. Ces 150 ouvriers, employés et étudiants vont exprimer les besoins des masses les plus profondes. Ils se constituent en comité de coordination.

EXTRAIT DE L'APPEL ADOPTÉ LE 5 JANVIER 1968 PAR LE COMITE DE COORDINATION

« Le 17 mai 1967, les travailleurs et les jeunes ont démontré qu'ils étaient prêts à se battre (...).

Mais les dirigeants ont refusé d'organiser le combat, le seul combat que les travailleurs de France et les travailleurs parisiens voulaient mener : s'organiser dans les chantiers, les bureaux, les usines et les corporations pour aboutir à la grève générale.

La grève générale contre les ordonnances n'a pas eu lieu.

La grève générale pour la garantie de l'emploi et la défense du pouvoir d'achat n'a pas eu lieu.

La grève générale pour les libertés ouvrières n'a pas eu lieu !

A la force unie du patronat et de l'Etat, les dirigeants ont opposé une tactique de mouvements dispersés qui disloquent la volonté de combat des travailleurs.

Les licenciements continuent, le coût de la vie augmente, le chômage croît, la Sécurité sociale est démantelée, la rentrée scolaire est catastrophique : voilà le résultat des grèves atomisées, dispersées, tournantes !...

IL FAUT QUE CELA CESSE !

Après la journée d'action du 13 décembre, qui s'est soldée par un échec, les dirigeants veulent de nouveau déclencher des grèves tournantes, dans la métallurgie, dans le textile et dans toutes les corporations.

Jusqu'où veulent-ils aller, les dirigeants ?

Pourquoi les confédérations se refusent-elles à préparer des actions sérieuses contre le patronat et le pouvoir ?

Pourquoi les dirigeants des organisations siègent-ils dans les commissions du V^e Plan, qui préparent le chômage, la misère et les licenciements ?

Pourquoi siègent-ils dans les conseils d'administration de la Sécurité sociale chargés d'augmenter les cotisations et d'abaisser les remboursements ?

Pourquoi les centrales ne demandent-elles jamais l'avis des travailleurs pour décider, contre leur volonté, les grèves tournantes ?

Pourquoi, alors que nous sommes des centaines de milliers dans la région parisienne, les dirigeants organisent-ils toujours les manifestations de la Bastille à la République ou en sens inverse ?

Pourquoi les centrales ne lancent-elles pas un appel à manifester là où siègent ceux qui détruisent les conquêtes de la classe ouvrière :

Devant les sièges patronaux ;

Devant les préfectures ;

Devant les ministères ;

Là où siège le gouvernement ?

**C'EST AUX TRAVAILLEURS A
DECIDER EUX-MEMES.**

UNE SEULE REPONSE !

Sur le terrain des entreprises, des bureaux, des chantiers, des facultés, sur le plan local, départemental et

national, professionnellement et interprofessionnellement, les travailleurs et les organisations doivent s'organiser en comités pour la préparation à la lutte.

Déjà, depuis notre réunion du 19 décembre, le Comité de défense des normaliens a décidé, les 3 et 4 janvier, de participer au travail du Comité de coordination !

Nous appelons les travailleuses, les travailleurs, les jeunes et les militants, dans chaque entreprise, chaque faculté, sur le terrain professionnel et à tous les échelons, local, départemental et national, tous ceux qui sont conscients de l'enjeu de la bataille de classe qui se prépare, et où se joue le sort de la classe ouvrière et de la jeunesse, à signer cet appel, à organiser des comités de coordination, à adhérer au Comité de coordination que nous, militants de toutes tendances, de la RATP, des employés de la Sécurité sociale et étudiants, avons créé.

LA VOIE EST OUVERTE POUR VAINCRE.

IL FAUT ORGANISER LE FRONT DE RESISTANCE UNIE CONTRE LA SUREXPLOITATION, LA MISERE ET LE CHOMAGE...

Conscient de ses responsabilités pour l'avenir de la classe ouvrière et de la jeunesse, le Comité de coordination a décidé de convoquer travailleurs et militants, jeunes, dans un meeting ouvrier, le 1^{er} mars 1968, où

seront définies concrètement les tâches à accomplir pour faire reculer et vaincre le patronat et son Etat.

Le devoir de tout militant est d'engager sa responsabilité dans ce combat. Il est de prendre contact avec le Comité de coordination.

Il s'agit du sort et de l'avenir de millions et de millions de travailleurs.

Il s'agit de l'avenir de la jeunesse. »

Fin janvier, début février, excédés des grèves tournantes et débrayages sans résultats, les ouvriers du montage des camions, à la Saviem, « montent dans les bureaux ». Ils votent « la grève illimitée jusqu'à satisfaction des revendications ». Bientôt, ce sera la « marche sur Paris ». Rejoints par des milliers de métallos et de travailleurs d'autres corporations, ils livrent bataille aux CRS. Toutes les ressources manœuvrières des appareils ont été nécessaires pour contenir, faire refluer, puis disloquer le mouvement. Cependant, toutes ces explosions politiques annoncent que quelque chose se prépare au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse : une explosion générale, l'engagement du combat contre le gouvernement de Gaulle-Pompidou et sa politique, et pour les revendications. Le meeting du 1^{er} mars s'insère dans ces rapports. Il est un engagement militant à la veille des événements qui vont déboucher directement sur la grève générale de mai-juin 1968.

vers la grève générale

Dès le mois de mars, l'agitation étudiante commence à prendre de l'ampleur. Elle s'accroît tout au cours du mois d'avril, en particulier à l'université de Nanterre. Les 27, 28 avril, au cours d'une conférence qui réunit 200 délégués représentant environ 1 000 étudiants, la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) est constituée.

De Gaulle, Pompidou, en application de leur politique d'ensemble qui veut adapter la structure du capitalisme français aux exigences du marché mondial, ont estimé au cours des semaines précédentes qu'ils pouvaient briser la résistance de la jeunesse étudiante à l'application de la réforme Fouchet. L'agitation qui règne à l'université de Nanterre leur est prétexte à

la fermer. Ils font traduire plusieurs étudiants devant le conseil de discipline aux fins d'exclusion de l'université. Le vendredi 3 mai, les groupuscules (ce terme en l'occurrence convient) fascisants, dont les liens avec la police sont évidents, ont affirmé qu'ils « nettoieraient la Sorbonne de la racaille marxiste ». Plusieurs centaines de militants du 22 mars, de la JCR, des groupes pro-chinois, de la Fédération des étudiants révolutionnaires se sont rassemblés dans la cour de la Sorbonne. De considérables forces de police cernent la Sorbonne et ensuite y pénètrent à l'appel du recteur. Ils arrêtent les militants de ces organisations, qu'ils embarquent dans des cars.

Cette opération est complémentaire à celle de Nanterre, il s'agit de « décapiter » politiquement les étudiants et de détruire leur capacité de résistance à l'application de la réforme Fouchet. Le gouvernement estime pouvoir briser les étudiants car il est appuyé à fond par le Parti communiste français, qui tente de discréditer le mouvement étudiant auprès des travailleurs. Marchais lui-même donne de la plume le vendredi 3 mai : « L'Humanité » publie le fameux article dans lequel Marchais écrit : « De faux révolutionnaires à démasquer ».

« Les groupuscules gauchistes s'agitent dans tous les milieux. » (...)
 « Ces faux révolutionnaires (...) suivent les intérêts du pouvoir gaulliste et des grands monopoles capitalistes. Il s'agit, en général, de fils de grands bourgeois méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière. »

« LIBEREZ NOS CAMARADES ! »

Mais l'imprévu se produit : spontanément, plusieurs milliers d'étudiants se rassemblent dans les rues avoisinantes de la Sorbonne. Ils manifestent. Un cri jaillit : « Libérez nos camarades ! » Des arrestations, des condamnations à des peines de prison ferme sont prononcées. La Sorbonne est fermée et occupée par les forces de police. L'UNEF et le SNESup lancent l'ordre de grève générale des étudiants et des professeurs d'université. Ils adressent un appel aux travailleurs, leur demandant de manifester leur

solidarité. Le mouvement étudiant est ordonné par des revendications précises : levée des poursuites administratives, judiciaires et universitaires engagées contre les étudiants, non-lieu sur les enquêtes en cours, libération des détenus, retrait de toutes les forces de police de tous les lieux universitaires et de leurs environs, levée du lock-out dans les établissements universitaires.

Cependant, y compris telle qu'elle est engagée, l'épreuve de force avec les étudiants n'effraie pas le gouvernement Pompidou-de Gaulle. L'Etat bourgeois a les ressources d'écraser les étudiants... si la classe ouvrière ne se met pas en mouvement. C'est de son intervention que dépend entièrement l'issue de la lutte. Le processus qui aboutira à la grève générale de vingt-quatre heures et à la manifestation du 13 mai s'amorce au cours des journées du 6 et du 7 mai, lorsque par milliers les jeunes travailleurs rejoignent les manifestations étudiantes et participent aux engagements avec la police et les CRS. Dès le 8 mai, les directions syndicales, particulièrement celle de la CGT, et les directions des grands partis ouvriers, singulièrement celle du PCF, sont contraintes, en raison de l'indignation, de la colère, du sentiment de solidarité nécessaire avec les étudiants qui s'emparent des travailleurs, de « tourner ». En contact avec l'UNEF, le jeudi 9 mai et le vendredi 10 mai, elles projettent pour le mardi 14 mai une manifestation qui doit affirmer la solidarité des travailleurs avec les étudiants.

Fort heureusement, la mobilisation de la classe ouvrière est suffisamment engagée et la manifestation de la nuit du 10 au 11 mai n'aboutira pas à l'écrasement du mouvement étudiant. Sans aucune perspective, sous la direction de Cohn-Bendit et de la JCR, plusieurs milliers d'étudiants se laissent enfermer par des milliers et des milliers de policiers, de CRS, de gendarmes mobiles, comme dans une nasse, au cœur du quartier Latin. Ils construisent des barricades, se battent avec acharnement et courage contre les forces policières, qui donnent l'assaut. Cohn-Bendit proposait comme objectif à cette manifestation la réoccupation de la Sorbonne par les étudiants. Quelques heures plus tard, à 6 heures du matin, il ne peut qu'en appeler aux

organisations syndicales contre la répression. Les travailleurs en effet ne sauraient la tolérer. Ils ont acquis la certitude que l'écrasement des étudiants par les forces répressives de l'appareil d'Etat serait une victoire politique du gouvernement Pompidou-de Gaulle qui lui donnerait les moyens de précipiter son offensive contre la classe ouvrière. Le matin du 11 mai, les centrales syndicales se rendent compte que la classe ouvrière n'est pas décidée à se laisser faire : elles donnent l'ordre de grève générale et de manifestation pour le 13 mai. A peine de retour d'Afghanistan, Pompidou rectifie la politique du gouvernement et opère une retraite stratégique : les forces de police évacueront la Sorbonne, il n'y aura pas de sanctions, les emprisonnés seront libérés.

Trop tard : l'appel des centrales syndicales a cristallisé l'aspiration des travailleurs à engager le combat contre le gouvernement, contre de Gaulle, qui se développe depuis des années.

Un million de travailleurs et de jeunes se rassemblent et s'unifient comme classe, au cours de la manifestation, sur le mot d'ordre politique : « De Gaulle, dix ans ça suffit ! » Ils ouvrent la voie à 10 millions de travailleurs qui vont se précipiter dans la grève générale.

La grève générale va donc déferler. Sans doute était-on arrivé au point des rapports entre les classes où inévitablement l'explosion devait se produire. Pourtant, aussi faible que soit encore à ce moment-là l'OCI, elle a constamment ouvert la voie qui a conduit à la grève générale de mai-juin 1968. L'intervention de la FER, à chaque instant, a répondu à la préoccupation de la mobilisation des étudiants en relation avec l'objectif de mobiliser la classe ouvrière. C'est sous son impulsion que l'UNEF jouera son rôle d'organisation syndicale se situant sur le terrain du front unique ouvrier et s'adressant à la classe ouvrière, préparera la manifestation du lundi 6 mai (ci-contre).

20 000 manifestants, malgré les charges de police, dressent des barricades, tiennent la rue jusqu'à 22 heures, heure où l'UNEF appelle à la disper-

L'APPEL DE L'UNEF A LA POPULATION

« La violence policière a réprimé sauvagement les étudiants dans la soirée du vendredi 3 mai : 593 arrestations, des centaines de blessés. Comme les ouvriers de Caen et d'ailleurs, les étudiants, les passants ont été frappés par une répression féroce.

En effet, leur lutte est fondamentalement la même : les ouvriers refusent la société qui les exploite, les étudiants refusent une Université qui tend à faire d'eux les cadres dociles d'un système fondé sur l'exploitation, parfois même les complices directs de cette exploitation.

La presse réactionnaire vise à présenter le mouvement étudiant comme une révolte de jeunes privilégiés et cherche à nous couper de nos alliés naturels. La bourgeoisie sait en effet que c'est aux côtés des travailleurs et à leurs côtés seulement que les étudiants peuvent vaincre. Contre ce mur du mensonge, les étudiants doivent faire connaître à la population les mobiles de leurs combats.

La bourgeoisie cherche à isoler et à diviser le mouvement ; la riposte doit être immédiate.

C'est pourquoi :

L'UNEF propose aux syndicats enseignants et ouvriers de reprendre le processus unitaire qui s'est opéré dans les faits pendant la manifestation : ouvriers, lycéens et étudiants ont ensemble riposté spontanément avec l'UNEF face à l'agression policière.

Contre la répression policière,

Contre la presse réactionnaire,

Contre l'Université bourgeoise,

GREVE GENERALE DES LUNDI
et jusqu'à libération de tous nos camarades, participez massivement à la manifestation au quartier Latin à 18 h 30 lundi. »

sion. Des milliers de jeunes ouvriers combattent avec les étudiants. Le mardi 7 mai, l'UNEF appelle à une nouvelle manifestation : 60 000 manifestants traversent Paris de la place Denfert-Rochereau à l'Arc de triomphe. Le barrage entre ouvriers et étudiants que l'appareil stalinien dresse commence à craquer. Le mot d'ordre que lancent l'OCI et la FER indique la voie à suivre : « 500 000 travailleurs

au quartier Latin. » Il se concrétisera dans la manifestation du 13 mai, prélude à la grève générale.

Même le point de départ du mouvement qui, faisant boule de neige, va aboutir à la grève générale a été préparé et déclenché par l'activité méthodique de l'OCI. Le livre que François de Massot a consacré à la grève générale rapporte les faits en ces termes :

la préparation de la grève générale

« Quelles sont les revendications particulières des travailleurs de Sud-Aviation ? La compensation totale de la perte de salaire ; pas de licenciements par la répartition des charges de travail ; 0,35 F d'augmentation uniforme ; embauche totale des ouvriers « en prêt » (il s'agit de personnel « loué » à l'usine par des officines de placement de la région nantaise, à des salaires très bas et sans garantie d'emploi). Depuis des semaines ces revendications ont été présentées à la direction. Les grèves tournantes se sont succédé sans aucun résultat.

Mais, à Sud-Aviation, des militants révolutionnaires se sont regroupés et agissent. Certains d'entre eux, comme le militant trotskyste Yvon Rocton, se sont vu confier par leurs camarades de syndicat des postes responsables à la tête de la section horaire — la section ouvrière — du syndicat Force ouvrière de Sud-Aviation. Rocton, comme d'autres militants, a été exclu de la CGT parce qu'il entendait défendre au sein du syndicat ses positions, défendre son syndicat contre la menace que représentaient la poursuite de la politique de collaboration de classes de la direction confédérale, la politique des grèves tournantes et des manifestations disloquées, démobilisatrices et démoralisatrices. A Force ouvrière, Rocton et d'autres militants poursuivent leur combat pour la réunification syndicale, pour la constitution d'une centrale unique sur la base de la démoc-

ratie ouvrière, indissociable du combat pour l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat. Leur combat est directement lié à celui des militants qui défendent une même orientation à la CGT et à la FEN. Ensemble, ils avaient créé le CLADO, puis entrepris l'action pour la constitution de Comités d'alliance ouvrière.

Ces militants rempliront pleinement leur mandat de responsables syndicaux, de délégués des travailleurs. La section Force ouvrière jouera le rôle qui est naturellement celui d'un syndicat. A chaque étape, la section Force ouvrière informera tous les travailleurs sur les négociations en cours, les appellera à discuter des moyens de l'action, proposera les formes de lutte et d'organisation qui lui paraissent répondre aux nécessités de l'action.

Elle imposera ainsi à tous une discussion publique sur les moyens à mettre en œuvre pour faire reculer le patronat, prouvant que la démocratie ouvrière non seulement n'est pas une fiction utopique, mais qu'elle est une arme indispensable aux travailleurs.

Après la journée interprofessionnelle d'action du 13 décembre 1967, à l'initiative du Comité d'alliance ouvrière de Nantes, 271 travailleurs nantais signaient une lettre adressée aux directions confédérales :

« Nous considérons comme inadmissible le retour à la politique des

grèves tournantes, fractionnées, dispersées (...).

« C'est pourquoi nous vous demandons de préparer une grève de grande envergure en convoquant dans toutes les entreprises des assemblées de travailleurs qui éliront leurs comités de préparation à la grève. (...) Nous estimons qu'il est indispensable qu'en même temps vous rompiez avec tous les organismes (CODER, commissions du Plan...) par lesquels l'Etat tend à associer les syndicats à ses décisions. »

C'est à partir de cette orientation que les militants révolutionnaires agissaient à Sud-Aviation pour organiser une riposte efficace : 138 travailleurs de Sud-Aviation signaient un manifeste des travailleurs de l'aéronautique adressé aux fédérations de la métallurgie et à toutes les entreprises de l'aéronautique. Ce manifeste demandait la préparation, par une conférence démocratique de l'aéronautique organisée à partir d'assemblées de travailleurs, de la grève générale de l'aéronautique contre les licenciements, pour les quarante heures payées quarante-huit, pour la retraite à soixante ans.

Cette proposition était faite aux organisations CGT et CFDT lors d'une réunion intersyndicale le 15 janvier 1968. Le 31 janvier, la section horaire Force ouvrière s'adressait par tract aux travailleurs de l'usine, proposant :

« Préparation de la grève générale des travailleurs de l'aéronautique, comme point de départ de la grève générale de toute la classe ouvrière. Commençons par faire à l'usine de Bouguenais une assemblée générale. »

Ces propositions, la section ne cessera de les répéter. Le 22 mars, se tient à Paris une réunion intersyndicale représentant toutes les entreprises de Sud-Aviation. Les plans de la direction sont maintenant clairs : ne rien céder, préparer au contraire des licenciements en commençant par l'usine de Rochefort (800 travailleurs), dont la moitié des effectifs doivent être licenciés avant la fin de l'année. A l'issue de la réunion, les organisations

syndicales réaffirment leurs revendications et concluent :

« En conséquence, les organisations syndicales vont immédiatement consulter le personnel, dans toutes les usines, pour déterminer avec lui les moyens à mettre en œuvre pour faire prévaloir les seules solutions valables, celles qu'elles avancent, et dans l'immédiat organiser la défense du personnel et de l'usine de Rochefort, premier secteur d'une politique qui, sans cela, ne manquerait pas de se généraliser. »

Les militants lutte de classe préconisent la grève avec occupation pour contraindre le patronat à céder aux justes revendications.

Mais cet accord ne passe pas dans les faits. Le 4 avril, la section Force ouvrière est amenée à consulter seule les travailleurs. Sur 252 bulletins rendus, 22 se prononcent pour des débrayages répétés d'une demi-heure, 44 pour diverses formes de lutte, 59 pour un arrêt général limité et 127 pour un arrêt général illimité. La même semaine a enfin lieu une consultation intersyndicale : 76 % des travailleurs se prononcent pour la lutte, se partageant à peu près également entre partisans des grèves tournantes et partisans d'une grève illimitée.

Les débrayages se répètent, mais la direction ne cède pas. Au bout de trois semaines, l'alternative est claire, les grèves tournantes ont abouti à l'impasse : il faut engager une véritable bataille ou capituler.

Le 9 mai, la section Force ouvrière tire le bilan des actions engagées et lance en même temps un appel à la bataille :

« Une seule solution maintenant :

LA GREVE TOTALE

Devant les travailleurs, la question a été posée, chacun a pu donc y réfléchir.

Il faut dès maintenant organiser la grève, par la mise en place d'un comité de grève. Ainsi nous pourrions organiser la résistance, l'élargissement de la lutte.

La lutte des travailleurs de Sud-Aviation n'est pas seulement la leur.

Elle est celle de tous les travailleurs, enseignants, étudiants.

CONTRE la misère
et le chômage,
les licenciements
et les bas salaires,
la répression

POUR les libertés ouvrières. »

Nantes, le 9 mai 1968.

Quand, le 14 mai, après le compte rendu de leur délégation, les travailleurs de Sud-Aviation passent à l'action, déclenchant la grève illimitée, organisant l'occupation de l'usine, leur mouvement qui commençait la grève générale en résumé en même temps les caractéristiques générales : il se déclenche à la suite du 13 mai, à la suite du rassemblement dans l'action de la classe ouvrière dressée contre l'Etat policier ; il part de revendications particulières qui répondent à des aspects spécifiques de la menace générale de déchéance et de misère qui pèse sur toute la classe ouvrière, revendications particulières qui ne peuvent être satisfaites qu'à travers un combat général ; il exprime la volonté de combat des travailleurs longtemps comprimée et non la décision des sommets officiels du mouvement ouvrier.

En même temps, par les conditions de sa préparation, il a constitué une exception. Nous nous sommes attardés à ces aspects particuliers car ils constituent la meilleure introduction qui soit aux problèmes de la grève générale. Car, demain, cette exception peut et doit devenir la règle. Nous ne disons pas que la démocratie ouvrière a été totalement imposée dans les seules limites de Sud-Aviation. Elle ne pouvait l'être. Mais, dans la voie de sa réalisation, des succès importants ont été obtenus à Sud-Aviation et ils l'ont été comme moyen de la préparation de la plus grande lutte que le prolétariat français ait connue. »

L'APPAREIL STALINIEN ORGANISE DES PROVOCATIONS CONTRE L'OCI

L'appareil stalinien, alors que se rassemblent les conditions qui amènent à la grève générale de mai-juin 1968, se crispe dans sa tentative

d'immobiliser la classe ouvrière et la jeunesse, qui supportent les coups de plus en plus durs que de Gaulle leur porte. L'importance du rôle de l'OCI, de l'avant-garde qu'elle organise autour d'elle et impulse, dans les processus qui préparent et vont aboutir à la grève générale, peut se mesurer d'une certaine façon à la hargne des attaques croissantes que déclenche l'appareil stalinien et aux provocations qu'il organise. Parmi les principales provocations que l'appareil stalinien a organisées contre l'OCI au cours de l'année qui a précédé la grève générale, la campagne contre le candidat de l'OCI dans un secteur de la Seine, dénoncé comme « fasciste et candidat de la préfecture de police », mais qui ne peut aboutir au « pogrom » par suite des dispositions politiques et organisationnelles prises par l'OCI. En mars 1967, au cours de la grève de la Rhodiaceta, « L'Humanité » et la presse stalinienne prenaient violemment à parti les militants de l'OCI de Rhodiaceta, de la région de Lyon, et particulièrement le camarade Paul Duthel. Le crime de ces militants était d'organiser la résistance à l'accord signé par les dirigeants pour liquider la grève. Rassemblés à plusieurs milliers devant la porte de la Rhodia, les travailleurs huent le dirigeant stalinien qui appelle à la rentrée en vantant la « victoire » que constituent 3,8 % d'augmentation après vingt-trois jours de grève, et ils se refusent à reprendre le travail. « L'Humanité » du 23 écrit :

« Les CRS ont dégagé les abords de l'usine.

Les incidents qui ont donné prétexte à l'intervention des forces de police acheminées depuis plusieurs jours à Lyon semblent avoir été prémédités de longue main. Les interventions dans la grève d'individus extérieurs au conflit, comme le trotskyste notoire Duthel, en liaison avec deux ou trois éléments, sont en effet bien connues des travailleurs de l'usine. »

« L'Humanité » ment grossièrement : les CRS ne sont pas intervenus, ce sont les travailleurs qui ont refusé de reprendre ce jour-là le travail. Comme l'écrit « Informations ouvrières » :

« L'Humanité » ment lorsqu'elle accuse Paul Duthel d'intervention. Au moment où se déroulaient les événements, Paul Duthel faisait sa classe à L'Arbresle.

Les trotskystes ont été dans la grève. Avec de nombreux travailleurs de toutes tendances, y compris des membres du PCF, ils ont été parmi ses animateurs. Jusqu'au bout, contre la capitulation, ils ont exprimé la volonté de lutte des milliers et des milliers de travailleurs de la Rhodia. Ils revendiquent cette place qu'ils ont occupée dans la lutte des classes, et les travailleurs d'avant-garde leur reconnaissent cette place.

C'est pour cela que « L'Humanité » est obligée de mentir et d'accuser le militant révolutionnaire irréprochable qu'est Paul Duthel de provocateur, d'instigateur d'une intervention des forces de police, INTERVENTION QUI N'A PAS EU LIEU.

Et la collusion de tous les journaux bourgeois avec le journal « L'Humanité » éclate au grand jour. Il fallait parler d'incidents pour expliciter l'intervention des forces de police. L'intervention des forces de police était indispensable au stalinien Vareille, à qui Fajon a tenu la plume, pour accuser les trotskystes de provocation.

En agissant ainsi, l'organe stalinien espérait faire d'une pierre deux coups : tenter, par une accusation grossière, de couper les trotskystes des éléments d'avant-garde qui se rapprochent d'eux, donner un gage à la bourgeoisie en lui indiquant que, si le travail n'avait pas repris à la Rhodia, ce n'était pas du fait du PCF. A la bourgeoisie, le PCF indiquait qu'il avait tenu ses engagements. Il se conduit comme un parti de gouvernement. »

Finalement, l'appareil stalinien parviendra à casser la grève et à faire reprendre le travail. Mais la campagne de calomnies se poursuivra. Elle cessera dès lors que les militants de l'OCI auront réussi à associer à leur dénonciation des méthodes staliniennes syndicalistes et syndicats enseignants.

A l'occasion du 50^e anniversaire de la révolution russe, l'OCI a organisé

une série de meetings en province. En plusieurs villes, l'appareil stalinien appelle à briser ces meetings. Par exemple « La Marseillaise » du 15 décembre :

« Les communistes d'Avignon et leurs amis ne toléreront pas que de telles activités se poursuivent dans leur ville. »

Le meeting, grâce aux mesures politiques et organisationnelles prises, se tiendra néanmoins. A Lyon, un commando de quatre-vingts membres du PCF tente de briser la réunion, de prendre la tribune. Il sera finalement battu et expulsé. Mais c'est à Montrouge que l'agression devait être la mieux organisée et la plus brutale. Le 11 décembre, des militants de « Révoltes » (pour l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse) et de l'OCI organisent à la Bourse du travail un cercle d'études marxistes pour la commémoration de la révolution d'Octobre 1917. Avant même que la réunion ne commence, une quarantaine de responsables du PCF, casqués, venus en camionnettes Peugeot et avec plusieurs voitures, entrent l'un après l'autre dans la salle. Brusquement les nervis PCF, armés de matraques, de barres de fer élimées et courbées, de planches cloutées, attaquent les premiers jeunes rassemblés, faisant de nombreux blessés, dont Bernard Bastien, dix sept ans et demi, hospitalisé le crâne ouvert à la suite d'un coup porté par derrière avec une barre élimée, et B. Slupeck, enseignant, militant du SNES (Syndicat de l'enseignement secondaire - FEN), hospitalisé avec une fracture ouverte d'un bras.

Au cours du mois de mars 1968, ce sera le CLER (Comité de liaison des étudiants révolutionnaires) qui sera accusé par la presse d'utiliser des « méthodes terroristes au sein de l'UNEF et à l'Université ». Sous prétexte d'échapper à ces méthodes, la direction de l'UNEF convoque l'assemblée générale à Colombes, municipalité que dirige le PCF, sous la protection du service d'ordre de celui-ci, et à huis clos, contrairement à la tradition.

« L'Humanité » du 19 mars écrit :

« Les trotskystes du « Comité de liaison des étudiants révolutionnaires », qui ont récemment perpétré

plusieurs coups de force contre les organisations étudiantes démocratiques, avaient voulu empêcher la réunion de cette assemblée générale de l'UNEF. Ils ont rassemblé plusieurs dizaines de membres de leurs « troupes d'assaut » devant le local de la réunion, mais les militants de l'UNEF, mobilisés pour défendre leur syndicat, les ont tenus à distance et les travaux se sont déroulés norma-

lement. Une motion a d'ailleurs été votée à l'unanimité par les AGE pour que celles-ci dénoncent partout publiquement l'activité et les méthodes du CLER dirigées contre le mouvement étudiant et les syndicats ouvriers. »

En réalité, plusieurs associations générales avaient quitté la salle pour ne pas siéger dans ces conditions et éviter tout incident.

la question du pouvoir

La grève générale de mai-juin 1968 n'a pas éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle vient de loin. Elle a son origine dans l'incompatibilité entre le bonapartisme type V^e République et le maintien d'un mouvement ouvrier organisé, syndicats et partis, qui, en dépit des appareils bureaucratiques et de leur orientation de soumission à l'Etat bourgeois, constitue la classe ouvrière comme classe indépendante, spécifique. La fonction historique de la V^e République était de détruire le mouvement ouvrier, de pulvériser en une foule d'atomes ne constituant aucun corps les prolétaires, soumis au pouvoir centralisé de la bourgeoisie, l'Etat. Dès lors que la V^e République n'y parvenait pas, l'explosion était inévitable. Les origines de la grève générale de mai-juin 1968 sont dans la manifestation contre la loi Debré qui a réuni 500 000 manifestants à Vincennes en 1960, à l'appel de la FEN. Elles sont dans la gigantesque manifestation qui a accompagné le 13 février 1962 au Père-Lachaise les morts de Charonne. Elles sont dans la grève des mineurs de mars-avril 1963. Ensuite, le pouvoir a poursuivi la tentative d'intégration des syndicats à l'Etat. Cependant, déjà les rapports politiques n'étaient plus ceux de 1958, n'étaient plus ceux d'avant la grève des mineurs. Le pouvoir devait remettre à plus tard une bataille frontale contre le prolétariat. Ses tentatives d'intégration des syndicats à l'Etat, c'est avec la participation des appareils bureaucratiques qu'il s'efforçait d'y parvenir. Cependant, si loin que

ceux-ci aillent en ce sens, les organisations ouvrières, les syndicats, ou sous une autre forme les partis, ne sont pas assimilables en tant que tels à l'Etat bourgeois. En fin de compte, il faut les détruire pour pouvoir constituer sur leurs débris l'Etat corporatiste.

A partir de la grève des mineurs, la grève générale s'est pour ainsi dire élaborée au cours des luttes de la classe ouvrière, de la jeunesse contre l'Etat, le patronat, et dans l'antagonisme entre les besoins, les aspirations des masses et la politique des appareils, leur pratique, les masses s'efforçant d'utiliser en même temps leurs organisations. Rapports complexes dans lesquels l'activité consciente et mesurée des militants révolutionnaires, se situant sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat et de ses organisations, ouvrant la perspective du combat de la classe comme classe contre l'Etat bonapartiste, a joué un rôle d'une grande importance, bien que non mesurable, dans le processus d'« élaboration » de la grève générale de mai-juin 1968.

Le détonateur de la grève générale, c'est le pouvoir lui-même qui l'a mis à feu en déclenchant son attaque forcée contre les étudiants, en espérant que les appareils bureaucratiques et particulièrement l'appareil stalinien du PCF et de la CGT seraient assez efficaces pour contenir la classe ouvrière et laisser les étudiants isolés. Lorsque Pompidou recule à toute allure le dimanche 12 mai, où, de retour de l'étranger, il prend la parole

à la télévision et annonce la réouverture de la Sorbonne, la libération de tous les manifestants arrêtés ou en garde à vue, le passage dès lundi devant la cour d'appel des manifestants condamnés, afin que ceux-ci puissent être également libérés, il est trop tard. D'ores et déjà, la classe ouvrière comme classe est mobilisée, ce qui oblige les appareils à appeler à la grève générale de vingt-quatre heures pour le lundi 13 mai et à la manifestation. De la manifestation, en un cri jaillit le programme de la grève générale : « De Gaulle, dix ans ça suffit ! » Bien sûr, les revendications économiques vont surgir, mais c'est le combat contre de Gaulle, l'Etat bonapartiste, le pouvoir, le gouvernement, et pour ce combat, que va se réaliser au cours des jours suivants la grève générale.

L'objet de cet article n'est pas de retracer l'histoire de la grève générale de mai-juin 1968. Les lecteurs de « La Vérité » se reporteront à l'excellent livre de François de Massot, « La Grève générale (mai-juin 1968) ». Cet article se borne à souligner comment, au cours de cette grève, se combine objectif politique et revendications politiques. Dans la semaine qui suit le 13 mai, le mot d'ordre « A bas de Gaulle ! » semble avoir disparu. La grève se généralise, se développe, la grève générale se réalise sur la base des revendications : à bas les ordonnances, pas de salaires inférieurs à 100 000 anciens francs par mois, etc. Pourtant, son contenu politique reste. Et c'est à juste titre que le comité de coordination de la région parisienne publie et diffuse le tract suivant le 20 mai :

**ABROGATION DES ORDONNANCES
ABROGATION DE LA REFORME FOUCHET
ABROGATION DE LA REFORME
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
A BAS LE V° PLAN**

**GARANTIE DE L'EMPLOI ET DE LA QUALIFICATION
PAS DE SALAIRE INFERIEUR A 1.000 F PAR MOIS
comme l'ont demandé les grévistes de chez Renault
LES 40 HEURES IMMEDIATES POUR TOUS**

En débrayant massivement, en occupant les usines, en hissant le drapeau rouge, la classe ouvrière a dressé sa force immense capable d'arracher toutes les revendications.

LA CLASSE OUVRIERE EN LUTTE DOIT S'ORGANISER

Formons dans chaque usine, bureau, chantier, faculté, lycée, C.E.T.

NOS COMITES DE GREVE ELUS

Organisons sur le plan des localités des comités locaux interprofessionnels de grève.

Sur le plan du département le comité central interprofessionnel de grève.

Fédérons les comités de grève, localement, régionalement, nationalement.

Le combat engagé n'est pas celui d'une usine, d'une corporation ou d'une profession, c'est celui de la classe ouvrière tout entière qui se dresse comme classe.

(suite page 66)

L'activité des centrales syndicales se soudera par l'ordre de

GREVE GENERALE JUSQU'A LA VICTOIRE

Par la constitution du
COMITE CENTRAL NATIONAL DE LA GREVE GENERALE

C'est la mobilisation au grand jour des exploités contre les exploités, leur état, leur gouvernement

**PLUS DE GOUVERNEMENT DE GAULLE - POMPIDOU
PLUS DE GOUVERNEMENT CAPITALISTE**

Trois mots d'ordre manquent cependant : « De Gaulle, dix ans ça suffit ! », « Dehors de Gaulle ! », et « Pour un gouvernement PC-PS sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois ! ».

Les appareils bureaucratiques et les partis ouvriers vont tout faire pour que la grève générale ne soit pas d'abord la grève générale et qu'elle soit une « grève économique ». Les appareils syndicaux refusent de proclamer la grève générale. Ils refusent plus résolument encore d'appeler à la constitution et à constituer le comité central de la grève générale, et à lui fixer l'objectif de renverser de Gaulle et de porter au pouvoir un gouvernement ouvrier. Pourtant, à partir du 20 mai, la grève générale est un fait. En ce qui les concerne, le PS et le PCF, au cours même de la grève générale, consacrent le régime en déposant, le 21 mai, une « motion de censure », c'est-à-dire en se situant dans sa légalité, et, battus, ils aident à confirmer le gouvernement de Gaulle-Pompidou. Au cours de cette semaine, il y aura le discours de De Gaulle, de nouvelles manifestations où resurgit le mot d'ordre de « A bas de Gaulle ! ».

Tous les efforts des appareils syndicaux et du gouvernement sont alors tendus pour que la grève générale soit seulement une grève économique revendicative. C'est pourquoi le 25 mai se tient la « Conférence de Grenelle » qui réunit les centrales ouvrières, les représentants du CNPF, le gouvernement en la personne de Pompidou et de quelques ministres. Après vingt-cinq heures de négociations, le

dimanche 26 mai, un « constat » est établi. Ce « constat » ne satisfait pas les revendications fondamentales mises en avant. Et, venus chez Renault pour faire adopter le « constat » au cours d'un meeting géant, Séguy et Frachon s'entendent répondre par les milliers de travailleurs assemblés : « Ne signez pas ! » La grève générale prend un nouvel essor. Le pouvoir vacille. La question du pouvoir se pose. A la manifestation que la CGT organise le 29 mai, et à laquelle les autres centrales ont refusé de s'associer, l'appareil stalinien lance le mot d'ordre de « gouvernement populaire ». Mais ce n'est qu'une précaution. Par ailleurs s'étale la division entre organisations et partis ouvriers, qui se refusent tous à lancer les mots d'ordre indispensables : « A bas de Gaulle ! », « Gouvernement des partis ouvriers ! ». Le prolétariat, la jeunesse attendent des dirigeants des consignes politiques qui ne viennent pas. La grève générale piétine. C'est alors que se produit le coup de théâtre de la « disparition » de De Gaulle, le 29 mai. Le 30 mai il « réapparaît ». Il annonce la dissolution de l'Assemblée nationale, de nouvelles élections dès que la grève générale aura cessé. Les dirigeants des organisations et partis ouvriers vont adopter cette « perspective politique » et, au nom des élections, désamorcer politiquement la grève générale, la réduire à une somme de grèves partielles. Corporation après corporation, entreprise après entreprise, les dirigeants syndicaux engagé de nouvelles « négociations ». Ils émettent peu à peu la grève générale et la liquident. On peut dire que le 10 juin la grève générale est terminée.

UNE LONGUE AGONIE

Les résultats des élections législatives des 23 et 30 juin sont connus : c'est l'élection de l'Assemblée nationale bleu CRS. La grève générale trahie et liquidée, des centaines de milliers de travailleurs ont refusé de participer à ces « élections trahison », la petite bourgeoisie s'alignant derrière de Gaulle.

Pourtant, la V^e République était mortellement touchée. Sa fonction était de briser, de pulvériser la classe ouvrière en tant que classe. Elle avait échoué. Au contraire, se dressant comme un géant, le prolétariat, avec à ses côtés la jeunesse, malgré toutes les illusions et les trahisons, l'avait faite vaciller. L'année suivante, de Gaulle faisait une suprême tentative pour ressaisir les rênes, établir au moyen d'un référendum, en un suprême et dérisoire effort, les conditions de l'Etat corporatiste. Pour la première fois, un référendum plébiscitaire tournait à la défaite du pouvoir exécutif. De Gaulle devait se démettre.

La mise à mort, la descente au tombeau de la V^e République n'ont pas encore eu lieu. Il y a déjà onze ans que retentissait le cri de la grève générale : « De Gaulle, dix ans ça suffit ! ». La V^e République dure dix ans encore après que de Gaulle a dû se démettre. Certains peuvent estimer que cette agonie est bien longue et même douter que la V^e République ait été mortellement frappée. La longueur de l'agonie de la V^e République est à la mesure des problèmes en cause et des conséquences qu'aura son effondrement définitif. Le recours au bonapartisme gaulliste n'a pas été une simple péripétie de l'histoire, mais l'expression d'une exigence essentielle de l'impérialisme français en pleine dégénérescence : museler, écraser le prolétariat. La bourgeoisie ne dispose d'aucun régime politique stable de remplacement, d'aucune forme politique de domination de classe qui puisse succéder « pacifiquement » à la V^e République. Le bonapartisme bâtard a modelé d'une certaine façon l'Etat bourgeois. La mort de la V^e République n'aboutira pas à un simple changement de forme de domination de classe de la bourgeoisie, à un remodelage de l'Etat bourgeois, mais inéluctablement à un

effondrement, à une dislocation de cet Etat, au déferlement du prolétariat, de la jeunesse, des masses exploitées occupant la scène de l'histoire ; en quelques mots à une crise révolutionnaire, à la révolution prolétarienne. Enfin l'agonie de la V^e République est inséparable de la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires, de la nouvelle période de la révolution prolétarienne qui s'est ouverte justement en 1968, de l'étape actuelle de cette nouvelle période. L'effondrement de la V^e République, l'ouverture de la crise révolutionnaire en France déstabiliseront entièrement l'Europe de Yalta et de Potsdam, et, après la révolution portugaise, donneront au développement de la révolution prolétarienne en Europe une gigantesque impulsion. En conséquence, le soutien que les appareils bureaucratiques et particulièrement l'appareil stalinien en France apportent à la V^e République agonisante dépasse l'imagination. Voilà pourquoi elle dure. Mais la longueur de cette agonie devient un facteur supplémentaire de décomposition de l'Etat, de crise de la bourgeoisie, de conflit entre les masses et les appareils, de contradictions internes aux appareils. La grève générale de mai-juin 1968 est venue de loin. Le mouvement qui balayera la V^e République, ou qui surgira de son effondrement, a lui aussi de lointaines origines dans la grève générale de mai-juin 1968.

Pour tout dire, une fois encore la forme classique de mobilisation du prolétariat comme classe est à nouveau à l'ordre du jour en France : la grève générale. La préparer, s'y préparer, exige d'analyser par quel processus se prépare la grève générale, quel est son contenu, quels problèmes elle pose. Après cet article consacré à la gestation et à la préparation de la grève générale de mai-juin 1968, celui consacré à la grève générale d'août 1953 paru dans le numéro précédent de « La Vérité », faisant lui-même suite à un article sur la grève Renault de 1947, un nouvel article sera consacré aux questions que soulèvent les multiples grèves générales que la classe ouvrière a réalisées et aux enseignements qui en surgissent.

Stéphane Just,
le 20 décembre 1979.



l'or et la marche à la dislocation du marché mondial

(2^e partie)

par Etienne LAURENT et Michel DAUBERNY

Dans la première partie de cet article, parue dans le numéro précédent de la revue, nous avons dit que c'est sur une période d'au moins dix ans déjà que le mouvement conduisant à la dislocation du marché mondial s'est développé par soubresauts successifs.

La déclaration de Richard Nixon, le 15 août 1971, dont nous avons analysé alors l'origine, a marqué un premier moment clef de ce mouvement. Trois ans après la dislocation du système de Bretton Woods, la chute de la production industrielle et du commerce international, en 1974-1975, a marqué un deuxième moment très important dans le long mouvement vers la dislocation du marché mondial. Au cours des années 1974-1975, l'économie impérialiste mondiale s'est trouvée proche du point d'effondrement généralisé de la production et du système mondial des échanges.

1974-1975 : au bord de l'effondrement

Un recours massif à la relance par l'inflation et un nouvel accroissement des dépenses parasitaires de la part des Etats impérialistes ont permis d'écartier à ce moment la menace d'effondre-

ment et ont assuré une faible reprise puis ensuite la poursuite, cahin-caha, de la production et des échanges.

Mais le contexte d'ensemble de cette poursuite de l'activité a été caractérisé par la permanence d'un niveau élevé de chômage, la permanence et l'accroissement de l'inflation et le développement toujours plus poussé des formes fictives et flottantes du

La salle de cotation des devises et des valeurs de la Bourse de Paris (Ph. Sigma).

capital — par opposition à une accumulation axée sur l'expansion de la production et la réalisation de la plus-value.

Il faut examiner successivement l'ampleur de la chute de la production industrielle et des échanges de 1974-1975, ainsi que ses causes les plus immédiates, la relance inflationniste qui a enrayé le mouvement et les traits de la reprise limitée et fragile (1) qui a

eu lieu à partir de fin 1975, avant de chercher enfin à caractériser avec autant de précision que possible les événements de 1974-1975 et le sens exact d'une utilisation du mot « crise » à leur propos.

La gravité de la crise de 1974-1975 et le point auquel l'économie impérialiste a été proche du précipice peuvent être mesurés d'abord en examinant la chute de la production industrielle. Elle a atteint les taux suivants :

**DIFFERENCE ENTRE LE MAXIMUM ET LE MINIMUM
DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE,
AVANT ET PENDANT LA RECESSION,
DANS LES PRINCIPAUX PAYS IMPERIALISTES**

Pays	A : trimestre du maximum de la production	B : trimestre du minimum de la production	Chute de la production de A à B (%)
États-Unis	4 ^e trim. 1973	2 ^e trim. 1975	- 14,4
Canada	1 ^{er} trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 6,9
Japon	4 ^e trim. 1973	1 ^{er} trim. 1975	- 19,8
R.F.A.	4 ^e trim. 1973	3 ^e trim. 1975	- 11,8
France	3 ^e trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 13,6
Grande-Bretagne ..	4 ^e trim. 1973	4 ^e trim. 1974	- 10,1
Italie	2 ^e trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 15,5
Pays-Bas	1 ^{er} trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 11,7
Belgique	1 ^{er} trim. 1974	3 ^e trim. 1975	- 17,1
Suède	3 ^e trim. 1974	2 ^e trim. 1975	- 4,1
Suisse	2 ^e trim. 1974	1 ^{er} trim. 1975	- 20,3

Source : O.C.D.E. : *Perspectives économiques*, n° 19, juillet 1976, p. 47

A de nombreux égards, les événements de 1974-1975 doivent être considérés comme une espèce de répétition générale des dernières phases qui précèdent immédiatement l'effondrement généralisé de la production et des échanges. L'un des aspects de la période 1974-1975 que les économistes bourgeois professionnels ont relevé

avec la plus grande inquiétude concerne en effet le caractère généralisé de la chute de la production industrielle dans l'ensemble des pays impérialistes. Le rapport de l'OCDE déjà cité note :

« Les pays de l'OCDE ont pratiquement tous été entraînés dans la récession ; là aussi, on avait très généralement sous-estimé l'influence de la synchronisation internationale. On n'avait pas su prévoir toutes les conséquences d'un recul simultané de l'activité économique amplifié par le jeu des phénomènes de transmission internationaux ; en fait, la récession

(1) Voir OCDE, *Pour le plein emploi et la stabilité des prix*, op. cit., p. 87 et suivantes, la section intitulée : « 1975-1977 : la fragilité de la reprise ».

a été la plus profonde que l'on ait connue depuis les années 1930. »

Cette chute de la production industrielle, ainsi que les autres phénomènes qui vont être analysés, représentent la réaffirmation brutale dans le cadre d'une économie fonctionnant sur la base de l'injection continue des crédits associés aux dépenses parasitaires de l'Etat — en premier lieu les dépenses d'armement — de la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste entre le caractère social de la production et la forme privée de l'appropriation des moyens de production et de toutes les contradictions qui en dérivent : baisse tendancielle du taux de profit, suraccumulation du capital sur la base d'un taux de profit donné, surproduction de marchandises sur la base

« des rapports de distribution antagoniques du capitalisme qui réduisent la consommation de la plus grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement à l'intérieur de limites plus ou moins étroites. » (Marx, *Le Capital*).

Mais les causes immédiates de la baisse brutale de la production sont également à analyser. Elles sont à trouver dans « la véritable flambée d'inflation » (2) connue par les économies capitalistes à partir du deuxième semestre 1972. Au moment où Carter vient de s'engager dans une nouvelle relance par l'inflation, ordonnée autour de l'économie d'armement, dont l'ampleur dépasse toutes les « expériences » antérieures de ce genre, et où l'on s'attend à une accélération sans doute sans précédent de l'inflation mondiale, il est important de voir la manière dont, en 1974-1975, c'est déjà à partir d'une très forte poussée inflationniste que l'économie mondiale est allée jusqu'au bord de l'effondrement.

Avec la conscience de classe qui a fait de lui le dernier économiste bourgeois tant soit peu important, Keynes a écrit ceci au sujet de l'inflation :

« Lénine a raison... Il n'y a pas de façon plus subtile et plus sûre de

miner et renverser les bases actuelles de la société que de vicier (debaucher) la monnaie. Le processus (inflationniste) enrôle toutes les formes cachées des lois économiques dans le camp de la destruction, et le fait d'une manière que seul un homme sur un million est capable de diagnostiquer. »

L'inflation donne libre cours, en effet, à toute l'anarchie inhérente au mode de production capitaliste et en disloque les quelques éléments stabilisateurs. D'un côté, l'inflation est devenue la forme la plus « facile » pour la bourgeoisie de combattre, dans le cadre de rapports politiques donnés avec la classe ouvrière, les effets des contradictions les plus profondes du mode de production capitaliste ; de l'autre, elle libère toutes les tendances à l'anarchie qui lui sont propres.

ANARCHIE DE LA PRODUCTION ET CONCURRENCE : LA LEÇON DE CHOSES DE 1972-1973

Cela est parfaitement illustré par l'enchaînement des faits tels que les économistes bourgeois professionnels ont pu le saisir rétrospectivement pour la période 1971-1973. En tant que démonstration du caractère « incontrôlé » des processus, plus exactement de la manière dont la loi de la valeur s'affirme face à toutes les tentatives pour en étouffer l'action, il est salutaire de montrer la manière dont la bourgeoisie avoue sa totale incapacité à « maîtriser » les lois de la production capitaliste.

Voici comment l'OCDE analyse rétrospectivement les deux années qui ont précédé la chute brutale de 1974. Elle part de 1971 :

Face à « l'ébranlement complet de la confiance, déjà assez entamée, des milieux d'affaires, par l'annonce des décisions prises par les Etats-Unis le 15 août », les gouvernements — et d'abord le gouvernement Nixon — ont procédé « à une réorientation des

(2) OCDE, *Pour une politique de plein emploi*, op. cit., p. 67.

politiques dans un sens expansionniste. » (3).

Traduisons : par un recours au financement des dépenses parasitaires, notamment militaires et spatiales, moyennant un déficit budgétaire massif.

« La rapidité de la reprise, le fait qu'elle était alimentée par une politique monétaire expansionniste — comme en témoigne la forte augmentation des agrégats monétaires — et un certain nombre d'accidents malheureux (*sic !*) devaient aboutir à déclencher une véritable flambée d'inflation. Des tensions inflationnistes sont réapparues à un stade plus précoce du cycle conjoncturel, alors que subsistaient généralement d'amples marges de capacités inutilisées. On retrouve là, pour une part, le problème de la « vitesse limite », et il faut aussi y voir l'effet de la forte hausse des prix alimentaires. La flambée des prix alimentaires tient à un ensemble complexe de facteurs. »

Traduisons : elle exprime au plus haut chef l'anarchie de la production et du marché capitalistes. Poursuivons :

« En 1972, la production mondiale de céréales avait diminué de 3 %, par suite de la médiocrité des récoltes en Union soviétique, en Australie, en Chine et dans plusieurs régions du Sud-Est asiatique. Or, à cette époque, certains des principaux pays exportateurs de céréales, préoccupés surtout d'écouler des stocks excédentaires, appliquaient encore des mesures visant à limiter les superficies cultivées. Il se peut en outre que les politiques de régulation de l'offre mises en œuvre en Europe et en Amérique du Nord aient découragé la production et le stockage dans les pays particulièrement aptes à produire et à exporter des céréales dans de bonnes conditions économiques. Pour cet ensemble de raisons, les stocks mondiaux sont tombés à des niveaux critiques. Dans le même temps, la progression générale des revenus et

l'évolution de la structure de la consommation avaient pour effet d'accroître la demande de protéines animales, notamment de produits laitiers, et de gonfler ainsi les besoins de céréales destinées à l'alimentation du bétail, la consommation humaine directe étant en recul. Cette situation a encore été aggravée par le fait qu'on a mis du temps à s'apercevoir des modifications profondes qui se produisaient dans la situation mondiale de l'offre et de la demande, et le réajustement nécessaire des politiques agricoles ne s'est fait que lentement. »

Ainsi que nous l'avons expliqué dans l'article précédent, par les canaux des marchés financiers et monétaires et de la création de capital fictif sur une vaste échelle, les dépenses parasitaires de l'Etat nourrissent toutes les autres formes d'inflation :

« A la fin de 1972, il était évident que l'expansion prenait une tournure inhabituelle, caractérisée notamment par une aisance monétaire généralisée. Les prix se sont envolés sur les marchés à faible élasticité de l'offre, qui servent traditionnellement de refuges aux fonds en quête de placements sûrs ou aux capitaux spéculatifs, comme le marché de l'immobilier et celui de l'or. Sur la place de Londres, par exemple, le prix de l'or a été multiplié par deux et demi entre le début de 1972 et le milieu de 1973. Les prix des logements neufs ont progressé de moitié environ au Royaume-Uni entre le début de 1972 et le début de 1973 ; en Allemagne, le prix moyen du terrain à bâtir aménagé a augmenté de plus d'un tiers, entre 1970 et 1972. »

Puis c'est la ruée sur les matières premières et le stockage spéculatif de celles-ci, forme des plus classiques de l'anarchie capitaliste :

« Peu après survenait l'envolée des prix des matières premières, déclenchée par la progression rapide de la demande mondiale. Globalement, le taux d'utilisation des capacités dans les industries manufacturières n'était pas plus élevé que lors des précédents sommets conjoncturels, mais un déséquilibre exceptionnel apparaissait entre les industries de base et les

(3) Toutes les citations faites à la suite dans ce paragraphe sont tirées du rapport de l'OCDE, *Pour le plein emploi...*, op. cit., pp. 67-82.

industries utilisant des techniques de pointe. En outre, par rapport aux ventes et à la production, les stocks de matières premières des industries utilisatrices n'avaient cessé de baisser depuis la guerre de Corée, les entreprises s'efforçant d'améliorer leurs techniques de gestion des stocks, les transports étant devenus plus fiables et plus rapides, et les prix paraissant devoir rester stables, voire même baisser, en termes réels.

Du fait de la généralisation des anticipations inflationnistes, la hausse des prix a commencé de s'alimenter d'elle-même. Dès lors qu'il est apparu que les prix des principaux produits de base étaient nettement orientés à la hausse, la plupart des produits non périssables ont fait l'objet d'achats anticipés, inspirés par le souci de se prémunir contre l'inflation. Il en est résulté une véritable ruée sur les approvisionnements, qui a accentué les pénuries existantes, en a même provoqué d'autres, et a accéléré la hausse des prix. »

C'est dans ce contexte qu'est intervenue la crise pétrolière, à laquelle nous consacrons plus loin un développement à part, qui se présente comme une expression, classique elle aussi, de concurrence inter-impérialiste autour d'une matière première stratégique. Mais la crise pétrolière n'a été responsable ni de l'inflation quasi galopante du début 1973, ni de la crise industrielle sur laquelle celle-ci a nécessairement débouché. C'est ce que reconnaît l'OCDE :

« 1974 aurait été une année de récession, même sans la crise pétrolière. »

L'OCDE précise :

« Les prix extérieurs ont augmenté si rapidement que l'accélération de l'inflation dans chaque pays a été en majeure partie d'origine externe en ce sens qu'elle a été provoquée principalement par des facteurs tenant à l'augmentation des coûts à l'importation ou à l'augmentation de la demande d'exportations. Toutefois, à l'importante exception près des prix pétroliers, ce processus a été en grande partie endogène à la zone de l'OCDE. Alors que, dans le passé, les mécanismes de l'économie interna-

tionale avaient réorienté les flux de ressources des régions à faible activité vers les régions en forte expansion, cette fois, les différents pays étant tous en expansion, ces mécanismes n'ont fait que transmettre de l'un à l'autre des demandes concurrentes. Tous les pays souffrant de l'inflation, aucun d'entre eux ne trouvait plus chez les autres d'« îlots de stabilité », ou de « réserves de ressources ». (...) Lorsque, dans un groupe de pays, bon nombre d'entre eux suivent en même temps des politiques expansionnistes, l'effet multiplicateur combiné pour l'ensemble du groupe s'avère beaucoup plus fort que celui qu'aurait enregistré l'économie de chaque pays pris individuellement s'il avait été seul à agir de la sorte ; la zone de l'OCDE constitue à cet égard un système économique beaucoup moins ouvert sur l'extérieur que l'économie de chacun des pays qui la composent. De plus, il semble bien que les mécanismes de l'économie internationale aient amplifié, en partie sous forme de réactions spéculatives, l'incidence des « accidents » — médiocrité des récoltes de céréales, faiblesse des prises d'anchois, conflits sociaux, etc. — qui sont venus coup sur coup ébranler le système. »

On ne peut s'empêcher de sourire à voir le problème de la pêche de l'anchois être mis sur le même plan que l'expression de la crise des formes de domination politiques citées plus loin pour expliquer « la crise de confiance des milieux d'affaires », qui aurait créé, en combinaison avec des politiques gouvernementales essayant tardivement de freiner l'inflation, les conditions immédiates de la chute de la production industrielle. Mais ici encore, l'énumération traduit l'éclectisme extraordinaire de la pensée bourgeoise :

« C'est naturellement la dégradation de la situation économique générale qui a été la principale cause de cette crise de confiance. Mais d'autres facteurs y ont aussi sans doute contribué : événements politiques (affaire du Watergate aux Etats-Unis et très forte poussée de la gauche à l'élection présidentielle en France), signes de tensions dans le système financier (faillite de la ban-

que Herstadt en Allemagne), engouement à l'époque pour les prophéties annonciatrices de catastrophes économiques (confirmation apparente des thèses du Club de Rome et de l'affirmation selon laquelle les effets du renchérissement du pétrole étaient irrémédiables). »

Du point de vue de la compréhension de l'anarchie capitaliste, la lecture du rapport de l'OCDE a valeur d'exemple. Elle prouve à quel point toutes les constructions « théoriques » sur le degré élevé de « maîtrise » des « rouages de l'économie » qu'aura atteint le capitalisme dans la phase de « capitalisme monopoliste d'État » ou de « néo-capitalisme » sont des constructions intéressées et mensongères, élaborées par les uns pour chercher à masquer une politique de collaboration de classes, qui a été l'une des principales sources véritables de la possibilité accordée au capitalisme de reprendre pendant trente ans son cours, et par les autres pour couvrir leur capitulation devant les premiers.

RECU DU COMMERCE MONDIAL, FAILLITES, CHOMAGE

Pour la première fois depuis plus de vingt-cinq ans, la chute de la production industrielle dans les pays impérialistes a été suivie dans le courant de 1975 par un recul du volume des échanges mondiaux. L'OCDE a évalué ce recul à 7 % pour l'ensemble du commerce mondial (URSS, Chine et pays de l'Est compris), ce qui implique un taux de contraction un peu plus élevé pour toute la partie (de très loin la plus importante) du commerce mondial effectuée entre pays capitalistes (aussi bien impérialistes que semi-coloniaux).

Un fait notable sur ce plan a été le recul plus marqué des exportations allemandes et japonaises par rapport à celles des autres principaux pays impérialistes. Il permet d'apprécier à quel point la force effective de l'appareil de production industriel de ces deux pays va de pair avec leur grande vulnérabilité face à la situation du marché mondial. Cette force et cette vulnérabilité combinées ont caractérisé ces pays

tout au long du stade de l'impérialisme. La défaite des impérialismes allemand et japonais en 1945, à la suite de leur tentative parallèle pour surmonter cette contradiction au moyen d'un repartage du marché mondial en leur faveur, et la place toute nouvelle qu'ils se sont vus ensuite accorder au sein du système impérialiste mondial en tant qu'États battus militairement et politiquement, contraints à se plier étroitement à la domination américaine pendant des années, ont nécessairement accentué ce trait. La dislocation inéluctable du marché mondial, quels qu'en soient les délais, et l'effondrement sans précédent de la production et des échanges qui l'accompagnera, le mettront un jour en évidence. Le développement inégal et combiné de la lutte des classes mettra alors en évidence la faiblesse insigne de tous les échafaudages théoriques construits autour des « miracles » allemand et japonais.

Au cours de la récession de 1974-1975, le nombre des faillites d'entreprises industrielles et commerciales a augmenté de plus de 30 % aux États-Unis et de plus de 60 % en Grande-Bretagne. Il a atteint le chiffre de 7 500 en Allemagne occidentale en 1974 et de 8 600 au Japon en 1975. En France, le nombre des faillites passe d'une moyenne annuelle de 10 000 pour la période 1968-1973 à près de 15 000 en 1975.

La chute de la production industrielle et la baisse du commerce international ont été accompagnées par un développement du chômage, qui atteindra son point maximum pendant l'hiver 1975-1976, moment auquel le montant des chômeurs officiellement reconnus dans l'ensemble des pays impérialistes a été proche de dix-sept millions, en comprenant le nombre des travailleurs immigrés (plus d'un million officiellement refoulés).

CHUTE DES COURS EN BOURSE ET PREMIERS PAS VERS UN KRACH BANCAIRE

La chute de la production industrielle et le recul du commerce mondial ont été annoncés et immédiatement précédés fin 1973 par une chute des

cours des actions en Bourse, expression absolument classique d'une situation approchant le point d'effondrement du marché mondial, même si la Bourse a cédé au marché monétaire

international — le marché des euro-dollars ou euro-devises — le premier rôle de mise en mouvement des capitaux fictifs et flottants. Le tableau suivant montre l'ampleur de cette chute.

INDICE DES COURS DES ACTIONS DANS LES PRINCIPALES BOURSES

Bourse	1973		1974		Niveau au 18 déc. 1974
	plus haut	plus bas	plus haut	plus bas	
Londres	509,5	305,9	339,3	150,4	161,1
New York	1 051,7	788,3	891,7	577,6	603,5
Toronto	237,9	200,4	228,8	150,6	153,3
Tokio	422,5	284,7	342,5	252,0	282,4
Hong Kong	1 775,0	423,9	481,9	150,1	163,3
Paris	98,9	70,7	85,1	47,8	49,4
Bruxelles	142,3	112,8	131,5	84,2	87,8
Francfort	120,7	85,0			
Amsterdam	171,9	113,3	140,8	94,6	106,1
Milan	147,3	98,3	154,2	87,0	87,8
Stockholm	389,5	297,2	410,6	303,3	304,8

The Economist du 22 décembre 1973 et du 21 décembre 1974. —

Conformément à l'enchaînement analysé par Marx entre la crise qui « a pour sphère immédiate la banque, la bourse et la finance » et « la crise industrielle proprement dite » dont la première est en réalité un moment, la chute de la production industrielle a été également précédée puis accompagnée par toute une série de banqueroutes en cascade dans le domaine des banques et des sociétés de financement. Ernest Mandel en a fait un recensement assez complet dans son livre « La Crise 1974-1978, les faits, leur interprétation marxiste ». Nous indiquerons plus loin nos désaccords avec lui sur le plan de la méthode. Mais l'énumération qu'il donne est importante, même s'il se garde bien d'en analyser lui-même le sens et la portée exacts :

« Le krach de la *Herstadt Bank* à Cologne ; celui de la *Franklin Bank*, de la *National Bank of San Diego*

aux Etats-Unis, et du groupe italien *Sindona* qui les dominait ; l'effondrement des « banques secondaires » et de plusieurs groupes financiers britanniques, ainsi que celui de la *International Credit Bank* (une banque israélienne créée en Suisse), etc.

Les banques secondaires britanniques ont connu de très graves difficultés. Vingt-six d'entre elles n'ont pu être sauvées que par des appuis importants de la part des principales banques. Parmi elles, il faut mentionner notamment le *United Dominions Trust*, la plus importante société de financement privée de Grande-Bretagne, la *First National Finance Corporation*, qui s'était lancée depuis le début des années 1970 dans les affaires bancaires, et la *Sterling Industrial Securities*. Même les vénérables et mystérieux *Crown Agents*, dont on dit qu'ils gèrent les avoirs à Londres de quatre-vingt-dix

gouvernements (!) de par le monde, ont perdu pas moins de 212 millions de livres sterling par des engagements imprudents dans des banques secondaires et des sociétés finançant la spéculation immobilière (*The Economist*, 10 décembre 1977). Ils n'ont pu être sauvés de la banqueroute que par un don de 85 millions de livres sterling de la part du gouvernement britannique, ainsi que par une garantie étatique de tous leurs dépôts (*Financial Times*, 20 septembre 1976).

Aux Etats-Unis, les conséquences de la spéculation immobilière pour le système bancaire furent quantitativement encore plus importantes qu'en Grande-Bretagne, bien que moins lourdes de conséquences, vu les réserves plus amples du système bancaire. Entre 1969 et 1971, la vogue des REIT (*Real-Estate-Investment-Trusts*, trusts d'investissements dans l'immobilier) leur permit de vendre des parts pour quelque six milliards de dollars. Pendant la récession, ces parts perdirent 70 % de leur valeur. Même le REIT, relié à une banque aussi puissante que la *Chase Manhattan Bank*, qui chapeaute le groupe Rockefeller — le *Chase Manhattan Real Estate Investment Trust* — a vu le cours de ses parts s'effondrer de 70 à 4 dollars ! Les grandes banques de New York détiennent des prêts immobiliers non garantis pour quelque 7 milliards de dollars et pour 4 milliards des parts de REIT, dont la valeur est plus qu'incertaine. Mais il ne s'agit point là des seuls prêts et actifs douteux de ces grandes banques. En automne 1975, la brusque menace d'une banqueroute de la municipalité de New York apparut à l'horizon. Il s'avéra alors que les douze principales banques de New York détenaient pour plus de 4 milliards de dollars de « mauvaises dettes » (2 milliards d'obligations de la municipalité de New York ; 1 milliard de prêts aux lignes aériennes ; 0,4 milliard de prêts à la *WT Grant* et plus d'un demi-milliard de dollars de prêts à d'autres municipalités menacées de faillite), à ajouter aux 11 milliards de prêts immobiliers douteux !

Dans certains cas, la somme du capital propre et des réserves pour pertes en cas de prêts est déjà infé-

rieure à la valeur des REIT en faillite. Ce fut le cas en 1975 pour au moins deux des douze principales banques de New York, la *Chemical Bank* et la *Bankers Trust Cy*. La *Marine Midland Bank*, qui fait partie des « douze grands », avait déjà enregistré une perte d'exercice au quatrième trimestre 1975. La *Federal Reserve* a pris l'engagement de soutenir en tout cas les grandes banques. Mais à cette fin, elle surveille couramment de près non moins de 546 banques dont le sort donne quelque inquiétude.

La *Banque d'Angleterre* avait accordé une garantie similaire aux cinq grandes banques britanniques, afin de couvrir leur opération de sauvetage des banques secondaires et des sociétés de financement. Elle aurait « couvert » ou garanti des prêts interbancaires pour un total de 3 milliards de dollars, dont notamment 70 millions de livres sterling pour dégager la *Slater Walker Securities* (une affaire spéculative montée par l'ami de l'ex-Premier ministre Edward Heath, Jim Slater, considéré comme « génie financier » pendant les années 1960 et au début des années 1970), et encore 70 millions de livres sterling à la banque privée de Londres *Edward Bates*, dans laquelle du capital arabe est engagé dans une proportion de 25 %.

Ernest Mandel indique également :

« De nombreuses sociétés de financement de la Cité de Londres, spécialisées dans la spéculation immobilière, étaient entraînées dans le tourbillon, notamment le groupe *Lyon*, les assurances *Jessel*, la *London & Country Securities*, le *Triumph Investment Trust*. Selon l'hebdomadaire *The Economist* du 9 août 1975, "l'effondrement du marché immobilier a représenté pour le système financier britannique une menace plus grande que le retrait des dépôts des banques secondaires. Sur la base d'une appréciation réaliste de leurs avoirs, toute une série de banques sont devenues insolubles et ne survivent plus que grâce à leur bonne renommée... Fin 1974, le total des prêts aux sociétés immobilières et à l'industrie du bâtiment s'éleva à 5 milliards de livres sterling. C'était plus de la moitié du montant des

prêts à l'ensemble de l'industrie britannique, alors qu'en 1970, cette part ne s'éleva qu'à moins de 20 %... De quel montant la valeur de ces prêts dépasse-t-elle la valeur de marché actuelle [de ces terrains et bâtiments] ? Plus d'un milliard de livres sterling au prix de 1973 — les portefeuilles des groupes privés *Stern* et *Lyon*, ainsi que les *Guardian Properties* bien connues qui s'étaient effondrées l'an dernier, y compris — se trouvent probablement entre les mains d'administrateurs de faillites et de liquidateurs". » (E. Mandel, *La Crise 1974-1978, les faits, leur interprétation marxiste*, Flammarion 1979, chap. XI).

L'intervention de l'ensemble des banques centrales des principaux Etats impérialistes réunis à Bâle en 1974, à la suite de la menace de défaut de paiement d'une société financière américaine, le Continental Mortgage Investors, pour un prêt de 80 millions sur le marché des euro-dollars, a permis d'enrayer le mouvement. Le spectre d'une panique bancaire et d'un effondrement du système bancaire et du marché monétaire internationaux a reculé. Des dizaines d'analystes financiers en ont cependant évoqué la possibilité pendant plusieurs mois. Comme nous le verrons plus loin, d'autre part, loin de chercher à réduire la montagne de dettes accumulées à l'échelle mondiale à partir de l'économie américaine, la bourgeoisie mondiale n'a fait que la développer à un niveau supérieur encore à celui de 1973-1974.

1975 : UNE NOUVELLE RELANCE PAR L'INFLATION QUI NE PEUT PLUS MASQUER L'AMPLEUR DES CONTRADICTIONS

Car c'est par une nouvelle relance inflationniste que les Etats impérialistes ont, encore une fois en 1975, enrayer la marche à l'effondrement de la production et à la dislocation du marché mondial :

« Lorsqu'ils se sont rendu compte de l'ampleur de la récession, écrit l'OCDE, les gouvernements ont commencé à réorienter leur politique économique dans un sens plus expan-

sionniste (...). Au premier semestre de 1975, les grands pays ont pris simultanément des mesures budgétaires de relance. » (OCDE, *Pour le plein emploi...*, op. cit., p. 87).

Sur ce point, Ernest Mandel donne également des données précises et utilisables :

« Aux Etats-Unis, la reprise économique a été préparée par un déficit budgétaire colossal de l'ordre de 70 à 80 milliards de dollars pour l'année fiscale juillet 1975-juin 1976. En Allemagne occidentale, le déficit budgétaire a été de l'ordre de 30 milliards de dollars. Si on y ajoute trois autres déficits du secteur public (budget d'Etat et secteurs nationalisés) considérables de pays impérialistes, tels que la Grande-Bretagne (20 milliards de dollars), la France (10 milliards de dollars) et l'Italie (25 milliards de dollars), on peut évaluer qu'entre le milieu de l'année 1975 et le milieu de l'année 1976, pas moins de 175 milliards de dollars de pouvoir d'achat supplémentaire ont été injectés dans le circuit économique rien que par le truchement des déficits budgétaires des principaux pays impérialistes. C'est une somme qui dépasse celle des déficits budgétaires des puissances impérialistes principales pendant une année quelconque de la Deuxième Guerre mondiale. Elle est sans commune mesure avec les modestes expériences keynesiennes du New Deal rooseveltien. » (E. Mandel, *La Crise 1974-1978*, op. cit., p. 68).

Nous reviendrons dans un instant sur l'expression « expériences keynesiennes » qu'Ernest Mandel utilise tout au long de son livre, tout comme il le faisait déjà au moment où il écrivait « Le Néo-capitalisme et son apogée ». Dans l'immédiat, il s'agit d'établir le fait que les conditions dans lesquelles la marche à la dislocation du marché mondial a été enrayerée — c'est-à-dire par l'intervention des banques centrales et des gouvernements pour sauver et renflouer les banques et les grands trusts en danger de faillite (Lockheed aux Etats-Unis, Rolls Royce en Grande-Bretagne, pour ne prendre que deux exemples illustres), et pour mettre en œuvre encore une fois une politique de relance inflationniste massive — signifient qu'aucune

des causes de la chute de la production industrielle de 1974-1975 n'a été éliminée. Bien au contraire, toutes sont présentes aujourd'hui et le sont sur une échelle infiniment plus élevée encore qu'à l'époque.

Dans son rapport déjà cité, écrit en 1978, l'OCDE précise :

« Dans le courant de l'année 1976, il devint en effet manifeste que les diverses impulsions temporaires qui avaient permis le redressement de la production ne suffisaient pas à relancer l'investissement productif et à assurer une croissance autonome durable. Outre que les effets des divers facteurs mentionnés plus haut commençaient à s'épuiser, l'essoufflement de la reprise reflétait sans aucun doute un climat de confiance maussade, lui-même imputable au fait que la marge de capacité inutilisée restait élevée, ainsi qu'aux incertitudes créées par la persistance d'une inflation rapide et par une série de

remous sur les marchés des changes. »

Dans l'un des plus récents rapports semestriels de conjoncture de l'OCDE publié en 1979, il est toujours question de « reprise ». En fait, depuis 1975, les politiques de relance ont continuellement nourri l'inflation, sans pour autant parvenir à ranimer le mouvement de mise en valeur et d'accumulation du capital engagé dans la production.

A cet égard, l'un des indicateurs économiques les plus significatifs et les plus frappants concerne l'évolution de l'investissement privé net d'amortissement dans huit des principaux pays impérialistes. On constate que, depuis 1975, il n'y a plus de reproduction élargie, mais seulement un simple renouvellement et même une réduction des capacités de production déjà existantes dans des pays aussi importants que les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon.

EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE DANS HUIT PAYS DE L'OCDE

	Croissance moyenne de l'investissement privé		Part de l'équipement et outillage privés dans l'investissement privé total (volume)			
	1960-73	1973-78	1960	1968	1973	1978
États-Unis	4.9	0.7	36.9	43.8	44.9	48.0
Japon	14.3	0	50.0	51.7	59.7	55.6
Allemagne	4.2	-0.2	34.7	39.1	42.9	48.6
France	7.2	0.2	43.6	46.1	50.3	52.5
Royaume-Uni	4.0	3.5	47.4	46.7	51.3	52.3
Italie	4.6	-1.2	38.8	37.6	46.7	48.0
Canada	6.0	2.4	34.1	37.7	40.0	41.3
Suède	4.1	-2.8	40.6	41.9	46.3	47.2

E. Mandel estime que « la fonction historique » de la récession de 1974-1975, pour la bourgeoisie internationale, fut précisément d'en finir avec le « plein emploi » comme « objectif prioritaire de la politique économique, monétaire et sociale », et de réintroduire un chômage massif permanent, pour peser sur le « marché du travail ». C'est introduire là un point de vue fort unilatéral. Reconstituer une armée industrielle de réserve de plus de 16 millions de travailleurs,

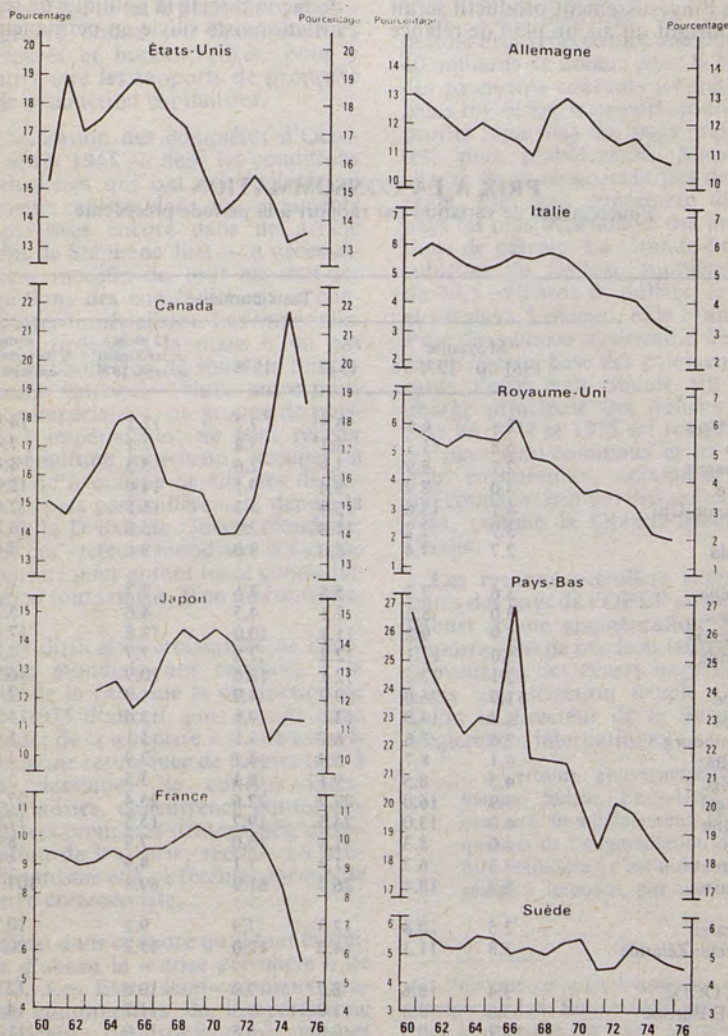
sans compter les travailleurs vivant dans les pays semi-coloniaux à proximité des grands pays impérialistes, est indiscutablement un moyen de peser sur les salaires, mais, de la part de la bourgeoisie, c'est renoncer en même temps à mettre en mouvement la force de travail et donc à produire et réaliser la plus-value correspondant à ces 16 millions de travailleurs. Il est difficile de parler dans ces conditions de la « mission historique » de la chute de la production de 1974-1975.

Cela est d'autant plus vrai que le poids qui a indiscutablement pesé sur les salaires n'a pas permis de rétablir les conditions de la rentabilité du capital, ni d'arrêter la chute du taux de profit. Les calculs du taux de profit effectués par les économistes bourgeois n'ont pas une valeur scientifique très poussée d'un point de vue marxiste. Ils ne valent que comme indicateurs de tendance. Mais le droit

de cité que ces indicateurs ont acquis dans l'économie politique bourgeoise depuis une dizaine d'années est à lui seul symptomatique.

Au-delà des précautions ainsi définies, la lecture du graphique ci-joint établi et publié dans le rapport déjà longuement cité de l'OCDE est une fois encore tout à fait parlante.

TAUX DE RENDEMENT BRUT DU CAPITAL



Selon le dernier numéro de « Business Week » de l'année 1979, consacré aux perspectives d'investissement dans l'économie américaine en 1980 (31 décembre 1979), la chute de la rentabilité se serait poursuivie régulièrement et le taux de profit serait inférieur de plus de moitié à ce qu'il était en 1966.

En raison, d'autre part, des effets dévastateurs de l'inflation, on serait en présence, selon « Business Week », d'une situation où le degré de disproportion atteint dans la rémunération des placements spéculatifs par opposition à l'investissement productif serait si important qu'aucun plan de relance

inflationniste, quel qu'il soit, ne parviendrait à exercer un effet d'entraînement généralisé sur l'économie américaine. Mais c'est là une question que nous retrouverons dans la dernière partie de cette étude, en examinant le « plan » annoncé par Carter.

Il y a une seule série de courbes dont la chute de la production industrielle de 1974-1975 n'a pas modifié la tendance, ni longtemps cassé la hausse. C'est celle des différentes catégories de prix, dont la hausse régulière traduit de façon directe la politique de relance inflationniste suivie en permanence.

PRIX A LA CONSOMMATION

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente

	Taux annuels					
	Moyenne		1977	1978	12 mois se terminant en sept. 1979	6 mois se terminant en sept. 1979
1961-70	1971-76					
États-Unis	2.8	6.6	6.5	7.7	12.1	14.1
Japon	5.8	11.1	8.1	3.8	3.1	7.4
Allemagne	2.7	5.9	3.9	2.6	5.3	4.4
France	4.0	8.9	9.4	9.1	11.0	12.9
Royaume-Uni	4.1	13.6	15.9	8.3	16.5	22.6
Italie	3.9	12.2	17.0	12.1	15.8	16.8
Canada	2.7	7.4	8.0	9.0	9.6	8.6
Autriche	3.6	7.3	5.5	3.6	3.7	3.1
Belgique	3.0	8.5	7.1	4.5	4.6	5.2
Danemark	5.9	9.2	11.1	10.0	12.8	17.4
Finlande	5.0	12.1	12.2	7.8	7.7	7.7
Grèce	2.1	12.5	12.1	12.6	20.9	16.2
Islande	11.9	26.0	29.9	44.9	41.9	62.9
Irlande	4.8	14.0	13.6	7.6	13.6	15.5
Luxembourg	2.6	7.6	6.7	3.1	5.1	5.4
Pays-Bas	4.1	8.7	6.4	4.1	3.9	4.6
Norvège	4.5	8.5	9.1	8.1	3.5	5.2
Portugal	3.9	16.0	27.2	22.6	25.4	27.4
Espagne	6.0	13.0	24.5	19.7	15.5	17.5
Suède	4.0	8.3	11.4	10.0	7.9	8.6
Suisse	3.3	6.7	1.3	1.1	4.9	5.3
Turquie	5.9	18.4	26.0	61.9	69.8	107.5
Australie	2.5	10.8	12.3	7.9	9.2	10.3
Nouvelle-Zélande	3.8	11.3	14.3	12.0	15.2	20.5
Total OCDE	3.4	8.6	8.7	7.9	10.6	12.9
OCDE Europe	3.8	9.8	11.0	9.3	11.7	14.1
CEE	3.7	9.3	9.6	6.8	10.0	11.5

L'AGGRAVATION DES CONTRADICTIONS INTER-IMPERIALISTES : LE CAS DU PETROLE

Dans les conditions nées de la deuxième guerre impérialiste mondiale, la seule guerre au moyen de laquelle l'impérialisme pourrait chercher à recréer les conditions de la rentabilité du capital et à s'ouvrir de nouveaux débouchés serait — pour autant que les rapports politiques entre les classes le permettraient, et aujourd'hui ils ne le permettent pas — la guerre contre les Etats ouvriers dégénérés et bureaucratés, pour y réintroduire les rapports de propriété et de production capitalistes.

L'extension des conquêtes d'Octobre après 1945 — dans les conditions particulières qui ont été analysées à plusieurs reprises dans nos documents et précisées encore dans un article récent de Stéphane Just — a nécessairement modifié du tout au tout les conditions des contradictions et conflits inter-impérialistes. Les impérialismes européens et japonais n'ont pas d'autre choix que de soutenir l'impérialisme américain. Nulle autre puissance impérialiste, ou groupe de puissances impérialistes, ne peut relayer l'impérialisme américain, occuper la place qu'il occupe depuis des décennies et plus particulièrement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Mais ces facteurs mondiaux n'ont pas supprimé pour autant toute contradiction ou tout conflit. Bien au contraire.

Les difficultés croissantes de l'économie mondiale ont conduit, à la veille de la chute de la production de 1974-1975 d'abord, puis ensuite dans le cadre de la « reprise » si vite essoufflée, à une résurgence de formes tout à fait classiques de conflits inter-impérialistes, concurrence autour des matières premières stratégiques, modification de leur prix, recours au protectionnisme et à différentes formes de guerre commerciale.

C'est dans ce cadre qu'il faut examiner d'abord la « crise pétrolière » de 1973. Les Etats semi-coloniaux arabes, compradors de l'impérialisme américain, ont souligné à maintes

reprises le caractère étroit de leur alliance avec celui-ci et avec les grandes compagnies pétrolières (4). En 1973, ils ont agi dans ce cadre.

L'embargo a touché les Etats-Unis dans une bien moindre proportion que l'Europe et le Japon. Les Etats-Unis achetaient alors 6 % de leur pétrole directement au Moyen-Orient, et 3 % indirectement par l'intermédiaire des raffineries européennes. Le principal effet de l'embargo n'a pas été une baisse des quantités, mais un rapide accroissement des prix. Celui-ci a touché lui aussi moins les Etats-Unis que l'Europe. L'OCDE a estimé qu'en 1974, l'accroissement du coût du pétrole brut représentait une charge de 40 milliards de dollars pour la balance des paiements courants (commerce et gains invisibles, transport, tourisme et profits rapatriés) des pays impérialistes, puis globalement. Mais cette charge ne se répartissait pas de façon égale. Elle était concentrée dans les pays les plus dépendants des importations de pétrole. La Grande-Bretagne subissait un fardeau supplémentaire de 10,5 milliards de dollars, le Japon et l'Italie 8,5 chacun, et la France 6,5. Pour la balance américaine des paiements, sur la base des paiements courants, l'effet était minime. En fait, la charge principale des déficits pétroliers en 1974 et 1975 est retombée sur les pays semi-coloniaux et les économies européennes, notamment celles qui connaissaient des difficultés aggravées, comme la Grande-Bretagne et l'Italie.

Les revenus pétroliers supplémentaires des pays de l'OPEP allaient contribuer à une augmentation de leurs importations de produits industriels en provenance des divers impérialismes. Mais une sélection devait s'opérer. Selon le directeur de la Banque des Règlements internationaux :

« Certains gouvernements (Allemagne, Suisse, Etats-Unis, Japon) ont tiré immédiatement les conséquences de l'augmentation de la facture pétrolière : c'est-à-dire qu'ils ont réussi à imposer, par une politique

(4) Voir sur ce sujet l'étude de Anthony Sampson, *Les Sept Sœurs*, qui examine bien la politique des trusts pétroliers.

rigoureuse sur le plan monétaire, fiscal et budgétaire, une réduction de la progression du niveau de vie national, au prix du ralentissement de l'activité économique et de l'emploi.

Ces gouvernements ont accepté — si l'on veut — la théorie de l'impôt dû à l'OPEP, et ils se sont efforcés de provoquer un transfert de biens réels, de l'ordre de 1 % à 2 % du revenu national, par réduction de la consommation intérieure et accroissement des exportations vers les pays exportateurs de pétrole.

Le cas type est évidemment celui de l'Allemagne, dont les exportations vers l'OPEP sont passées de 5,9 milliards de DM en 1973 à 20,7 milliards de DM en 1976, alors que les importations de pétrole en provenance de ces pays passaient de 7,9 milliards de DM en 1973 à 22,7 milliards de DM en 1976, donc sans accroissement du déficit. »

L'avantage des Etats-Unis n'a pas été dû uniquement à leur indépendance énergétique relative et à l'impact inférieur des coûts d'importation. Ils ont bénéficié également de l'augmentation considérable des profits pétroliers faits par les grands trusts « majeurs ». L'exemple de l'Aramco, consortium de Exxon, Texaco, Socal et Mobil, qui opère en Arabie Saoudite, est fort illustratif. En février 1973, le prix de l'Aramco pour un baril de pétrole brut était de 2,40 dollars et sa marge, après les taxes et royalties, de 1,61 dollar, était de 79 cents. En janvier 1974, le prix de l'Aramco a atteint 10,83 dollars et sa marge, après les taxes et royalties de 7,10 dollars, était de 3,73 dollars.

Cette situation a conduit également à une aggravation des contradictions au sein du capital financier international et américain. Les profits élevés faits sur la production du pétrole ont permis aux grands trusts pétroliers de réduire leurs marges sur le raffinage et la distribution, et de faire disparaître la plupart des sociétés pétrolières « indépendantes ». Cela était vrai aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis. La « crise pétrolière » a été l'occasion d'une augmentation considérable du degré de concentration du capital financier centré sur le pétrole,

et aussi de la mainmise par lui sur pratiquement toutes les autres formes d'énergie disponible, grâce à une vaste politique de rachats et de « diversification » (5).

La « nouvelle donne pétrolière » au sein du capital financier est en arrière-fond d'une partie des conflits politiques au sommet de l'Etat américain. C'est à l'instigation des fractions du capital américain lésées par la poussée des trusts pétroliers qu'a été créée au Sénat la Commission Church chargée d'enquêter sur les « activités » des sociétés pétrolières. C'est là un indice — auquel il ne faut attacher ni trop ni trop peu d'importance — des conflits qui contribuent à nourrir la crise de la forme de domination politique aux Etats-Unis.

Mais c'est aussi un facteur supplémentaire d'anarchie et de dislocation du système pourrissant que les Etats-Unis ont mis en mouvement en permettant et en approuvant tacitement la première crise pétrolière. La hausse du prix du pétrole, elle aussi de moins en moins « maîtrisée » à mesure qu'on avance vers la fin des années 1970, s'est ajoutée comme une force explosive supplémentaire dans la marche à la dislocation des échanges.

REMONTEE DU PROTECTIONNISME

La lente montée du protectionnisme est un fait marquant de l'économie mondiale après 1975. Chaque Etat impérialiste a sa propre gamme de techniques, dont une parmi d'autres seulement est le relèvement des tarifs douaniers. L'une de celle des Etats-Unis porte le beau nom d'« accord d'organisation ordonnée du marché » (Orderly marketing agreement). Leur effet commun est une lente dislocation et un ralentissement des échanges mondiaux.

Pour s'en tenir à la période 1976-1977 :

« Pas moins de 800 plaintes ont été soumises à la conférence du GATT de 1977.

(5) *Business Week* publie régulièrement des articles qui suivent l'évolution de cette question précise.

— les Etats-Unis ont imposé au Japon, sous couvert d'un accord sur l'« orderly marketing », une réduction des exportations vers les USA d'appareils de télévision en couleurs. Des accords similaires ont été imposés pour réduire la croissance des importations de chaussures en provenance de la Corée du Sud et de Taïwan. Une première application de l'« orderly marketing arrangement » avait frappé dès 1976 les importations d'aciers spéciaux aux Etats-Unis ;

— la CEE a imposé à Hong-Kong, à la Corée du Sud et à d'autres pays asiatiques des contingents limités d'exportation de produits textiles fin 1977, dans le cadre du renouvellement de l'accord dit « multifibre » ;

— les Etats-Unis cherchent à imposer (toujours sous couvert de la lutte contre le dumping) une limitation de l'importation de produits sidérurgiques en provenance aussi bien du Japon que de l'Europe (le projet dit « projet Solomon » frapperait d'ailleurs davantage les produits européens que les produits japonais) ;

— l'Italie a pris des mesures de taxation provisoire des importations (y compris celles en provenance du Marché commun) pour rétablir l'équilibre de sa balance des paiements ;

— la France a réduit l'importation de souliers italiens ;

— l'Italie a eu recours à des restrictions d'importations massives pour des produits textiles non seulement en provenance des pays de l'Est et du Tiers-Monde, mais encore des pays européens non membres de la CEE (la Suisse, le Portugal et la Turquie sont particulièrement visés) (*Neue Züricher Zeitung*, 12-13 novembre 1977) ;

— la CEE a imposé des tarifs douaniers exorbitants à l'importation de vis métalliques et de chaînes de moto en provenance de Taïwan, ainsi qu'à l'importation de roulements à billes provenant du Japon ;

— les Etats-Unis, cédant au « lobby » du sucre, ont imposé un droit d'entrée pour le sucre étranger

qui s'élève à 60 % du cours actuel du sucre sur le marché mondial (notons que le prix du sucre s'est effondré de 30 cents la livre en 1975 à moins de 10 cents en novembre 1977, et que les coûts de production du sucre aux USA seraient de 13-14 cents la livre actuellement) ;

— la CEE a pris de sévères mesures de limitation des importations de produits sidérurgiques fin 1977, en décrétant des prix minima à l'importation ;

— le Japon a limité l'importation de quelques rares articles européens ayant effectivement conquis son marché, tels les souliers de ski italiens et français ;

— le Canada a réduit d'autorité l'importation de produits textiles en provenance du Tiers-Monde pour 1978 au niveau de 1975 ;

— l'Australie a multiplié les pratiques protectionnistes ;

— la Suède a réduit radicalement les importations de chaussures italiennes, ce qui a entraîné comme mesure de rétorsion une limitation des importations de papier suédois dans la CEE. »

C'est dans ce contexte que se situe l'échec total des négociations, au sein du GATT, du « Tokio Round », destiné en particulier à améliorer les conditions de la concurrence commerciale trilatérale : Etats-Unis - Japon - Europe.

Depuis 1978, chaque semaine comporte l'annonce de nouvelles mesures protectionnistes limitées, dont le champ couvre la majorité des secteurs industriels.

POUR UNE CARACTERISATION PRECISE DE 1974-1975

Avant de terminer cette section, il est nécessaire de chercher à donner une caractérisation aussi précise que possible des faits économiques de 1974-1975 : chute de la production industrielle, recul du commerce mondial, montée du chômage et des faillites, premiers pas faits à la même époque dans le sens d'un krach du système

bancaire, monétaire et financier international. Il est utile également de prendre position face à certaines des positions défendues par Ernest Mandel dans son livre sur cette période. Cela paraît d'autant plus souhaitable qu'il s'agit certainement de l'interprétation d'ensemble de la crise la plus accessible en librairie et dont, grâce à un large tirage, l'audience a été la plus grande.

En décembre 1976, dans un numéro spécial de « La Correspondance internationale » consacré aux 25 thèses sur la révolution mondiale présentées par Ernest Mandel, et la discussion par Stéphane Just de ces thèses dans une contribution spéciale, celui-ci a posé, page 14, une question clef à Ernest Mandel : sommes-nous aujourd'hui en présence du « capitalisme en général » ou de « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme » ? La lecture du livre cité de Ernest Mandel semblerait indiquer ou bien qu'il ne soit pas encore parvenu à saisir la portée de cette question, ou bien, comme il est plus probable, qu'il ait sur ce point une divergence très importante, non encore explicitée dans la discussion engagée avec le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Car l'interprétation qu'Ernest Mandel donne de la crise de 1974-1975 se tient toujours résolument dans le cadre du « capitalisme en général ». A la page 25 de son livre, il « affirme catégoriquement » que « la récession généralisée de 1974-1975 est une crise classique de surproduction ». Elle a, bien entendu, des « particularités spécifiques », mais celles-ci sont définies au chapitre V, sans la moindre référence à l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme. Plus loin, au début du chapitre VII, Ernest Mandel précise au contraire que la crise de 1974-1975 représente la « vingtième crise de surproduction depuis la formation du marché mondial du capitalisme », et il donne ensuite l'énumération complète des crises :

« Il y eut exactement vingt crises de surproduction, à intervalles plus ou moins réguliers : les crises de 1825, 1836, 1847, 1866, 1873, 1882, 1891, 1900, 1907, 1913, 1921, 1929, 1937, 1949, 1953, 1958, 1961, 1970, et celle de 1974-1975. »

Toutes sont donc mises sur le même plan. A en croire Mandel, la crise de 1929 n'aurait pas une portée historique différente de celles qui ont marqué la formation et l'expansion du capitalisme jusque vers la fin du XIX^e siècle. La crise de 1929 pourrait également être mise sur le même plan que les retournements conjoncturels rapidement enrayés par la relance des dépenses parasitaires des Etats impérialistes qui ont eu lieu à partir de 1949.

Dans le « Manifeste du Parti communiste », Marx et Engels définissent la crise comme l'expression — la plus élevée à leur époque, mais ensuite il y a eu les guerres de l'époque impérialiste — « de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime des propriétés qui conditionne l'existence de la bourgeoisie et sa domination ». La crise concentre, disent-ils, toutes les contradictions du mode de production capitaliste. Moyennant « une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, l'épidémie de la surproduction », moyennant la destruction « non seulement d'une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes », la crise rétablit brutalement, et au prix des plus grandes souffrances, les conditions de la rentabilité du capital et de la reprise de l'accumulation.

La crise assure le relèvement du taux de profit et la réapparition de marchés permettant la réalisation de la plus-value produite. Elle est, à côté des guerres impérialistes qui sont venues jouer une fonction analogue au XX^e siècle, le seul « mode de régulation » (pour employer l'expression mise à la mode aujourd'hui par les économistes néo-staliniens tels que Aglietta) que le capitalisme connaisse. Mais ce « mode de régulation » ne fonctionne que dans des conditions où :

« La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisa-

tion, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci, qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. »

La crise de 1929 est venue faire la démonstration à l'échelle mondiale de ce qu'une telle situation signifiait non plus pour le « capitalisme en général », mais pour le capitalisme au stade de l'impérialisme. Dans la postface à la seconde édition allemande du « Capital », Marx parle déjà de la crise qui éclatera tôt ou tard, dont « l'universalité de son théâtre et l'intensité de son action fera entrer la dialectique à coups de marteau même dans les têtes les plus dures ». La crise de 1929, survenant dans la période du plein épanouissement de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, dans l'ère des guerres et des révolutions, a été une telle crise qui a « menacé l'existence de la propriété bourgeoise ».

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la bourgeoisie impérialiste mondiale a tout mis en œuvre pour repousser une nouvelle échéance semblable à 1929. A mesure que les années ont avancé et depuis 1968 en particulier, elle s'est acharnée dans ce sens. L'état des rapports politiques entre les classes, la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, l'état de décomposition de la société bourgeoise mettent la bourgeoisie hors de mesure d'affronter une crise universelle menaçant « l'existence même de la société bourgeoise ».

C'est pourquoi, depuis la Deuxième Guerre mondiale, la bourgeoisie a combattu chaque fléchissement, même mineur, de la production et des échanges par des relances inflationnistes ordonnées autour des dépenses parasitaires de l'Etat, dont le montant a dû être chaque fois plus élevé, gigantesque. Il n'est pas légitime, pas scientifique, de parler de crise pour caractériser les fléchissements de 1949 (occa-

sion de la première relance inflationniste par l'armement), de 1953, 1958, 1961, 1970, parce qu'à aucun de ces moments il n'y a eu de rétablissement des conditions de base de la rentabilité du capital, destruction d'une masse suffisante de marchandises, de moyens de production et de capitaux fictifs pour relever le taux de profit.

Il n'est pas absolument exact non plus de parler de crise au sujet de la chute de la production industrielle — si importante qu'elle ait été — et du recul du commerce mondial de 1974-1975. Les faits que nous avons analysés ont marqué un moment très clair et très important dans la marche à la « crise universelle » dont parle Marx, c'est-à-dire à l'effondrement de la production et du système bancaire, financier et monétaire mondial, à la dislocation du marché mondial et du système mondial du commerce international. L'examen des principaux indicateurs montre que 1974-1975 est une date marquante, dans le sens où, à partir de cette période, un certain nombre de ressorts qui avaient tant bien que mal refonctionné à coups de relance inflationniste depuis 1949 ont cessé de marcher, ont été « cassés » dans des conditions où la relance inflationniste n'a pas été cette fois en mesure de les remettre en route.

Dans la marche à la dislocation du marché mondial et la crise « universelle », partie intégrante centrale de la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, les événements de 1974-1975 ont donc leur place, toute leur place. Mais ils n'ont pas constitué une crise, au plein sens du terme, parce que, comme Mandel le montre lui-même avec un luxe de détails « scientifiques », mis au service d'une méthode qui elle ne l'est pas, elle n'a pas rétabli les conditions de l'accumulation, assaini le marché, relevé le taux de profit qui continue au contraire à baisser. 1974-1975 a montré que la marche à la dislocation du marché mondial était effectivement largement entamée et l'a encore fait avancer, mais la crise, au sens marxiste, est encore devant nous.

La thèse d'une « crise classique de surproduction », caractéristique du « capitalisme en général », interprétation étayée de surcroît par un appel à la théorie des mouvements de longue

période de Kondratief, laquelle repose sur des bases théoriques étrangères au marxisme, doit être rejetée.

« Non pas le capitalisme en général, dit Trotsky dans Défense du marxisme, mais un capitalisme donné, à un stade déterminé de son développement. »

Or le stade de développement actuel est celui du pourrissement avancé du système, combiné avec des rapports politiques entre les classes qui ferment à la bourgeoisie tout autre recours que la relance inflationniste au moyen des dépenses parasitaires de l'Etat, militaires en premier lieu.

Mais le terme « dépenses parasitaires » est un terme exclu du vocabulaire de Mandel, tout comme l'est le terme « pourrissement » et même celui de « l'impérialisme comme stade du capitalisme ». Pour Mandel, il n'y a pas de dépenses parasitaires ; il y a seulement des « techniques de relance keynesiennes et néo-keynesiennes » (souligné par Mandel), utilisées en doses plus ou moins massives. Parlant de la relance inflationniste de 1975 et du fait qu'elle a enrayé la « récession », Mandel écrit que la reprise de 1976

« confirme la justesse d'un diagnostic que nous avons formulé dès 1960. L'Etat bourgeois n'a absolument pas les moyens d'éviter les fluctuations économiques et une rechute périodique dans la crise de surproduction. Celle-ci est innée dans le mode de production capitaliste. Elle ne disparaîtra qu'avec lui. Mais il a le moyen de limiter dans l'immédiat la durée et la profondeur de la récession par l'application de techniques keynesiennes et néo-keynesiennes — c'est-à-dire en créant de la fausse monnaie. Le prix qu'il paye pour l'application de ces techniques anti-crise, c'est la dévalorisation progressive des monnaies de papier et l'accélération de l'inflation. La limite de l'application

des techniques anti-crise est atteinte lorsque l'inflation, ayant épuisé les gros des réserves d'une puissance impérialiste, commence à s'emballer et perd tout effet stimulant sur l'activité économique, provoquant même des effets pervers. » (E. Mandel, *La Crise 1974-1975*, op. cit., p. 73).

On admirera la manière dont le pourrissement du système monétaire, la « corruption de la monnaie » sur une échelle sans précédent, la montagne de dettes sont caractérisés comme autant d'effets « pervers ». Mais on notera aussi le refus de définir avec précision le lieu où s'effectuent les injections de crédits. Pour Mandel, il s'agit d'« injections de pouvoir d'achat » en général, et plus loin il prétend même que le seul secteur qu'elles favorisent à coup sûr sont les consommateurs !

« La seule conclusion à tirer d'une stimulation vigoureuse de la demande par amplification accélérée de la masse monétaire, c'est qu'elle arrêtera à coup sûr la chute de la demande de biens de consommation. Quand le gouvernement distribue des dizaines de milliards de dollars supplémentaires aux consommateurs, le volume des ventes courantes de biens de consommation pourra difficilement baisser. Le fait que les allocations de chômage, contrairement aux années 1930, atteignent maintenant des taux assez élevés — évoluant, selon *The Economist* du 15 janvier 1978, entre 44 et 80 % des salaires précédents, et pouvant même dépasser ceux-ci par l'incidence de la baisse des impôts dans certains cas limites — contribue évidemment à limiter le fléchissement de la demande de biens de consommation résultant de la récession. » (E. Mandel, *La Crise 1974-1975*, op. cit., p. 73).

Voilà bien des problèmes que la reprise et la poursuite de la discussion devront aider à clarifier.

relance de l'économie d'armement

Le 28 janvier, dans le cadre de sa présentation du budget US pour 1981, Carter a annoncé la mise en route d'un gigantesque programme d'armement, d'une ampleur quasiment sans précédent. Il faut rappeler les chiffres et comprendre ce que signifie l'annonce de ce programme, comme premier pas dans la recherche pour la bourgeoisie impérialiste des moyens de créer les conditions politiques d'une agression militaire massive contre la classe ouvrière et les masses mondiales, contre les conquêtes d'Octobre, contre l'exemple contagieux de la révolution iranienne en Asie centrale, au Moyen et au Proche-Orient, de la révolution nicaraguayenne en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Il faut également examiner les chiffres et leur portée exacte en tant que moyen de relance de l'économie américaine.

Dans un cas comme dans l'autre cependant, il ne faut pas céder à l'impressionnisme. Ce n'est pas sur la base d'un discours et sur l'annonce d'un programme militaire pour armer l'Etat impérialiste US encore plus massivement et relancer l'économie que Carter va colmater les fissures politiques au sein de la bourgeoisie mondiale et encore moins les brèches existantes dans le système de domination politique de la bourgeoisie américaine elle-même. D'autre part, et ceci contribue à expliquer cela, au degré déjà atteint actuellement d'injection de crédits parasitaires — en premier lieu militaires, dans l'économie américaine par l'Etat impérialiste —, aux niveaux d'inflation et d'endettement qui sont ceux de cette économie, la politique choisie par Carter est, aux yeux des banquiers et analystes financiers, une politique parfaitement aventuriste et irresponsable.

Dans son éditorial du 29 janvier, le journal « Les Echos » traduit le scepticisme profond de ces milieux à la politique choisie par Carter :

« Le budget présenté hier par Jimmy Carter au Congrès pour l'année commençant le 1^{er} octobre prochain, concilie, en apparence, l'inconciliable : il accroît l'effort d'armement sans sacrifier les dépenses civiles tout en prévoyant une diminution de l'inflation... ! Les circonstances — à savoir la situation internationale et la perspective des élections présidentielles — pourraient faire que l'exercice 1980-1981 se solde en fin de compte par des chiffres sensiblement différents de ceux publiés, hier, par la Maison-Blanche... »

En somme, en langage poli, la Banque dit à Carter : « demain, on rase gratis » ! Commençons par rappeler le montant chiffré du programme d'armement.

LE PROGRAMME D'ARMEMENT DE CARTER

Dans sa présentation du projet de budget, Carter a annoncé le développement de nouveaux crédits militaires au rythme suivant :

1980	146	milliards de dollars
1981	158	milliards de dollars
1982	180	milliards de dollars
1983	201,5	milliards de dollars
1984	224,2	milliards de dollars
1985	248,9	milliards de dollars

(Ces chiffres sont annoncés en dollars courants par le Département de la Défense, et utilisent un taux prévu d'inflation de 8,2 % pour les contrats de fournitures, et 9,3 % pour les contrats de technologie).

Les autorisations de programme annoncées pour 1985 dépasseront donc de 100 milliards de dollars celles

de 1980. Leur addition au cours des cinq années conduira à la somme gigantesque de plus de 1 000 milliards. La hausse sera d'environ 50 % (en termes réels) en 1985 par rapport à 1981, et d'environ 75 % (en dollars courants) pour l'ensemble des cinq années par rapport au quinquennat précédent.

Le détail des commandes à venir commence à être connu. 97 navires de guerre (surtout des porte-avions et sous-marins) vont être construits d'ici à 1985 (17 dès 1981, contre 12 cette année). 1 700 avions militaires vont être commandés (dont 466 en 1981 et 491 en 1982). Les chaînes de montage fonctionneront à plein chez Mc Donald Douglas et General Dynamics, constructeurs respectifs des avions F-15 et F-16 (pour un prix allant de 10 à 80 millions de dollars l'unité). Chrysler, dont l'avenir était en discussion au Sénat, recevra en 1981 un contrat de plus d'un milliard de dollars pour la fabrication du char XM-1 : 769 de ces engins seront produits dès cette année et le total pourrait arriver à sept mille exemplaires... Il faut ajouter les matériels nouveaux prévus pour équiper la « force à déploiement rapide » (avions cargo et navires « prépositionnés ») ainsi que la « nouvelle génération » de missiles stratégiques intercontinentaux comme le MX.

C'est ainsi, en relation avec ses objectifs politiques, mais aussi comme instrument de politique économique en soi, que Carter croit pouvoir relancer une nouvelle fois l'économie américaine.

« UNE ECONOMIE MURE POUR LA RECESSION »

En octobre 1979, la revue « Banque » a publié un important article intitulé « Les Etats-Unis : une économie mûre pour la récession ». Fort bien documenté et informé, l'article ne fait que refléter des positions largement répandues chez des spécialistes financiers de la place de New York et des autres grandes places internationales.

L'article estimait alors que l'on serait en présence des signes classiques de la récession : ralentissement des

ventes de détail, diminution des commandes et, à son tour, baisse de la production et de l'emploi. En octobre, la production avait dans l'ensemble seulement commencé à fléchir. L'industrie automobile, par contre, était déjà orientée vers la baisse de la production. Son fléchissement représentait à lui seul 90 % de la baisse totale du PNB réel. Dans les autres secteurs, d'autre part, les entreprises avaient commencé à accumuler des stocks à cause d'un recul des ventes.

On constatait la stagnation déjà notée plus haut des investissements, accompagnés par ailleurs d'un très fort accroissement de l'endettement. En effet, rappelait l'article, la dette de tous les secteurs non financiers s'était accrue au taux annuel de 12 % du début de 1975 à la fin du premier trimestre de 1979. Cet accroissement avait dépassé le taux élevé de l'endettement pendant la reprise de 1971-1973 et était presque deux fois plus rapide que pendant les reprises antérieures. La dernière grande menace était l'inflation qui atteignait au troisième trimestre 14 %.

L'état de la balance courante des paiements pouvait paraître positif. Les exportations américaines ont augmenté en 1979 et les importations se sont aplanies malgré la hausse du prix du pétrole. Le déficit courant pour 1979 est estimé, sur la base des premiers sept mois, à 4-5 milliards de dollars, contre 14 milliards en 1978 et 24 milliards en taux annuel d'octobre 1977 à mars 1978. Pourtant, comme le souligne l'article de « Banque » :

« Depuis le mois de juin, le dollar s'est affaibli de nouveau. L'énigme du président Carter y est pour beaucoup car les marchés sont sans pitié, même face aux meilleures intentions. La pression sur le dollar provient principalement des sorties de capitaux privés motivées, comme avant novembre 1978, par le manque de confiance dans la politique de l'Administration en matière d'énergie et d'inflation. »

Car c'est là, dans la politique de Carter, explique l'article de « Banque » — reflétant sur ce point l'opinion absolument unanime des milieux financiers —, que résident les principaux dangers pour l'économie mon-

diale, dont l'économie américaine est le pivot. Ces dangers étaient ceux de voir Carter tenter en cette occasion encore de relancer l'économie par l'inflation. L'auteur exprimait en octobre sa crainte face à la situation aux Etats-Unis :

« Le mirage de l'expansion budgétaire et monétaire comme moyen d'assurer le plein emploi et le bien-être du peuple réapparaît déjà avec force. L'Administration et la Réserve fédérale s'appêtent "à brûler la maison pour rôti le cochon d'inflation", dit-on. »

Et d'affirmer que, cette fois-ci,

« la récession qui s'annonce, et l'inflation qui s'est fortement ancrée depuis des années appellent des efforts orientés vers une désinflation ordonnée. Une réflation précipitée serait pire qu'un crime : elle serait d'autant plus que la prochaine crise monétaire n'est peut-être pas loin. »

Dans l'effort de désinflation, cependant, il faut une direction réfléchie, ferme et courageuse. Il le faut d'autant plus que la prochaine crise monétaire n'est peut-être pas loin. »

Pourquoi « un crime et même une sottise » ? Parce que, de l'avis des banquiers, l'ampleur de l'inflation actuelle, ainsi que l'ampleur des distorsions introduites dans l'ensemble du système des prix par trente années successives d'injections de crédits à partir des dépenses parasitaires de l'Etat impérialiste, la nouvelle relance par l'inflation que Carter a effectivement annoncée en janvier, n'auront strictement plus aucun effet d'entraînement d'ensemble sur l'économie. Elle ne fera exclusivement que nourrir l'inflation et accentuera encore plus la distorsion radicale de l'ensemble du système de prix et de choix d'investissements ou spéculations qui paraissent offerts aux capitalistes.

Dans son étude de fin 1979 déjà citée plus haut sur la rentabilité du capital engagé dans la production, « Business Week » s'interroge sur l'indice qui serait fourni par le cours des actions des entreprises industrielles à la Bourse de New York et les compare avec d'autres variables. L'évolution relative des prix cumulatifs depuis 1968 est la suivante :

(DEPUIS 1968)

Actions en Bourse :	+ 3	% par an
Prix de gros :	+ 6,5	% par an
Diamants :	+ 12	% par an
Immobilier :	+ 12	% par an
Or :	+ 20	% par an

(Sur la base des prix d'octobre-novembre 1979, c'est-à-dire 400 dollars l'once).

La conclusion qui se dégage de l'étude de « Business Week », rédigée avant l'annonce du « plan Carter », est tout à fait claire : le degré de distorsion atteint entre la rentabilité des investissements productifs et celle des investissements financiers et spéculatifs établit des limites étroites aux effets d'entraînement d'ensemble que pourrait avoir une politique de relance inflationniste. En dehors des branches industrielles et des grands trusts directement liés au secteur militaire, la disproportion atteinte dans les taux de rentabilité respectifs des différents investissements ou placements est trop élevée pour permettre une relance générale.

Trois semaines après le discours fracassant de Carter sur « l'état de l'Union » et l'annonce de la nouvelle relance par les dépenses d'armement, le jugement émis par « Business Week » tombe comme un couperet le 18 février 1980. Commentant la courbe de production industrielle, « Business Week » écrit :

« Pratiquement nulle part — sauf peut-être dans l'industrie de la défense — est-il raisonnable de défendre l'hypothèse d'une reprise spontanée de la demande. Au contraire, tous les autres secteurs de l'économie luttent pour maintenir les niveaux de production antérieurs. Sous la surface, la détérioration s'approfondit (...) et l'inflation continue à éroder le pouvoir d'achat des consommateurs, tandis que les coûts en ascension découragent le secteur industriel. »

Aux Etats-Unis, personne ne peut éluder la question du financement inflationniste de ces dépenses nouvelles. Un haut fonctionnaire déclare à « Business Week » :

« Si nous finançons les dépenses d'armement comme nous l'avons fait durant la guerre du Vietnam, de telle sorte qu'elles s'ajoutent à la demande globale, nous ne ferons que pénaliser les investissements non militaires, en accélérant l'inflation et les taux d'intérêt. »

C'est pourquoi, concluait « Business Week », si l'Administration Carter confirme sa décision d'accroître les dépenses militaires, il lui faudra élaborer et imposer en même temps

« une politique de contrôle des prix et des salaires et peut-être un système de rationnement. Ce sont là, naturellement, les attributs d'une économie de guerre. »

L'état des rapports politiques entre les classes, aux Etats-Unis comme à l'échelle mondiale, est-il cependant tel que la bourgeoisie puisse aujourd'hui sérieusement envisager le passage à l'économie de guerre ?

Quatre chiffres viennent appuyer le scepticisme et l'hostilité de toute la partie du capital américain non directement bénéficiaire des contrats militaires, dont « Business Week » se fait l'écho :

- tandis que le PNB s'est accru de 183 % de 1949 à 1979 aux Etats-Unis, la masse monétaire s'est accrue de 700 % ;

- l'injection de crédits parasites depuis quinze ans a porté la part de l'Etat dans le PNB de 29 % en 1965 à 39 % en 1979 ;

- le taux d'inflation est passé de 1,7 % en 1960 à près de 15 % fin 1978 ;

- enfin, l'économie de dette poursuit une croissance de 12 % par an en atteignant, selon les estimations, entre 4 800 milliards et 5 000 milliards de dollars. C'est là un point sur lequel il faut revenir à l'aide des études antérieures de « Business Week ».

1974 : 2 500 MILLIARDS DE DOLLARS DE DETTES

En octobre 1974, « Business Week » publiait une enquête faite avec l'aide de la Bourse de New York, qui dressait un constat (jugé par certains comme catastrophiste) du degré d'endettement atteint par l'économie américaine et de ses implications.

« L'économie américaine repose sur une montagne de 2 500 milliards de dollars de dettes, faite des masses de voitures, de maisons, d'usines et de machines qui ont fait de notre économie la plus riche et la plus puissante de l'histoire.

Les chiffres défient l'imagination : 1 000 milliards de dollars d'endettement des sociétés, 600 milliards de crédits hypothécaires, 500 milliards d'emprunts du gouvernement américain, 200 milliards d'endettement des particuliers. Pour soutenir trente années de croissance économique, ce pays s'est endetté chaque jour à un rythme de 200 millions de dollars jour après jour depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Deux questions décisives doivent être posées :

— les dettes actuellement contractées pourront-elles être honorées ou refinancées à leur échéance ?

— sera-t-il possible de continuer à s'endetter à un rythme suffisant pour soutenir la croissance que nous avons connue depuis la fin de la guerre ?

Il ne fait pas de doute que l'économie américaine continuera à être une énorme dévoreuse de capitaux nouveaux... Et pourtant l'endettement est déjà plus élevé que jamais dans le passé. Pour chaque dollar qui circule, il y a environ huit dollars de dettes, soit plus du double qu'il y a vingt ans. L'endettement des entreprises est quinze fois plus élevé que leurs bénéfices après impôts, contre huit fois seulement en 1955. L'endettement des ménages atteint 93 % du revenu disponible contre 65 % en 1955. Les banques américaines ont prêté à l'étranger des milliards de dollars qui n'existaient même pas en 1955... »

L'étude considérait que, du fait de cet endettement, la situation financière des entreprises s'était déjà gravement détériorée. Le rapport bénéfices bruts/intérêt du capital emprunté était tombé de 12,7 % en 1965 à 3,5 % en 1974. D'autre part, pour financer ces prêts, les banques s'étaient trouvées à leur tour dans l'obligation de prendre de plus en plus de risques. Ainsi le rapport entre les crédits accordés et les dépôts, qui était de 43 % en 1975, était passé en 1974 à 76 %.

Face à cette situation, « Business Week » ne manquait pas d'indiquer les dangers d'une récession :

« On en arrive en fait à prévoir le pire : le spectre d'une réaction en chaîne, où la défection des emprunteurs entraînerait les prêteurs à la faillite, plongeant ainsi le monde dans une profonde dépression.

Certes, nous ne sommes pas dans les années trente. Les gouvernements et les banques centrales sont mieux outillés et plus désireux d'aider les banques en difficulté, comme on l'a vu dans le cas de la Franklin National ou de la banque Herstatt. Mais les sommes engagées sont infiniment plus grandes qu'en 1930. Le plus grand risque est peut-être couru sur les milliards de dollars qui ont été prêtés à des institutions ou à des pays dont la capacité de rembourser se trouve brutalement compromise du fait de la hausse des prix du pétrole. »

La situation la plus préoccupante en effet était celle du marché des euro-dollars :

« Au cours des six premiers mois de 1974, les banques intervenant sur l'euro-marché ont accordé plus de 20 milliards de dollars de crédits de ce type aux sociétés et aux gouvernements, soit des sommes proches du maximum de 1973. Le total de l'endettement ainsi constitué depuis 1970 atteint 60 milliards de dollars... Mais ce procédé présente un immense danger, dans la mesure où les dépôts sur le marché de l'euro-dollar sont à terme de quelques jours ou de quelques semaines, tandis que les emplois des emprunteurs sont à terme de plusieurs années. »

A la même époque, le « Time » du 24 mai 1974 notait :

« D'ores et déjà, le ratio - fonds propres/dépôts - des banques exerçant sur le marché des euro-monnaies a atteint des proportions alarmantes.

Dans le secteur bancaire intérieur du Royaume-Uni, un ratio de 1/15 serait sans aucun doute considéré comme constituant l'extrême limite de la prudence. Aux Etats-Unis, les ratios varient de 1/12 à 1/19, tandis que, sur le marché des euro-devises, on estime actuellement que les ratios sont de l'ordre de 1/40 à 1/50 et qu'ils progressent rapidement. »

« Business Week » expliquait enfin le grave dilemme où se trouvaient la bourgeoisie américaine et son gouvernement. D'un côté, en effet :

« Le total des investissements industriels d'ici à 1985 devrait se monter à 2 650 milliards de dollars. Si cette somme doit être financée dans les mêmes proportions que ces dernières années, on peut estimer que les capitaux propres des sociétés augmenteront de 500 milliards, mais leur endettement de 750 milliards. Or le fardeau d'une telle dette conduirait très certainement, et bien avant 1985, la plupart des sociétés américaines à la faillite. C'est inacceptable. »

Par ailleurs, cependant :

« Ne pas s'engager dans cette voie, c'est choisir l'autre terme de l'alternative : réduire les investissements. Mais, en ce cas, pour ramener l'endettement à des niveaux raisonnables, il faudrait accepter un tel niveau de chômage et une telle dislocation du commerce mondial que cette orientation est tout aussi inacceptable. »

Dans les éléments pour des thèses sur la révolution européenne, rédigées en novembre-décembre 1974, Stéphane Just écrivait :

« L'hypertrophie du crédit, le parasitisme aboutissent à une sorte d'énorme boursouflure qui semble affranchir de leurs limites, de leurs bases, les rapports sociaux de production capitalistes, le capital. En fait, alors même qu'ils permettent la

poursuite momentanée de l'accumulation du capital, ils ne font qu'aggraver à terme le problème. L'énormité de l'endettement, le capital fictif finissent par peser lourdement sur le taux de profit et contribuent à la marche à la crise, dont ils avaient, en créant ce marché artificiel, reculé les limites dans l'immédiat pour les reporter dans le temps. La seule solution pour éviter la crise : élargir encore plus artificiellement le marché, hypothéquer les profits à venir, par un nouvel et plus colossal endettement et une nouvelle et plus formidable formation de capital fictif. »

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, c'est bien cette voie que l'impérialisme a choisie en 1975 pour enrayer le mouvement de chute de la production industrielle et des échanges, et qu'il s'appête à utiliser encore une nouvelle fois.

1978 : 3900 MILLIARDS DE DOLLARS DE DETTES

Quatre ans plus tard, « Business Week » a publié une nouvelle enquête actualisant celle de 1974. Les auteurs constatent que la montagne de dettes a continué à s'accumuler et écrivent :

« Depuis la fin de 1975, les Etats-Unis ont relancé l'économie d'endettement et provoqué une explosion de crédit si effrénée qu'elle laisse loin derrière elle la fièvre qui avait marqué le début des années 1970. Certes, ceux qui ont le plus péché hier ne sont plus ceux qui pèchent le plus aujourd'hui. Au cours des trois années de la nouvelle période économique qui vient de commencer, l'endettement des sociétés s'est accru de 36 % pour atteindre un peu plus de 1 000 milliards de dollars, et celui des collectivités locales et des Etats de 33 % pour se situer à 295 milliards de dollars, cependant que, pour l'ensemble de l'économie, il augmentait de 42 % pour atteindre 3 900 milliards de dollars.

Plus alarmante est la constatation que dans le même temps, l'endettement des consommateurs pour les achats à tempérament a progressé de 49 % pour atteindre 300 milliards de

dollars, que le total des crédits hypothécaires sur propriétés à usage d'habitation s'est développé au taux record de 54 % pour se situer maintenant à 750 milliards de dollars et que les emprunts de l'Etat fédéral (Trésor et agences fédérales) ont augmenté de 47 % et s'élèvent actuellement à 825 milliards de dollars. »

Cette poussée de l'endettement s'est accompagnée d'une nouvelle dégradation des ratios de fonctionnement des banques.

« A mesure que le système se trouvait soumis à de nouvelles tensions, le ratio des prêts par rapport aux dépôts et celui des actifs liquides par rapport aux crédits bancaires se sont dégradés pour retrouver le niveau qu'ils avaient lors de la crise du crédit de 1974. En outre, tout au long de 1978, les banques commerciales ont vendu des fonds d'Etat, puis procédé à des achats sur le marché monétaire pour financer des prêts. »

Les éléments pour des thèses cités plus haut affirment :

« Un jour ou l'autre, les comptes du capital doivent être apurés. Les rapports de production imposent leur loi. La base trop étroite ne peut plus supporter l'énorme échafaudage, la fantastique hypertrophie de crédit et de capital fictif. L'échafaudage s'écroule sur sa base. C'est la crise. »

Les rédacteurs de l'article de « Business Week » y font, dans leur propre langage, quasiment écho :

« Le risque, à l'heure actuelle, est que lorsque la prochaine récession mondiale se produira, quel que soit le moment où elle se produise, elle surprendra tous les pays dans une situation où ils seront encore plus endettés qu'il y a trois ans.

Ce danger menace les Etats-Unis comme les autres. Tant que la politique monétaire et la politique budgétaire américaines resteront aussi axées sur l'expansion, même l'énorme fardeau de la dette actuelle restera supportable. Mais ces mêmes politiques qui permettent à un si grand nombre d'entre nous de vivre en permanence endettés jusqu'au cou portent en elles les germes de leur propre ruine parce qu'elles alimen-

lent l'inflation. A un moment ou à un autre, il faudra bien que l'Administration ou le Système fédéral de Réserve, ou les deux, renversent la vapeur. A ce moment-là, à moins d'un concours de circonstances extraordinairement favorable, la nouvelle économie d'endettement (dont le niveau est déjà de 50 % supérieur à celui de l'ancienne économie d'endettement) risque fort de connaître un effondrement total. »

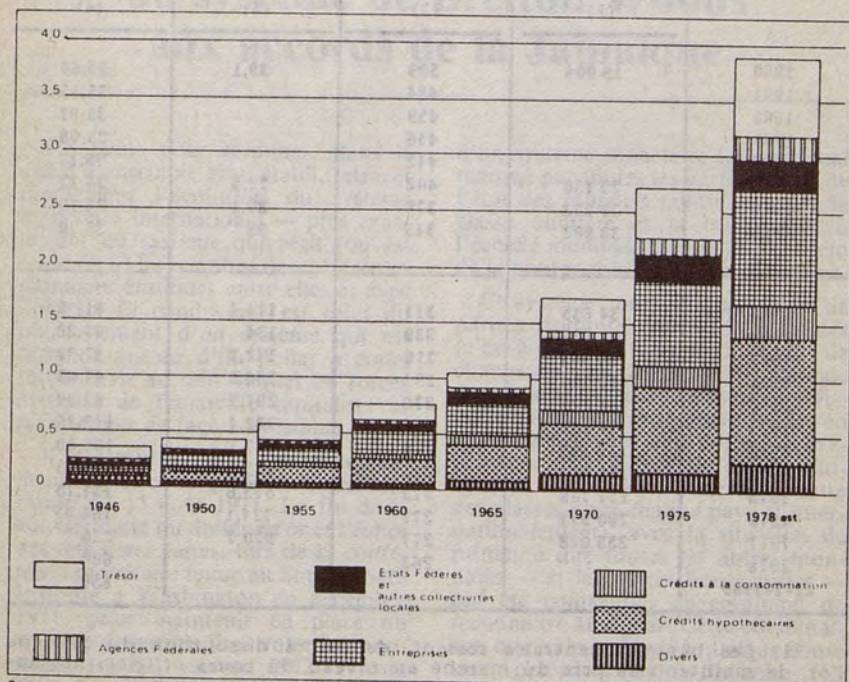
L'examen de l'évolution du PNB des Etats-Unis et, à sa suite, de celui de l'ensemble des pays impérialistes, rend parfaitement compréhensible le jugement de « Business Week ». Depuis 1974, l'injection de crédits parasites sur cinq années consécutives a conduit l'économie de dette au point où son effondrement est inévitable, même s'il est impossible — aussi bien aux analystes financiers de Wall Street qu'aux marxistes — d'en fixer

les délais. Et pour quels résultats ? Pour un effondrement presque immédiat de la reprise 1977 et une croissance du PNB guère supérieure à 2,5 % par an sur cinq ans en moyenne.

LA FLAMBÉE DU PRIX DE L'OR

Depuis dix-huit mois, les mouvements du prix de l'or sont devenus l'une des expressions les plus concentrées, tant du degré atteint dans le pourrissement économique et financier du système impérialiste, que des rapports politiques entre les classes à l'échelle mondiale dans le cadre du tournant déjà amorcé à l'intérieur de la période de l'imminence de la révolution. Ce double aspect n'est autre que la réfraction aussi bien indirecte que directe de la lutte des classes.

UNE MONTAGNE DE DETTES QUI GRANDIT (milliards de dollars)



Au vu de la période de huit ans qui s'est écoulée depuis le 15 août 1971, on peut établir — ainsi que l'un des économistes officiels du Parti socialiste, Christian Goux, l'a fait dans « Le Monde » du 29 janvier 1980 — une relation assez étroite, avec un temps de décalage qui se réduit de plus en plus, entre la croissance des engagements à court terme des Etats-Unis (c'est-à-dire le flot de dollars à cours forcé qui inondent l'économie mondiale) et le prix de l'or. Il présente le tableau ci-dessous.

Et de donner de ce tableau le commentaire suivant — cette fois, pas

faux en soi, mais étroitement économete et donc absolument unilatéral :

« De 1960 à 1978, les engagements des Etats-Unis vis-à-vis des banques centrales étrangères ont été multipliés par trente-huit, soit une croissance de 14 % l'an en moyenne, ce qui est la manifestation la plus évidente du déficit massif cumulé de la balance des paiements sur la base des règlements officiels.

Parallèlement à ce développement foudroyant, les engagements liquides privés ont également été multipliés par vingt et un, soit une croissance annuelle moyenne de 11,5 %.

« Le Monde », 29 janvier 1980.

Une hypothèse : le prix de l'or suit plus ou moins la croissance des engagements à court terme des Etats-Unis

(1) Engagements à court terme des Etats-Unis (réserves de change autres que l'or défalquées).

(2) Millions d'onces d'or (31,103 grammes) à Fort-Knox.

(3) Prix auquel la valeur du stock d'or est égale aux engagements.

(4) Prix de l'or sur le marché de Londres.

	(1)	(2)	(3)	(4)
1960	19 904	509	39,1	35,60
1961		484		35,15
1962		459		35,07
1963		446		35,08
1964		442		35,12
1965	29 130	402	72,5	35,12
1966	30 273	378	80,1	35,19
1967	33 802	345	98	35,20
1968 (1)	34 655	311	111,4	41,90
1969	42 034	339	124	35,20
1970	44 945	316	142,2	37,37
1971	67 386	292	230,8	43,63
1972	82 227	276	297,9	64,90
1973	91 739	276	332,4	112,25
1974	117 893	276	427,1	186,50
1975	128 069	275	465,7	140,25
1976	157 746	275	573,6	134,75
1977	200 577	277	724,1	164,95
1978	255 028	277	920,7	226
21-1-1980		263		600
				850

(1) Les banques centrales cessent, depuis la dissolution du pool de l'or, de maintenir le prix du marché au niveau du cours officiel (moyennant une marge de fluctuation étroite) de 35 dollars l'once.

Il n'est pas étonnant que, devant la montée irrésistible de la dette liquide, le prix de l'or détenu par les Américains à Fort-Knox, dont la quantité a baissé de plus de la moitié, ait crevé tous les plafonds.

Les calculs que nous avons effectués montrent que, fin 1977, c'est à 920 dollars l'once que le prix de l'or devrait s'établir pour équilibrer la dette liquide et non liquide publique et la dette liquide privée. Si l'on s'en tenait uniquement à la dette publique, le prix de l'once d'or d'équilibre serait de 607 dollars.

On voit donc que le prix de l'once d'or atteint le 21 janvier 1980 n'a, dans cette optique, rien d'absurde. »

Il ne fait aucun doute que l'énorme amoncellement des dettes sur lequel sont construits l'économie américaine et l'ensemble du système impérialiste conduit à une perte de substance cons-

tante du dollar vis-à-vis de la seule expression véritable de la richesse sociale qu'est l'or dans le cadre de la propriété privée des moyens de production.

Mais cette explication de Goux ne permet pas de rendre compte de l'allure exacte de la courbe et de son accélération extraordinaire depuis fin 1978. Ce qui est de plus en plus visible sur la courbe de l'or, c'est sa connexion de plus en plus étroite à la progression des événements mondiaux de la lutte des classes mondiale et l'entrée dans « le nouveau tournant dans la période d'imminence de la révolution ». Ce sont les puissantes vagues de la révolution iranienne, de la révolution nicaraguayenne, qui ont rythmé la progression des cours de l'or, de même que ce sont les mêmes événements qui sont également à la base de la brève panique boursière du 9 octobre.

du système de Bretton Woods aux accords de la Jamaïque

On peut, pour terminer, dans le cadre d'ensemble ainsi établi, retracer rapidement l'évolution du système monétaire international — plus exactement du système qui régit (ou est sensé régir) les relations des différentes monnaies étatiques entre elles et avec l'or. Le fil conducteur est celui du pourrissement d'un système qui est ordonné autour d'un dollar à cours forcé, mais au sein duquel les forces aveugles de l'anarchie capitaliste se manifestent de façon croissante.

Il faut tout d'abord revenir rapidement sur les conséquences de la déclaration du 15 août 1971. La fin de la convertibilité du dollar en or et l'échec des tentatives faites, lors de la conférence monétaire tenue au Smithsonian Institute à Washington en décembre 1971, pour maintenir en place un système de parités fixes entre les monnaies, ont vu, courant 1972-1973, la naissance dans le plus grand désordre

d'un système monétaire international marqué par toutes les particularités de l'état des rapports politiques entre la classe ouvrière et la bourgeoisie à l'échelle mondiale et, partant, au sein de la bourgeoisie mondiale elle-même.

Ce système combine un système de parités flottantes entre les monnaies (c'est-à-dire de situations où le taux de change de chaque monnaie nationale de chaque bourgeoisie impérialiste vis-à-vis de celles des autres varie en quasi-permanence sous l'effet des événements quasi-quotidiens de la politique, de l'économie, donc de la lutte des classes dans chaque pays et internationalement), avec la situation de primauté que toutes les autres monnaies — et les autres bourgeoisies — ont été contraintes de continuer de reconnaître au dollar. Cette combinaison originale a abouti à quelque chose sans précédent dans l'histoire, en dehors des périodes d'occupation du

territoire d'un Etat bourgeois par les troupes d'un autre Etat bourgeois, c'est-à-dire un système de cours forcé international dans lequel toutes les bourgeoisies sont contraintes d'accepter, d'acheter la monnaie des Etats-Unis, si bas en soit le prix et quelles que soient les pertes encourues.

Les Etats-Unis ne le cachent même pas. Ainsi, W. Eberlé, l'un des négociateurs américains à la conférence de décembre 1971, l'a d'ailleurs reconnu ouvertement, déclarant que les partenaires des Etats-Unis n'avaient plus le choix qu'entre acheter plus de produits fabriqués aux Etats-Unis ou accumuler « du papier sans valeur ».

La politique, examinée plus haut, d'expansion sans frein des dépenses parasitaires par la voie de l'inflation pratiquée par les Etats-Unis comme par les autres pays pour soutenir une conjoncture affaiblie et chercher à restaurer « une confiance des milieux d'affaires fortement ébranlée par l'annonce des décisions prises par les Etats-Unis le 15 août », a conduit à une inondation du marché mondial en dollars d'une dimension sans précédent : 21,9 milliards de dollars de déficit extérieur en 1971, 13,8 milliards en 1972, 7,6 milliards en 1973, 18,9 milliards en 1974.

C'est à ce moment que l'or a vu une première poussée, bien modeste au regard des records atteints depuis, triplant presque son prix pour dépasser 100 dollars l'once en 1973. C'est le moment aussi où les flots de demandes de conversion de dollars en deutschemarks ont obligé l'Allemagne à réévaluer sa monnaie en février 1973 et à assumer, au prix d'un renchérissement supplémentaire de ses propres exportations, une partie très lourde de la charge des dépenses parasitaires décidées par les Etats-Unis.

Le rapport déjà cité de l'OCDE écrit :

Il s'agit d'une période « importante pour plusieurs raisons, dont la moindre n'est pas le gonflement considérable des réserves internationales et ses répercussions sur l'expansion monétaire intérieure. L'ampleur des déficits des paiements extérieurs des Etats-Unis pendant cette période a fait que, dans les autres pays de

l'OCDE, les contraintes de balance des paiements ont disparu, favorisant ainsi l'expansion considérable de la masse monétaire. Nous n'irons pas jusqu'à prétendre que cette expansion est la conséquence mécanique d'un lien automatique qui existerait entre les réserves internationales et la masse monétaire, mais, à notre avis, on peut raisonnablement supposer que, par son ampleur, la création de réserves a contribué à l'essor synchronisé de l'activité en 1972-1973 et qu'elle a ainsi exercé une influence inflationniste (...). On peut aussi penser que le choc psychologique créé par les perturbations monétaires, et les bouleversements qu'elles ont entraînés dans le système des taux de change, ont contribué à créer le climat d'incertitude qui a marqué la plupart des débats de politique économique pendant cette période. »

En somme, le système monétaire international, loin d'arrêter ou même de freiner le processus inflationniste, s'est trouvé, d'une part, contraint de s'incliner devant les décisions américaines, tout comme devant Carter aujourd'hui, et a tendu, d'autre part, à amplifier et à accélérer la diffusion de l'inflation américaine.

C'est dans ce contexte que s'est constitué le « serpent monétaire » européen. Les Etats-unis ont accueilli la constitution de ce système de parités flottantes communes, en le caractérisant comme étant un début de retour aux « blocs monétaires » des années trente. Le serpent européen avait pour but de créer, dans certaines limites de flottement vers le haut ou vers le bas, une parité commune des monnaies européennes par rapport au dollar. L'un de ses objectifs, qui est aussi l'un de ceux du SME, était d'établir un mécanisme minimum de défense pour atténuer les effets de chocs monétaires trop forts, en particulier de trop fortes variations de changes, sur les économies européennes.

S'il y a eu bloc, il était timide et abâtardi, parce que les impérialismes européens — et japonais bien sûr également — savent qu'ils n'ont pas, en dernière analyse, d'autre choix que de soutenir l'impérialisme américain quel qu'en soit le prix. Nulle autre puissance impérialiste, ou groupe de

puissances impérialistes, ne peut relayer l'impérialisme US, occuper la place qu'il occupe depuis des décennies, et plus particulièrement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'effondrement de l'économie américaine signifierait leur débâcle immédiate, la débâcle du mode de production capitaliste, de la société bourgeoise dans son ensemble. C'est pourquoi les impérialismes européens et japonais acceptent, bon gré, mal gré, de prendre en charge une partie des difficultés qui assaillent l'impérialisme américain.

Le bloc n'était pas homogène non plus, car les impérialismes européens ont entre eux des intérêts contradictoires, et ne sont pas par ailleurs de puissance égale. Dès 1974, la France s'est retirée du « serpent », incapable de continuer à soutenir le franc pour le maintenir dans des limites de fluctuation par rapport au deutchmark. Le franc a ensuite réintégré le serpent en juillet 1975, pour le quitter de nouveau le 16 mars 1976. Ce va-et-vient traduit toutes les faiblesses de la bourgeoisie française, face à son vis-à-vis allemand en particulier.

LES ACCORDS DE LA JAMAÏQUE

Ce qui a été fait à la Jamaïque représente avant tout une tentative pour codifier le régime du cours forcé du dollar. C'est sous cet angle qu'il faut comprendre l'amendement apporté aux statuts du FMI, c'est-à-dire au vieux traité de Bretton Woods, sur le rôle de l'or. L'article 4 du traité de Bretton Woods stipulait :

« La parité de chaque Etat membre sera exprimée en poids d'or, pris comme dénominateur commun, ou en dollars des Etats-Unis d'Amérique du poids et du titre en vigueur le 1^{er} juillet 1944. »

Le nouvel article 4 des statuts, premier paragraphe, prévoit comme une obligation :

« Le maintien par un membre d'une valeur pour sa monnaie en termes de droit de tirage spécial ou d'un autre dénominateur, autre que l'or, choisi par le membre (...). »

Quelles que soient les inepties que certains commentateurs ont pu écrire, cette mesure n'aboutit pas à une quelconque « démonétisation de l'or ». Elle n'y vise même pas. Le rôle de l'or est fort bien reconnu, notamment par les instructions données au FMI de procéder à des ventes publiques d'or pour peser sur les cours et tenter de limiter ou régler leur hausse, dont les résultats ont paru effectifs pendant quelque deux ans, de 1976 à 1979.

Les accords de la Jamaïque ont institutionnalisé un système international dans lequel le mécanisme international de réserve reste axé sur le dollar, mais où la non-convertibilité du dollar en or libère les Etats-Unis de toute contrainte à l'émission et à la diffusion internationale des dollars — toute contrainte autre que leur propre « sens des responsabilités »... Les accords de la Jamaïque ont également institutionnalisé les taux de change flottants. Ils prévoient que chaque pays est libre d'intervenir ou non sur les marchés des changes. Les gouvernements peuvent adopter le régime de taux de change qu'ils préfèrent : flottement autonome, flottement concerté, rattachement à une autre monnaie, à un panier de monnaie ou aux DTS, c'est-à-dire la monnaie de singe internationale, à caractère résolulement inflationniste, créée en 1969 (6).

La constitution en 1978 du « système monétaire européen » (SME) se situera pour l'essentiel dans le cadre des accords de la Jamaïque et de la nouvelle rédaction de l'article 4 du statut du FMI. Cette fois-ci, le « bloc » est constitué avec le consentement des Etats-Unis, et l'un de ses buts est de mieux aider à prendre en charge la partie du fardeau qu'ils

(6) Les Droits de tirages spéciaux permettent aux pays membres du FMI d'obtenir des devises d'autres pays pour régler leurs dettes. Les allocations de DTS sont obtenues en échange d'un versement en monnaies nationales (pour le double de l'allocation). Depuis 1974, le DTS est une unité de compte calculée comme une moyenne pondérée des 16 monnaies des principaux pays riches (le dollar y compte pour 33 %, d'où le caractère hautement inflationniste des DTS qui répercutent et propagent l'inflation américaine).

entendent faire « partager » aux autres pays impérialistes. La contribution de Stéphane Just à la discussion internationale a caractérisé la constitution du SME de la façon suivante :

« Ce sont ces contradictions accumulées et multipliées qu'une fois encore, en ayant fondamentalement recours aux mêmes méthodes, se sont efforcés de contenir les gouvernements des grandes puissances capitalistes, tant aux conférences de Brême, de Bonn, qu'à la session du Fonds monétaire international. Le "serpent monétaire" constitué en mars 1972, qui a déjà perdu quelques-uns de ses anneaux (l'Angleterre et l'Irlande dès juin 1972), allait avec diverses vicissitudes se désagréger au cours des années suivantes, l'Italie, la France et la Suède quittant le système. Il s'était réduit à une petite zone mark comprenant l'Allemagne fédérale, le franc belgo-luxembourgeois, le florin néerlandais, les couronnes danoise et norvégienne. Maintenir malgré les déséquilibres les échanges au sein de la Communauté économique européenne, organiser en commun l'inflation pour la "relance" sont des éléments déterminants pour contenir la crise économique rampante du régime capitaliste. Les projets, plutôt que les accords, de Brême tentent d'organiser la coopération des capitalismes de la CEE dans ce but. Il s'agirait de faire en sorte que chaque monnaie européenne se définisse par rapport à une unité de compte établie selon le principe du DTS d'après un panier de monnaies et de créer un Fonds monétaire européen de soutien de 26 milliards de dollars. La Conférence de Bonn qui réunissait les sept plus grandes puissances capitalistes avait comme objectif toujours la même question : "relancer l'économie mondiale". Elle n'a abouti qu'à des vœux pieux sans efficacité pratique. Par contre, la session du FMI qui s'est tenue fin septembre 1978 a décidé d'augmenter la quote part (le dépôt) des Etats membres de 50 % et l'augmentation des Droits de tirages spéciaux de 4 à 6 milliards de dollars par an pendant trois ans (1 DTS = 1,26 dollar). Les grandes puissances capitalistes s'efforcent d'avoir une politique inflationniste concertée à l'échelle internationale pour éviter la catastrophe. De fait, l'économie

capitaliste internationale, dont chaque partie est organiquement dépendante des autres, vit d'expédients. »

Effectivement, le régime de cours forcé du dollar et de changes flottants est un régime endémiquement inflationniste et aussi profondément anarchique. En termes diplomatiques, l'OCDE constate ceci, depuis fin 1976 :

« Les taux de change ont commencé à accuser des mouvements plus accentués, l'ajustement de certains taux allant même peut-être au-delà de ce que justifiaient les différences enregistrées concernant les taux d'inflation ou d'autres facteurs économiques objectifs ; ce "surajustement" des taux de change a commencé à créer des problèmes supplémentaires au plan de la régulation conjoncturelle. »

Par des dévaluations déguisées, chaque pays cherche à transférer sur les autres le poids de ses propres difficultés. Ce sont bien sûr les Etats-Unis, par leur place au sein du système que nous venons de décrire, qui sont seuls à même de disposer de cette possibilité en permanence, face aux autres puissances impérialistes.

En 1979, les Etats-Unis ont tenté de faire un pas de plus dans ce sens en proposant la création par le FMI de « comptes de substitution » qui autoriseront les banques centrales à échanger leurs réserves en dollars contre des DTS auprès du FMI. Un tel système ne signifierait pas autre chose que la faculté pour les Etats-Unis, non seulement de continuer à inonder l'économie mondiale de « papier sans valeur », mais encore d'annuler une partie de leur dette externe en pesant sur les autres bourgeoisies, pour que celles-ci échantent leurs dollars contre les DTS, dont la contrepartie n'est autre que les dépôts effectués par ces pays auprès du FMI. Cela reviendrait à demander aux autres bourgeoisies de se substituer aux Etats-Unis comme débiteurs proportionnellement à la part de leur dépôt dans la définition des DTS. On comprend le peu d'enthousiasme que celles-ci ont manifesté à l'égard de ce projet et les raisons de son renvoi à des sessions ultérieures du FMI.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE INTERNATIONAL ET LES CAPITAUX FLOTTANTS

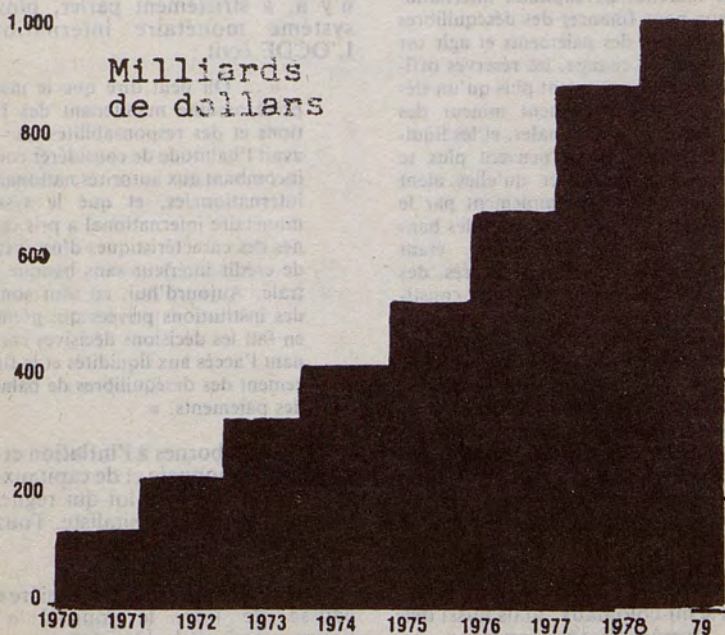
A la Jamaïque, les principaux impérialismes ont voulu codifier le cours forcé du dollar, les parités flottantes et la création de liquidités internationales par le FMI. Ils ont voulu réintroduire la « discipline » en ce qui concerne les déficits des balances de paiements. Ils ont voulu « contrôler » la « création de liquidités ».

Mais l'« économie de dette » des Etats-Unis, de même que le marché monétaire international dit des « euro-dollars » rendaient ce contrôle parfaitement illusoire, y eût-il même eu volonté réelle d'y parvenir. Ce n'est pas seulement le déficit de la balance des paiements officielle des Etats-Unis (celle-ci fut excédentaire en 1975, en équilibre en 1976, déficitaire de nouveau en 1977 et 1978 — moins fortement cependant que de 1971 à 1974 — et en équilibre de nouveau en 1979), qui a nourri l'inflation mondiale.

C'est aussi de façon croissante, depuis 1974-1975, le système bancaire américain, architecte du marché international des euro-dollars (dont les principales places sont Londres et Hong-Kong), qui a propulsé tous les effets de l'« économie de dette » analysée plus haut à l'échelle mondiale.

Ce marché monétaire international, d'autre part, est en lui-même une formidable source d'inflation, du simple fait de la capacité de création de « nouveaux » crédits, dont les banques internationales qui le constituent disposent, conformément aux mécanismes de création du capital fictif que nous avons analysés dans le premier article. Il est constitué à la fois de capitaux flottants — ceux des très grands trusts, ceux des Etats riches en devises, comme les Etats arabes, même si ces devises sont de façon croissante de la « monnaie de singe » — et de capitaux fictifs au sens plein et entier du terme. Le montant de cette masse de capital et son taux de croissance en font un phénomène sans précédent même par rapport aux années trente.

TAUX DE CROISSANCE
DU MARCHÉ INTERNATIONAL DES EURO-DOLLARS



Source : Morgan Guaranty Trust.

L'essor du marché des euro-dollars a mis fin en fait à toute possibilité de discipline monétaire de la part des Etats. Aujourd'hui, souligne le rapport de l'OCDE déjà cité :

« Le développement des marchés de capitaux internationaux, notamment du marché de l'euro-dollar, qui a fait que, progressivement, il est devenu plus facile pour les gouvernements de s'adresser aux intermédiaires financiers internationaux privés que de compter sur les déficits des pays à monnaie de réserve pour se procurer de nouvelles réserves monétaires. Les marchés de capitaux internationaux jouent à l'échelle mondiale le rôle d'intermédiaires financiers entre prêteurs et emprunteurs, publics aussi bien que privés. »

Et d'en montrer les conséquences :

« L'une des conséquences de cette évolution est que la distinction entre liquidités officielles et privées, de même que la distinction entre liquidités internationales et intérieures, a beaucoup perdu de sa signification opérationnelle. Etant donné la facilité avec laquelle les gouvernements peuvent aujourd'hui emprunter sur les marchés de capitaux internationaux pour financer des déséquilibres de balance des paiements et agir sur les taux de change, les réserves officielles ne représentent plus qu'un élément comparativement mineur des liquidités internationales, et les liquidités officielles ne peuvent plus se mesurer (à supposer qu'elles aient jamais pu l'être) simplement par le stock de réserves en devises des banques centrales. De même, étant donné que les dépôts auprès des systèmes bancaires intérieurs constituent le support des opérations des marchés de capitaux internationaux, le volume des liquidités internationales ne peut plus se mesurer simplement par l'encours des actifs détenus par les institutions financières internationales. Il est donc extrêmement difficile de nos jours d'évaluer, même approximativement, le volume des liquidités internationales. »

Une autre conséquence, c'est que de très nombreux Etats — beaucoup d'Etats semi-coloniaux, mais aussi des Etats impérialistes comme le

Royaume-Uni ou l'Italie — ont pu constituer sans obstacle une « dette extérieure de proportions inquiétantes ». En effet :

« Tant que les gouvernements sont prêts à payer le taux d'intérêt du marché, rien en principe ne limite leur demande de crédits pour financer les déséquilibres de leur balance des paiements ou agir sur les taux de change. Et tant que les opérateurs sur les marchés privés acceptent (et seront en mesure) d'accroître leurs dépôts auprès des systèmes bancaires intérieurs, pour répondre à une augmentation de la demande de crédits, les gouvernements pourront continuer d'emprunter et des réserves officielles continueront d'être créées. »

Ils pourront masquer leurs difficultés réelles par la capacité qui leur est ainsi donnée de

« remettre à plus tard les ajustements nécessaires et vivre pendant un temps avec des taux d'inflation élevés par rapport à ceux des autres pays, tout en ne subissant qu'une dépréciation modérée de leur monnaie. »

En fait, neuf ans après la dislocation du système de Bretton Woods, il n'y a, à strictement parler, plus de système monétaire international. L'OCDE écrit :

« ... On peut dire que le marché privé assume maintenant des fonctions et des responsabilités que l'on avait l'habitude de considérer comme incombant aux autorités nationales et internationales, et que le système monétaire international a pris certaines des caractéristiques d'un système de crédit intérieur sans banque centrale. Aujourd'hui, ce sont souvent des institutions privées qui prennent en fait les décisions décisives concernant l'accès aux liquidités et le financement des déséquilibres de balances des paiements. »

Toutes les bornes à l'inflation et à la création de monnaie et de capitaux fictifs sont brisées. La loi qui règne est celle de l'anarchie capitaliste. Tous les expédients sont possibles.

Commentant la chute boursière et la hausse de l'or, le journal « Les Echos » écrivait le 11 octobre :

« Les Etats disposent encore de possibilités d'intervention telles que des emprunts en devises fortes pour les Etats-Unis, des ventes d'or supplémentaires par le Trésor américain ou par telle ou telle banque centrale sur laquelle Washington pourrait faire pression, la création de nouveaux moyens de paiements internationaux, etc.

La liste de ces gadgets monétaires peut s'allonger. Ils permettront d'obtenir des périodes de rémission.

(...) S'il le faut, la hausse des taux d'intérêt sera stoppée dès la fin de l'année, pour éviter que 1980, année politique au plus haut niveau, connaisse une dépression économique mondiale.

Le plus probable est que l'apocalypse n'aura pas lieu, mais que la crise de chômage et d'endettement croissant continuera jusqu'à ce que les tensions sociales et politiques deviennent par trop intolérables au point de provoquer des révolutions et

des guerres. Nul ne sait où se situe ce seuil d'intolérance. »

Pas plus, d'autre part, que quiconque ne connaît le seuil de tolérance de l'inflation et de l'endettement propre à l'« économie de dette », ni le degré exact auquel on se trouve aujourd'hui près de l'effondrement.

« Les filets de protection mis en place par les gouverneurs des banques pour éviter la chute dans l'abîme craquent périodiquement. Peu importe : on en installera d'autres tout aussi fragiles, mais qui tiendront un certain temps. »

Mais une telle remarque est aussi un « signe des temps », très exactement la manifestation de rapports politiques précis entre les classes, tels qu'ils sont perçus par une classe dominante « à bout de souffle ».

**Etienne Laurent,
Michel Dauberny,
le 25 février 1980.**

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

**travailleurs,
militants,
jeunes**

Chaque semaine,

Informations ouvrières

tribune libre de la lutte des classes.

JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »

NOM, Prénom	1 an	150 F
	[pli clos]	250 F
	6 mois	80 F
Adresse	[pli clos]	130 F
	Etranger [1 an] ...	210 F
Code postal et ville	[pli clos]	320 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « **INFORMATIONS OUVRIERES** »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
C.C.P. 21 831 - 73 Paris — Tél. : 247 13 34

Votre librairie :

LA SELIO

*Tous les ouvrages
politiques indispensables*

*Sur commande,
tous les autres livres
dont vous avez besoin*

20 %

de remise permanente

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
CCP 31 697 97 X La Source - Tél. 246-09-53

The British

LA BELLO

1812-1813
The British

The British
The British

1812-1813

The British

The British

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Tous versements à l'ordre de l'APIO

Abonnements :

FRANCE : Pli non clos : 1 an (5 numéros) : **43 F** - 2 ans (10 numéros) :
80 F - 2 ans soutien : **125 F**.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : **70 F** - **Pli clos :** demander à l'administration.

Le directeur de la publication Pierre LAMBERT.
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



Commission paritaire n° 51695